

LE CONFLIT RHODÉSIE

La Zambie demande la réunion d'urgence du Conseil de sécurité

LIRE PAGE 8

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,30 D; Maroc, 1,00 dir; Tunisie, 1,00 m.; Allemagne, 1,30 DM; Autriche, 13 sch.; Belgique, 15 fr.; Canada, 2,00 \$; Danemark, 220 F; Espagne, 160 pes.; France, 2,00 F; Grèce, 30 dr.; Irlande, 160 p.; Italie, 300 L; Japon, 275 ¥; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 200 esc.; Royaume-Uni, 1,00 £; Suède, 1,20 kr.; Suisse, 2,00 fr.; U.S.A., 25 cts; Yougoslavie, 20 din.

## L'épreuve de force entre l'Iran et les États-Unis

### L'imam Khomeiny et les Arabes

L'imam Khomeiny n'est guère populaire en Occident, et on le comprend aisément. Mais l'est-il pour autant dans les pays arabes, dont, rappelons-le, l'Iran ne fait pas partie ? On peut en douter à voir ce qui s'est passé à Tunis lors de la visite de l'imam à Tunis sans avoir cautionné les initiatives tumultueuses et condamnables de l'émir de Qom.

Certes, les derniers développements de la crise iranienne ne figuraient pas à l'ordre du jour de la conférence. Il n'en est pas moins significatif que les participants aient refusé d'entendre la délégation iranienne, dépechée spécialement de Téhéran dans l'espoir d'obtenir un geste de solidarité avec la révolution islamique. Sans aller jusqu'à condamner formellement la prise des otages américains, les pays arabes n'ont surtout pas voulu qu'on puisse les soupçonner d'approuver de telles méthodes. La prise de la grande mosquée de La Mecque — un épisode sur lequel, encore aujourd'hui, nous savons bien peu de choses, sinon qu'il a coûté beaucoup plus de vies que ne valent bien le reconnaître pour le moment les autorités saoudiennes — a été, il est vrai, faire réfléchir les rares participants partisans d'un radicalisme extrême. Tel paraît avoir été en particulier le cas de la Libye, dont la délégation aux Nations unies, tout en se déclarant solidaire des objectifs « anti-impérialistes » de l'imam Khomeiny, a réclamé la libération des diplomates américains détenus à Téhéran.

L'opposition entre chiisme et sunnisme n'explique pas à elle seule, loin de là, la prudence des dirigeants arabes. Sous l'aspect religieux et fraternel des événements de Téhéran, ceux-ci discernent parfaitement un contenu politique dont ils ne peuvent pas plus s'accommoder que l'Occident. A moyen terme, en effet, ils seraient les victimes de ce cocktail explosif fait d'intégrisme, de nationalisme, d'aspiration à la justice, de soif de revanche et de xénophobie. De cela, on en a tout autant conscience à Riyad, à Bagdad, dans les emirats du Golfe qu'à Damas. La contagion n'est pas un concept abstrait. Pour les chefs d'État arabes, il s'agit donc de se protéger de ce danger tout en essayant d'en tirer le plus grand profit.

Le profit viendra plus tard, et se comptera sans doute en pétrodollars. Mais, dans un premier stade, il convient de conserver le contrôle des événements, de ne pas encourager le développement d'une situation anarchique qui ne pourrait déboucher que sur le chaos. C'est pourquoi le sommet de Tunis s'est également refusé à entériner les idées de Téhéran sur des représailles financières à l'égard des États-Unis. Elles auraient fini d'ébranler tout le système monétaire de l'Occident, qui est aussi, dans une très large mesure, celui du monde arabe.

Encore faut-il, pour que cette stratégie de l'apaisement et de l'isolement croissant de l'Iran donne des résultats, que les États-Unis ne cèdent pas à la tentation de recourir à la force. Jusqu'à présent, M. Carter a fait preuve à la fois de fermeté et d'une étonnante retenue, surtout si l'on considère l'exaspération de son opinion publique. Il doit être encouragé à poursuivre dans cette voie, qui est celle du bon sens, tant il est vrai que le recours à la force a plus d'une fois provoqué dans l'aire musulmane des réactions en chaîne diamétralement opposées aux résultats recherchés. Ainsi en a-t-il été de la suspension des livraisons de blé à l'Égypte lors de la crise de Suez. Lors d'un autre épisode, la chute de Nasser, elle avait accéléré le malmené du tiers-monde à la cause du rai.

### Un parlementaire américain amorce une négociation à Téhéran avec M. Bani Sadr

Malgré la libération, jeudi 22 novembre, de cinq otages non américains de l'ambassade des États-Unis, à Téhéran, la tension ne cesse de croître entre Téhéran et Washington. Un porte-parole des étudiants islamiques qui occupent l'ambassade a déclaré qu'il s'agissait là de la dernière « mesure de clémence » et que les quarante-neuf otages toujours détenus allaient être traduits devant un tribunal. L'imam Khomeiny, pour sa part, a estimé que si les États-Unis attaquaient l'Iran, il ne serait pas possible de contenir la « colère » des militants islamiques, qui ont récemment menacé de tuer les otages et de faire sauter l'édifice de l'ambassade. Il a ajouté, à l'adresse des Américains : « Qu'ils essaient d'attaquer et nous les supprimerons. Nous mourrons, mais nous les tuons aussi. »

Un timide espoir est né, cependant, avec la rencontre qu'a eue, dans la nuit de jeudi à vendredi, un parlementaire républicain américain, M. Hansen, avec le chef de la diplomatie iranienne, M. Bani Sadr. A l'issue de cet entretien, que relate notre envoyé spécial, M. Hansen a eu une longue conversation téléphonique avec un haut responsable de Washington. Il a indiqué que les autorités américaines seraient prêtes à discuter de la libération des otages et le Congrès américain déciderait d'ouvrir une enquête sur le régime du chah.

Aux États-Unis, le président Carter a convoqué, ce vendredi à Camp David, ses principaux collaborateurs. Selon le New York Times, M. Carter a demandé au secrétaire d'État, M. Haig, d'ouvrir une commission d'enquête internationale pour déterminer la culpabilité du chah en échange de la libération immédiate des otages. Celui-ci a déclaré, pour sa part, qu'il pourrait quitter New-York « d'ici deux semaines ».

LA MECQUE. La situation à l'intérieur de la grande mosquée demeure toujours confuse, malgré les multiples déclarations des dirigeants saoudiens qui affirment contrôler entièrement la situation. Selon les témoignages de nombreux pèlerins, les affrontements dans l'édifice religieux ont été beaucoup plus graves que ne l'affirment les dirigeants saoudiens, et il y aurait des dizaines de victimes.

### Un dialogue dramatique

Téhéran. — « Monsieur le ministre, en ma qualité de représentant républicain au Congrès (américain), je viens vers vous pour rechercher une alternative à la guerre, une issue honorable pour nos deux peuples. » Il est 19 h. 30 le jeudi 22 novembre à Téhéran. Tandis que circulent des rumeurs concernant un ultimatum qu'aurait adressé les États-Unis à l'Iran, tandis que l'imam Khomeiny lance à la télévision un appel passionné à la résistance, M. George Hansen plaide face à M. Bani Sadr, le ministre iranien des affaires étrangères, en faveur d'une « déescalade », peut-être la dernière chance de sauver la paix.

### L'abdication européenne

par ALFRED GROSSER

M. Alfred Grosser expose ci-dessous son point de vue sur la crise iranienne : De la part des gouvernements, de petites phrases anodines. Dans la partie, dans la presse, presque partout une attitude de spectateurs. Une quasi-guerre Iran-États-Unis ou monde musulman-États-Unis face à laquelle on compte les coups, avec, parfois, en supplément, surtout en France, une sorte de satisfaction malsaine de voir les Américains impuissants et humiliés.

Comme si les Européens, comme si nous, en France, nous n'étions pas vraiment concernés ! Et même si cela était, la prise d'otages ne visait que les États-Unis : faudrait-il pour autant se taire devant les souffrances infligées à ces otages, devant les menaces qui pèsent sur eux ? De la part des dirigeants français, nous n'étions pas en droit de nous attendre à de plus vigoureuses paroles, après tant de mollesse devant les crimes commis contre les droits de l'homme de Prague à Bangkok et de Santiago à Kaboul. Mais de la part de nos signataires habituels de pétitions et de protestations ? En l'occurrence, surtout les experts et défenseurs du monde arabe, du monde musulman. C'est précisément au nom de toutes les actions menées depuis si longtemps contre les injustices subies par les Arabes qu'il conviendrait d'élever la voix aujourd'hui contre l'injustice infligée ! On pouvait pourtant croire ces temps derniers que les temps de l'émotion, de l'indignation sélective étaient enfin révolus ! Mais cela n'est pas : nous sommes

plètement en cause. Même si les Européens n'acceptent pas d'être solidaires des États-Unis, ils sont menacés.

(Lire la suite page 3.)

### Un entretien avec M. Franz-Josef Strauss

- La sécurité de l'Allemagne est fondée sur l'alliance atlantique
- La coopération avec la Chine n'est dirigée contre personne

M. Franz-Josef Strauss apparaît comme un dangereux rival pour le chancelier Schmidt aux élections législatives de l'automne 1980, en République fédérale. Son ascension en politique a été bien calculée. Le 6 novembre 1978, il est devenu ministre-président du gouvernement bavarois. Jouant adroitement des rivalités internes des deux partis chrétiens, la C.D.U. et sa propre formation, la C.S.U., il a été désigné le 2 juillet dernier, par le groupe parlementaire de ces deux partis, comme candidat unique à la Chancellerie. Il vient enfin de conclure un armistice avec la direction du D.G.B., la toute-puissante centrale syndicale ouest-allemande.

Au plan international, M. Franz-Josef Strauss, si longtemps vilipendé, a pris de la

carrière. M. Brejnev, en visite officielle à Bonn, en mai 1978, s'est entretenu longuement avec lui. Et M. Hua Guofeng, en octobre, à quité Bonn pour Munich afin de le rencontrer.

Dans l'interview qu'il a accordée à notre correspondant Jean Wetz, M. Franz-Josef Strauss définit sa position et son programme. Il affirme notamment que l'alliance atlantique est le fondement de la sécurité de l'Allemagne et que la coopération avec la Chine n'est dirigée contre personne.

A Bonn, cependant, M. Gromyko a fait avec M. Genscher le bilan des relations germano-russes et a rappelé la position de son gouvernement sur l'équilibre actuel des forces, notamment nucléaires, en Europe.

Entre tous les grands partis démocratiques de la République fédérale, jusqu'où va le rôle de cette échéance a été bien calculée. Le 6 novembre 1978, il est devenu ministre-président du gouvernement bavarois. Jouant adroitement des rivalités internes des deux partis chrétiens, la C.D.U. et sa propre formation, la C.S.U., il a été désigné le 2 juillet dernier, par le groupe parlementaire de ces deux partis, comme candidat unique à la Chancellerie. Il vient enfin de conclure un armistice avec la direction du D.G.B., la toute-puissante centrale syndicale ouest-allemande.

Alors que M. Brandt, président du S.P.D., se bat avec M. Mitterrand en faveur d'une Europe socialiste et soutient les socialistes français contre M. Giscard d'Estaing ou, il y a quelque temps encore, M. Andreotti. Mme Thatcher veut, même le candidat comme « un des siens », car elle n'est pas parvenue à découvrir une différence quelconque entre elle et lui.

Cela n'a pas empêché qu'en 1978, lors d'une réunion des partis socialistes en Suède où M. Brandt était présent, M. Palme a voulu voir en Franz-Josef Strauss et en Mme Thatcher les « obscurantistes de l'Europe ». C'est pourquoi une formule humoristique a fleuri dans notre République fédérale : « Pour et contre l'énergie atomique avec Helmut Schmidt ». « Pour et contre l'armement nucléaire de l'O.T.A.N. avec Helmut Schmidt ».

De quelle façon, si vous deveniez chancelier, poursuivriez-vous la politique du gouvernement actuel envers le bloc de l'Est ?

La politique à l'Est de la République fédérale doit être intégrée dans l'ensemble de notre politique étrangère, dont l'autre

aspect fondamental est, pour moi, la politique est la sécurité fondée uniquement sur l'alliance atlantique, car, sans l'espace atlantique et sans la force de l'Amérique, les moyens exclusivement européens ne sauraient garantir la sécurité.

Propos recueillis par JEAN WETZ.

(Lire la suite page 7.)

Le deuxième pilier de notre politique est la sécurité fondée uniquement sur l'alliance atlantique, car, sans l'espace atlantique et sans la force de l'Amérique, les moyens exclusivement européens ne sauraient garantir la sécurité.

Le troisième pilier, le plus important, est celui de l'incohérence. Le gouvernement ne s'est certes pas contenté de proposer un effort en matière de prestations. Il s'est également engagé à améliorer l'environnement, qu'il s'agisse du logement, du travail ou de la retraite de la mère de famille, mais l'absence de financement laisse planer un doute sur l'efficacité de ces mesures.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(Lire la suite page 12.)

### AU JOUR LE JOUR

#### Du nouveau ?

A l'heure où le climat entre les partenaires de la majorité et de l'opposition est devenu longuement acide et glacé, et où le pays entier, toutes opinions et tous partis confondus, effectue sa traversée du désert, les « convergences » observées entre le P.S. et le R.P.R. laissent entrevoir quelque chose de nouveau sur la scène politique française. Mais il faut encore attendre pour savoir si l'on peut faire du neuf avec ce nouveau-là.

BERNARD CHAPUIS.

### QUATRE NOUVEAUX FILMS DE MARGUERITE DURAS

#### Elle s'appelle Aurélia Steiner

Au début du mois de septembre, Marguerite Duras avait présenté au Festival d'Hyères trois courts métrages inédits, « Césarée », « Les Mains régénérées » et « Aurélia Steiner (Melbourne) ». Depuis, elle a tourné très vite un autre film, plus long, qui est le plus beau de tous, et qui s'appelle « Aurélia Steiner (Vancouver) ». L'ensemble porte ce nom, au cinéma Action-République.

Ce nom est une signature. Marguerite Duras dit que c'est Aurélia Steiner l'auteur des films. Aurélia Steiner, dix-huit ans, écrit. Marguerite Duras l'a inventée, elle

connaît toute son histoire, son passé, sa famille. Elle va jusqu'au bout de la logique des écrivains qui fréquentent leurs personnages : elle s'efface, elle se laisse parfois habiter par Aurélia Steiner.

Dans ces quatre films, Marguerite Duras va aussi droit à sa propre vérité. Il n'y a plus que son texte et l'image, sans tricherie, sans acteur intermédiaire. Elle dit son texte prodigieux avec sa voix d'écrivain, elle montre ce que son regard de cinéaste a choisi.

CLAIRE DEVARRIEUX.

(Lire la suite page 27.)

**ALEJO CARPENTIER**

**La harpe et l'ombre**

Carpentier nous entraîne là dans une de ses aventures les plus réussies et les plus séduisantes et nous fait le suivre jusqu'au bout sans escale. Quel écrivain !

Françoise Wagnere

**Gallimard**

مكتبة الأصيل



VIVRE ENSEMBLE

Adresse aux hommes (et aux femmes) encore jeunes

par EUGÈNE IONESCO  
de l'Académie française

Nos mères — c'est-à-dire, calculons bien, vos arrière-grands-mères — ne s'embarrassaient guère de débats idéologiques. Lorsque nous faisons quelque chose de pas bien, elles disaient : « Ce n'est pas grave. » Quand nous leur demandions pourquoi, elles répondaient : « Parce que... » Si l'imprudent voulait pousser trop loin la discussion et poser le difficile problème des fondements de la morale, réduites à quia, elles trouvaient l'argument décisif dans une chiquenaude... ou pire. On n'était pas en Suède.

Je me suis laissé dire que le ministre de l'éducation a déclaré qu'il n'y a pas d'éducation sans morale, sans acceptation de l'autorité, sans respect des autres et de soi-même, tandis que, de son côté, le secrétaire général du plus important syndicat d'enseignants a condamné le laxisme et a exalté le sens de l'effort et des responsabilités.

Il y a là, dit-on, le signe d'un retour à un « consensus ». Le mot hérisse curieusement, non pour le raisonnement qu'il ne figure pas au Dictionnaire de l'Académie, mais parce qu'il considère l'école comme la réduction d'un monde où s'affrontent les classes et les idéologies. Ce n'est pourtant pas ainsi que la voient les honnêtes gens (j'ose employer cette expression qu'on n'utilise plus de peur de déplaire à ceux qui font de tout délinquant une victime de la société). Les honnêtes gens, dis-je, quel que soit par ailleurs le bulletin qu'ils méritent dans l'urne le jour des élections, attendent de l'école qu'elle apporte à leurs enfants les connaissances nécessaires à la vie et qu'elle

Elles n'avaient pas la Bergson. Elles ne s'interrogeaient pas sur les deux sources de la morale et de la religion (l'instinct collectif des sociétés closes et l'exemple des « héros moraux » des sociétés ouvertes, je le rappelle au cas où vous auriez remplacé l'étude des philosophes par la lecture des journaux ou l'absorption du marxisme).

contribue à former leur caractère et leur volonté, qu'elle leur apprenne à réfléchir d'avant d'agir (ce qui ne va pas de soi) et tout simplement à « se tenir bien » dans l'existence. Car ils savent au fond d'eux-mêmes qu'un monde qui a perdu le sens de ces valeurs qu'on dit traditionnelles est condamné à toutes formes de violence ou d'ignominie.

Je ne sais d'où vient cet accord tacitement conclu entre les hommes depuis le fond des âges sur des règles de conduite sans lesquelles toute civilisation est destinée à périr. Quelle est donc l'origine de ces croyances sur la valeur de la bonne foi et du respect, que ni les fanatismes ni les idéologies n'ont pu effacer totalement de la conscience des hommes ?

Viennent-elles d'une Parole transcendante, comme le pense Bernard-Henri Lévy ? Ou bien du zéro en ce qui concerne notre civilisation, ont-elles leur source dans les « mythes fondateurs de l'Occident », selon certains présumés que M. Louis Pauwels a prêtés un peu rapide-

ment, il me semble, au président de la République ? J'ai bien une réponse à cette question. Mais elle se résume dans une expression dont on n'ose guère non plus se servir de peur sans doute qu'elle ne vous fasse rire : le bon sens. Il est vrai qu'on vous a appris, avec certains existentialistes, à brocarder la « sagesse des nations »...

Vous me comprendrez peut-être mieux si je vous rappelle ce que j'ai écrit. Il y a longtemps déjà, un jour où je me demandais ce qu'il resterait de moi comme individu dans ce tohu-bohu du monde :

« Il faut être au-dessus de tout cela, surplomber son temps, passer à travers pour ne pas disparaître avec lui. C'est peut-être parce que je suis faible, ou parce que je suis fort, car ce qui paraît faiblesse peut être force, que je vois pouvoir résister aux crises, aux courants, aux flux et reflux

Vous en voyez aujourd'hui le résultat. De ceux qui ont survécu dans ces terribles naufrages, vous connaissez les noms. Ils resteront comme les vrais grands hommes de notre époque. Ils ont su « résister », souvent seuls, par leur courage, leur travail, leur obstination, comme Soljenitsyne, ou parfois même par leur silence, comme Camus. Combien aussi sont demeurés inconnus dans ces dictatures qui s'acharnent à effacer jusqu'au nom des hommes... La seule société vivable est celle

du temps, pas hors de mon temps, lutant avec mon temps, à contre-courant, en opposition, et exprimant mon temps, justement par cette opposition à mon temps, et cette opposition ne se manifeste pas par des idéologies, car celles-ci ne sont que les vagues destinées à disparaître ; je ne serai pas une autre vague, mais un roc, peut-être, c'est-à-dire une permanence humaine, une sorte de conscience universelle, quelquefois recouverte par les vagues, mais toujours là. Ne pas se laisser aller. Garder sa lucidité, ne pas être dupe, fuir les choses avec bon sens, les idéologies sont folles, tous les gens sont idéologues, tous les gens sont passionnés et fanatiquement idéologues ; ce que les idéologues appellent le sens commun, c'est souvent le « sens exceptionnel » qui leur manque. Les idéologies sont des crises... »

Vous avez peut-être, en effet, été gagnés un temps par ces délires collectifs qui ont fait croire aux hommes qu'ils pouvaient être heureux en abandonnant leur individualité et en attendant d'une société ou d'un Etat parfaits un bonheur sur mesure.

Chacun peut rester « autre » au milieu de ces « semblables ». La seule cellule digne de ce nom est celle qui développe chez les individus les qualités morales et intellectuelles qui leur permettent de vivre en collectivité sans céder aux modes et aux passions, en gardant leur lucidité et leur raison.

Il faut pour cela une chose : une volonté, une volonté à la fois collective, anonyme et générale, ne connaît plus : l'humble orgueil d'être soi.

La vie inimitable

par GABRIEL MATZNEFF

L'INDEPENDANCE, la fierté, et le goût que nous avons de notre destin, sont notre part la plus haute, et notre bien le plus précieux. Nous ne devons permettre à personne de nous en déposséder. Notre unique devoir est d'être celui (ou celle) que nous sommes, et non celui (ou celle) que les autres veulent que nous soyons. « O combien nous sont hostiles les vœux de ceux qui nous aiment ! » Sénèque dit cela de la famille, mais c'est encore plus vrai de la société qui toujours a la rage de subjuguer l'homme libre par des chaînes qui ne sont pas pour lui.

Un adolescent de l'un ou l'autre sexe, dès lors qu'il est sensible et passionné, se sent en marge de la société des adultes. Il refuse d'y entrer, il répugne à prendre un état. Les gosses d'aujourd'hui vivent cela, nous l'avons vécu quand nous avions leur âge, et Chateaubriand l'a vécu avant nous. Seulement, il ne suffit pas d'être rebelle à seize ans : il s'agit de s'y opposer dans l'âge adulte, et ce, c'est une autre paire de manches.

Durant l'adolescence, la singularité est le lot d'un grand nombre ; dans l'âge mûr, elle ne peut être le privilège (ou la malédiction) que de quelques-uns. Être un réfractaire, un outsider, ne se vit pas impunément, car la seule chose que la société ne nous pardonne pas, c'est de ne pas jouer son jeu, c'est de ne pas se conformer. Être différent, c'est être coupable.

Il y a des rencontres qui vous marquent à jamais. Lorsque, à

quinze ans, j'ai découvert Byron, c'est avec une joie, un orgueil et une folie inexplicables que je me suis reconnu dans Manfred disant à la Fée des Alpes : « Dès ma jeunesse, mon esprit ne marchait pas avec les âmes des hommes... La soif de leur ambition n'était pas la mienne ; le but de leur existence n'était pas le mien ; mes joies, mes chagrins, mes passions et mes douleurs, tout faisait de moi un étranger. » Aujourd'hui encore, Byron demeure l'écrivain avec qui je me sens le plus d'affinités. Tel est le pouvoir de la littérature : la solitude est brisée, pulsive, à travers les siècles, nous découvrons, grâce à leurs livres, des âmes qui ont senti, pensé, vécu comme nous, des malheurs, des complices.

Les habiletés tartariques sur la « convivialité » m'ennuient. Ce n'est pas à vivre avec les autres qu'il importe d'apprendre aux adolescents, mais à oser être seuls. Supporter la compagnie des imbéciles et des salauds est certes une rude tâche, mais l'école et le lycée sont là pour nous y préparer. En revanche, personne ne nous enseigne à aimer la solitude. Celle-ci est pourtant le destin de tous les êtres d'exception. Être singulier signifie à la fois être différent des autres et être seul. Nous devons le savoir, et l'accepter. Quel besoin avons-nous de l'approbation de la société ? Il ne faut pas avoir peur d'être économié. Demain, nous serons morts. Le temps, le très court temps qu'il nous est donné de vivre, vivons-le de manière inimitable.

Consensus ou consentement ?

par GÉRARD DESSEIGNE (\*)

Le désarroi qui frappe le peuple de gauche depuis les dernières élections législatives et le début des grandes manœuvres préparant la prochaine élection présidentielle suscitent beaucoup plus de néologismes que de réflexions honnêtes et approfondies. Après la « gauche américaine » passée de mode chez les socialistes, vient la « nouvelle droite » comme repoussoir pour qui veut se situer au centre.

Appelé de ses vœux par un patronat confronté à la crise économique et à ses conséquences, voici venu le temps du consensus.

Le terme n'est pas à proprement parler nouveau, même s'il ne fait pas réellement parti du « langage » social et politique courant, tout au moins en France.

La définition mérite de retenir l'attention : le consensus, qui est un accord, relève d'un principe, le

« consensusalisme » qui veut que le contrat se forme par la simple volonté des contractants sans autre forme. En cela il s'oppose au formalisme et à la nécessité de rencontrer la faveur de ceux qui prêtent le « flou artistique » dans les relations sociales et économiques.

Après la « gauche américaine » beaucoup plus que les actes (au sens juridique du terme) concrets. Une certaine forme d'anarchisme, chez les jeunes notamment, risque de se laisser séduire par cette convergence supposée éphémère.

Or tout le droit du travail, conquête en faveur des salariés, mais protégé aussi, par réciprocité, les relations du travail dans les entreprises, s'est établi en France sur le code, sur la convention, sur le contrat, sur l'accord signé. Certains syndicats ont même fait de la politique contractuelle leur unique doctrine.

Le développement du travail en Interim, des entreprises de travail temporaire, s'appuyant précisément sur une volonté nouvelle des travailleurs : c'est-à-dire le refus d'un certain productivisme, certes affirmé depuis longtemps par les écologistes, mais qui prend corps désormais dans les statistiques.

Et ce consensus-là se nourrit de l'autre, c'est-à-dire de celui conduisant à renoncer aux barrières de la protection sociale, mais conduisant aussi à un certain refus du travail industriel, y compris dans le secteur dit tertiaire. Le consensus qui n'est que le refus d'être plus pénalisé que la contestation de 68 où les grèves « franches et massives » de l'É.D.F. Pénalisés pour qui ? Le consensus qui n'est que le consentement de l'ordre établi, mais également refus de tout engagement, est d'abord pénalisant pour la gauche syndicale et politique privée de « ressourcement ».

Mais ce consensus en faveur de l'éphémère, estompant les barrières du droit et de la protection sociale, risque fort d'être également pénalisant pour les chefs d'entreprise cherchant en vain une « conscience professionnelle » désormais inconcevable. Le pouvoir en place peut-il s'accommoder de régner sur un peuple chlorotomisé, consentant, mais ne répondant plus aux impulsions ? On peut en douter, a priori. Faut-il pour autant considérer que seuls l'affrontement et le conflit social constituent le moteur de la société ? Distinguer tout d'abord — même si le plus grand nombre est égaré — que la lutte de classes sévit tou-

jours en France, et que le patronat, notamment dans les petites et moyennes entreprises, utilise largement ce consensus identifiant — et l'attitude suicidaire des partis de gauche — pour empêcher sur les libertés syndicales, pour revenir sur les avantages acquis, pour atténuer aux personnes physiques, pour transgresser les lois sociales. Mais la lutte de classe imposée aux syndicats suscite-t-elle ou tard une contre-offensive, comme l'histoire du mouvement ouvrier nous l'apprend. On comprend mieux dans ces conditions qu'au-delà du « consentement social » soit espéré un « consensus économique » pour reprendre une expression *made in U.S.A.*

Et il est vrai que la situation économique internationale, pour y faire face avec une chance de succès en France, nécessiterait un véritable consensus. Or même en Allemagne fédérale, le consensus social ne suffit pas à garantir la « paix civile », en pleine guerre économique. En réalité, il ne peut y avoir de consensus économique sans volonté convergente de gouverner ensemble, sans consensus politique.

La gauche du programme commun, si elle avait accédé au pouvoir, aurait dû — et aurait pu — susciter un tel consensus qui aurait fait accepter certaines mesures sociales impopulaires chez les nantis, en faveur des plus démunis.

Mais cet espoir de consensus, geste de réajustement économique et d'amélioration des conditions de travail, a fait place désormais à une volonté divergente, à une stratégie d'échec.

Peut-il y avoir un autre consensus politique ? En clair d'autres alliances, un autre programme, qui pourrait bénéficier d'une large soutien populaire ? Question sacrilège. Encore que la « ligne » d'Aix-en-Provence...

En fait, la dépolitisation croissante des jeunes, et des moins jeunes, rend déjà électorale cette démarche, à moins de la réduire à une conduite politicienne.

Sur le plan économique, outre l'abolition des privilèges, une convergence politique et économique suppose un accord sur le rôle du plein emploi, qui est aussi un droit baton. De même sur le droit de grève, droit constitutionnel, comme le précédent remis en cause en

main-d'œuvre d'un niveau de connaissance supérieure à la moyenne.

— *Efficacité limitée aux seules « pointes » de charge de travail conjoncturelles.*

— *Indemnités limitées, licenciements évités, coût social minimal.*

Le contrat social né du consensus — bon gré mal gré — est donc bien un contrat limité.

Une réponse inadaptée

Jours en France, et que le patronat, notamment dans les petites et moyennes entreprises, utilise largement ce consensus identifiant — et l'attitude suicidaire des partis de gauche — pour empêcher sur les libertés syndicales, pour revenir sur les avantages acquis, pour atténuer aux personnes physiques, pour transgresser les lois sociales. Mais la lutte de classe imposée aux syndicats suscite-t-elle ou tard une contre-offensive, comme l'histoire du mouvement ouvrier nous l'apprend. On comprend mieux dans ces conditions qu'au-delà du « consentement social » soit espéré un « consensus économique » pour reprendre une expression *made in U.S.A.*

Et il est vrai que la situation économique internationale, pour y faire face avec une chance de succès en France, nécessiterait un véritable consensus. Or même en Allemagne fédérale, le consensus social ne suffit pas à garantir la « paix civile », en pleine guerre économique. En réalité, il ne peut y avoir de consensus économique sans volonté convergente de gouverner ensemble, sans consensus politique.

La gauche du programme commun, si elle avait accédé au pouvoir, aurait dû — et aurait pu — susciter un tel consensus qui aurait fait accepter certaines mesures sociales impopulaires chez les nantis, en faveur des plus démunis.

Mais cet espoir de consensus, geste de réajustement économique et d'amélioration des conditions de travail, a fait place désormais à une volonté divergente, à une stratégie d'échec.

Peut-il y avoir un autre consensus politique ? En clair d'autres alliances, un autre programme, qui pourrait bénéficier d'une large soutien populaire ? Question sacrilège. Encore que la « ligne » d'Aix-en-Provence...

En fait, la dépolitisation croissante des jeunes, et des moins jeunes, rend déjà électorale cette démarche, à moins de la réduire à une conduite politicienne.

Sur le plan économique, outre l'abolition des privilèges, une convergence politique et économique suppose un accord sur le rôle du plein emploi, qui est aussi un droit baton. De même sur le droit de grève, droit constitutionnel, comme le précédent remis en cause en

France à chaque usage, ou presque, sous prétexte d'abus.

Mais le libéralisme économique ne s'accommoderait-il pas, par définition, du chômage, supposé être le meilleur moyen, sinon le seul, d'accroître la productivité et les résultats des entreprises ?

Par contre, la paix sociale lui est nécessaire, d'où la quête d'un introuvable consensus. Car le véritable obstacle semble plutôt résider dans ce climat de guerre civile, plus ou moins larvé, que le pouvoir de l'argent ne cesse de faire régner depuis des décennies.

Faut-il donner des exemples ? Citons quelques conditions, quelques problèmes jamais résolus, qui font qu'en France le consensus politique bute, naturellement, sur l'absence de réel consensus social :

— *Inégalités culturelles*, de patrimoines, de revenus, jamais réduites ;

— *Absence de concertation*, dans les entreprises, toujours fléchissante ;

— *Non-partage du pouvoir de décision*, toujours réservé (« à l'élite » de l'argent, des notables et des mandarins...).

Mépris des catégories sociales, toujours négligées (immigrés, jeunes, vieux, femmes) sous des formes paternalistes ou répressives.

Faut-il allonger la liste ? Il suffit de s'informer autour de soi. Et comment s'étonner, dans ces conditions, de la montée de la violence, autre signe à ne pas négliger ?

Le consensus économique et politique est-il donc une chimère d'importation américaine ou soviétique ? Peut-être pas. Mais lorsque ce consensus prend sa racine, comme disait Marx, dans l'abandon du consentement, alors le consensus social prend un autre nom : il se nomme tout simplement, révolution.

C'est-à-dire remise en cause radicale de l'ordre social et économique défilant. Ayant comme objectif un projet de société, crédible.

De ce point de vue le P.S. est encore loin du compte. Mais n'est-ce pas la seule voie offerte à ceux qui souhaitent le progrès économique et social ? (\*) Syndicaliste, chargé d'enseignement à l'université Dauphine.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire n° 51457.

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
1 rue des Italiens  
75247 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4207-23

**ABONNEMENTS**  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
125 F 270 F 385 F 540 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
200 F 400 F 570 F 820 F

ÉTRANGER  
(par mandats)  
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
125 F 270 F 385 F 540 F

II. - SUISSE - TUNISIE  
220 F 420 F 570 F 820 F

Par voie aérienne  
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (toute fois) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : s'adresser à l'administration (dix à dix semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande six semaines au moins avant leur départ.

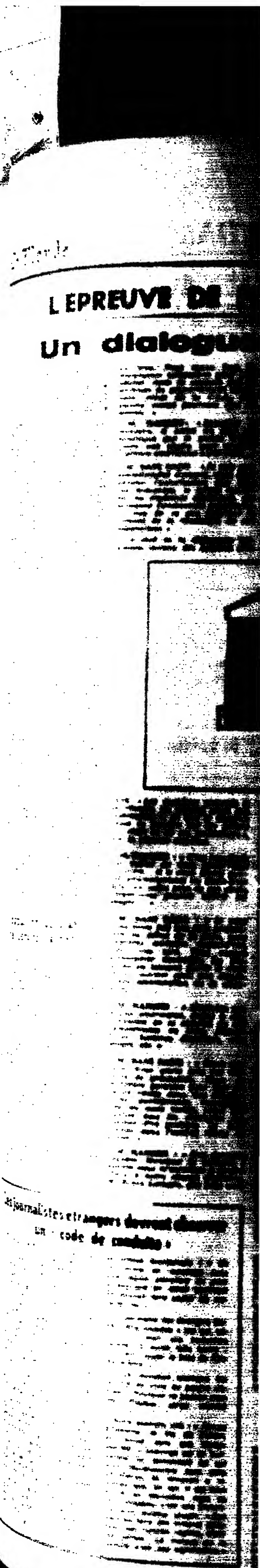
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS !**

Toutes les grandes marques de

**PARFUMS**  
ACCESSOIRES HAUTE-COUTURE  
PRODUITS DE BEAUTÉ • CHEMISES LACOSTE  
PORCELAINES • CADEAUX

**MICHEL SWISS**  
16 RUE DE LA PAIX - PARIS  
2ème étage (Ascenseur)  
Tél. : 261.71.71





Le Monde

# étranger

## L'ÉPREUVE DE FORCE ENTRE L'IRAN ET LES ÉTATS-UNIS

### Un dialogue dramatique

(Suite de la première page.)

M. Hansen avait sollicité un visa pour entreprendre sa mission « à titre non officiel » le vendredi 16 novembre. Lundi, le chargé d'affaires d'Iran à Washington, après consultation avec le ministre iranien des Affaires étrangères, lui avait délivré le visa. Le député américain atterri dans la capitale iranienne mercredi, en compagnie d'un ami de longue date, M. Lee Roderick, chef du bureau à Washington de la chaîne des journaux Scripps League Newspapers. C'est en présence de ce dernier ainsi que de l'envoyé spécial du Monde, choisis par M. Hansen comme « témoins », que le chef de la diplomatie iranienne accepte de recevoir — pour la première fois depuis le début de la crise — à la capitale — une personnalité américaine.

D'emblée, M. Bani Sadr définit la nature de la rencontre : « Il ne s'agit ni d'une négociation ni d'un dialogue. Je vous écouterai avec la plus grande attention et je transmettrai au Conseil de la révolution d'éventuelles suggestions. » L'organisateur de la République islamique siège dans une salle contiguë.

« Des erreurs ont été commises par vous et par nous, commence M. Hansen. Nos opinions publiques respectives sont en mesure de faire entendre la voix du bon sens. Notre espoir à tous est d'empêcher que l'irréparable se produise. Je comprends vos préoccupations concernant le chah, sa fortune à l'étranger, les atrocités qui ont été commises en Iran. Le peuple américain est, pour sa part, préoccupé par la politique qui avait été suivie par son gouvernement en Iran ; il est aussi intéressé à savoir comment les deniers du chah ont été utilisés pour favoriser les intérêts américains à l'étranger. »

« Nous sommes un pays démocratique, monsieur le ministre, où rien ne peut être caché durablement. Le chah a eu, à l'évidence, des problèmes de gestion. La Chambre des représentants et le Sénat disposent de nombreuses commissions qui ont en mesure de faire sceler la vérité au grand jour. Je suis persuadé que le Congrès ne refusera pas d'engager une telle enquête globale ; l'intérêt de la paix, celui des citoyens entre vos mains, préoccupe-t-il ? »

#### L'expulsion du chah ne servirait à rien

M. Bani Sadr, qui écoute intensément la traduction française des propos de son interlocuteur, interrompt : « Oui, peut-être, mais à condition que vous n'ayez pas entre-temps fait des propositions, que vous mettiez un terme à l'escalade dont vous êtes seuls responsables. »

M. HANSEN : « Une enquête engagée immédiatement par le Congrès aurait le mérite, précisément, de donner un coup d'arrêt à cette dangereuse escalade. Si seulement, Monsieur le ministre, vous n'autorisiez d'informer le Congrès, le gouvernement des États-Unis, le président Carter, qu'une telle enquête aurait comme effet de détendre l'atmosphère et d'ouvrir la voie à un dialogue sur le sort des otages. »

M. BANI SADR : « Ce n'est pas moi qui m'opposerais à une enquête, qui ouvrirait les yeux du peuple américain sur les agissements de ses gouvernements successifs, les atrocités commises

en Iran. Nous avons tous les documents nécessaires pour vous édifier, mais je suppose que les archives du gouvernement américain, celles de la C.I.A., sont encore mieux pourvues que les nôtres. »

M. HANSEN : « Monsieur le ministre, il s'agit en tout cas d'un dialogue que je puisse rendre visite aux otages pour rassurer l'opinion américaine à leur sujet. »

M. BANI SADR : « Je suis personnellement d'accord, mais pour obtenir l'autorisation que vous me demandez, je dois consulter les étudiants islamiques, qui occupent l'ambassade américaine. Je vais de ce pas informer le Conseil de la révolution de vos suggestions. »

Le chef de la diplomatie iranienne revient dix minutes plus

mis en détention dès l'occupation de l'ambassade américaine ? » L'entretien avait duré quarante-cinq minutes. M. Bani Sadr donne un bref ordre. Quelques minutes plus tard, le Mercedes noir du ministre conduit le parlementaire américain et ses deux compagnons journalistes au siège du ministère des Affaires étrangères, où ils sont courtoisement accueillis par M. Mouskalla, le porte-parole officiel du ministère.

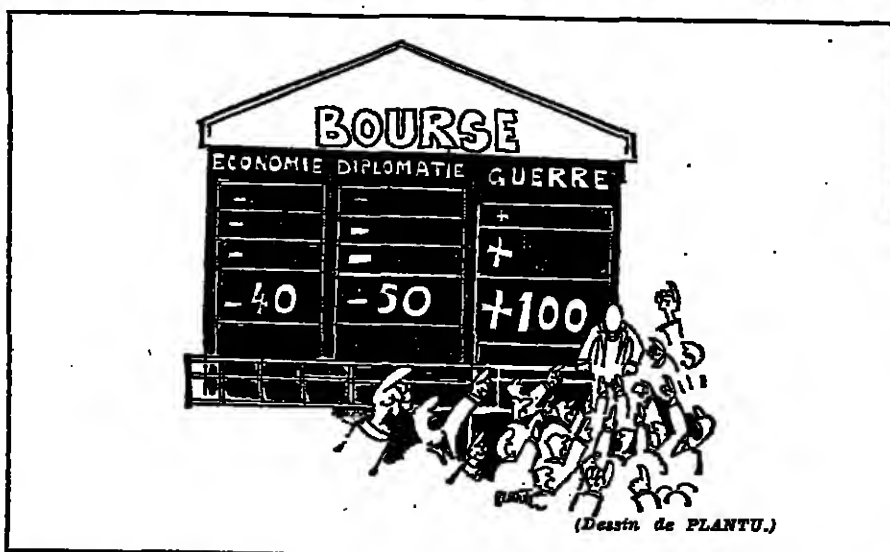
#### L'ultime objectif demeure inchangé

Logé, sous bonne garde, dans une des ailes du ministère, M. Bruce Laingen a réservé à ses visiteurs un accueil moins vaste et somptueux, salle de sé-

publics respectives. Nous saurons que le temps du mépris est révolu. » Autrement, la guerre est-elle évitable ? « Oui, répond le chef de la diplomatie iranienne. Nous ne la voulons pas et les États-Unis n'ont pas intérêt à la provoquer. Voyons un peu les risques qu'ils prendraient ! »

1) Jamais depuis la fin de la dynastie des Safavides, il y a deux siècles, notre peuple a été aussi déterminé qu'aujourd'hui à résister jusqu'à la dernière goutte de son sang. Le mal de la peur et de la passion s'est écoulé en même temps que la dynastie des Pahlavins.

2) Les peuples musulmans se soulèveront pour soutenir notre résistance à une agression américaine. Les événements actuels démontrent que, contrairement à



(Dessin de PLANTU.)

tard. « Les membres présents à la réunion du Conseil n'ont pas d'objection à ce que le Congrès fasse la lumière sur les crimes du chah et de ses protecteurs », est la réponse sibylline.

M. HANSEN : « C'est bon. Mais j'ai oublié de vous poser une question : si le chah devait quitter prochainement les États-Unis pour un autre pays de son choix, croyez-vous pouvoir libérer les otages ? »

M. BANI SADR : « Si vous nous avez fait une telle proposition au début de la crise, nous l'aurions acceptée. Aujourd'hui, c'est trop tard. Vous risquez d'exaspérer davantage les Iraniens en laissant partir le chah et de susciter ainsi une dangereuse détérioration de la situation. »

M. HANSEN : « L'opinion publique américaine, quant à elle, s'inquiète de la sécurité de nos compatriotes en Iran, journalistes, hommes d'affaires, employés, etc. »

M. BANI SADR : « Soyez rassuré. Nous avons pris des mesures de précaution. Mais la meilleure garantie pour leur sécurité réside dans nos déclarations quotidiennes, reproduites pas les mass media, selon lesquelles tous les étrangers devraient être protégés et bien traités dans l'intérêt même de l'Iran. »

M. HANSEN : « Une dernière requête, Monsieur le ministre : pouvez-vous m'autoriser à rendre visite à notre chargé d'affaires, M. Bruce Laingen, que vous avez

jour, le chargé d'affaires américain manifeste des signes bien compréhensibles d'angoisse et de méfiance : « Qui êtes-vous ? Que voulez-vous de moi ? », lance-t-il. Je prends la main que lui tend M. Hansen. « Nous sommes des amis. Je suis le représentant républicain de l'Illinois », répond ce dernier. « Et qui sont vos deux compagnons ? Qui sont ces deux autres personnes qui se tiennent plus loin ? » « Rassemblez-vous, Bruce, il y a ici avec moi que deux journalistes en fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères. »

Le chargé d'affaires américain n'est toujours pas rassuré. « Je ne veux pas voir de journalistes ! », lance-t-il en ton direction. MM. Hansen et Laingen se retirent alors dans un bureau adjacent. Leur entretien dure cinq minutes, le temps alloué par les autorités iraniennes.

Les deux collaborateurs du chargé d'affaires, qui l'avaient accompagné au ministère des Affaires étrangères le jour de l'occupation de l'ambassade américaine, s'échappent ainsi aux étudiants islamiques, paraissent, eux, détendus. L'un d'eux, le conseiller politique M. Victor Thomsett, suivait un programme de télévision, une pile de journaux à portée de la main. L'autre, M. Mike Howland, chargé des affaires de sécurité à l'ambassade, tenu lui aussi par le bras, se penche vers son collègue et lui murmure à l'oreille : « Un rapport constant avec le département d'État et la Maison Blanche, par télex ou par téléphone, mais à quel bon ? Risquent-ils de passer en jugement pour espionnage ? Un haussement d'épaules, un sourire amer, suivis d'un « au revoir » dédaigneux, constituent la réponse éloquent à notre question. »

Tandis que MM. George Hansen et Lee Roderick réajustent leur hôtel pour communiquer avec Washington, M. Bani Sadr nous reçoit pour clarifier la position de son gouvernement à l'égard de l'insolite démarche du parlementaire américain. « Notre ultime objectif demeure inchangé : l'extradition du chah. Nous y tenons d'autant plus qu'une telle mesure constituerait la seule preuve palpable à nos yeux de la fin des prétentions d'hégémonie américaine. C'est le seul moyen à sa disposition de prouver qu'on a renoncé à nous humilier, à nous traiter en peuple colonisé. »

#### « Nous ne voulons pas la guerre »

M. Bani Sadr poursuit : « Une fois ce principe énoncé clairement, la proposition qui m'a été faite ce soir par M. Hansen nous intéresse. L'enquête qu'ouvrirait le Congrès sur un homme que nous considérons comme un criminel d'envoyer déboucher, nous hommes persuadés, sur un second Watergate bien plus scandaleux que le premier. Le peuple américain, enfin informé des réalités, engagera le dialogue avec le peuple iranien. Les responsables iraniens et américains échangeront des visites, pourront s'expliquer devant leurs opinions

certaines, la religion n'est pas l'opium du peuple, mais au contraire le moteur de sa lutte contre l'oppression, l'instrument de sa renaissance. »

3) Les bouleversements que provoquerait au Proche-Orient une attaque américaine contre l'Iran mettraient en péril l'approvisionnement pétrolier de l'Occident, feraient dégringoler le dollar, que Washington tente actuellement de soutenir en entretenant l'espoir qu'un coup fatal sera porté à la République islamique.

#### Un soutien de l'U.R.S.S. ?

4) Une agression américaine poussera l'U.R.S.S. à nous offrir un soutien multiforme que nous sommes d'ores et déjà disposés à envisager. Nous ne voulons ni d'une intervention militaire soviétique, ni d'une intervention économique de Moscou profitant des menaces que les États-Unis ne prendraient pas au sérieux. L'U.R.S.S. pourrait, en outre, mettre à profit l'influence diffuse qu'elle est la sienne au Proche-Orient.

Cela dit, poursuit M. Bani Sadr, le Coran nous apprend que l'homme agit le plus souvent d'une manière irrationnelle. L'hystérie guerrière suscitée outre-Atlantique au sujet d'une cinquantaine d'otages auxquels nous ne ferons aucun mal relève malheureusement du domaine de la pathologie. Les Américains devraient cesser de faire appel à leurs psychanalystes pour essayer de comprendre l'imam Khomeiny. Celui-ci est en parfaite harmonie avec ses convictions islamiques et les profondes aspirations de son peuple, au sujet desquelles les gouvernants des États-Unis ne parviennent pas à comprendre. »

Dans la nuit du jeudi au vendredi, M. George Hansen tentait précisément d'expliquer à Washington l'état d'esprit prévalant en Iran. Au cours d'une conversation téléphonique, qu'il a eue en notre présence avec la Maison Blanche, et qui a duré plus d'une heure, le parlementaire américain a plaidé avec conviction et talent en faveur d'une désescalade. La question languissante qui revenait périodiquement à l'autre bout du fil était invariablement : « Voulez-vous ou non libérer immédiatement les otages ? » L'interlocuteur de M. Hansen (dont nous ne pouvons révéler l'identité) lui a promis cependant que ses propositions seront attentivement étudiées et qu'on lui transmettrait une réponse « dans les plus brefs délais ». Un timide espoir naissait avec les premières lueurs de l'aube.

ÉRIC ROULEAU.

Une journée d'études sur l'Iran sera organisée par le secteur de recherche éthno-société de l'université de Paris-Vincennes (route de la Tournelle, Paris (121)), le 26 novembre, dans l'amphithéâtre 1, de 9 h. 30 à 20 h. Les thèmes suivants seront traités : 1) l'évolution politique (Mlle Valmont, MM. Farouki et Farahani) ; 2) économie, question agraire, classes sociales (Mlle Homayouni, MM. Vieille et Digard) ; 3) religion, culture, politique (Mlle Keshgi, M. Bogdanovitch).

### L'abdication européenne

(Suite de la première page.)

Parce que c'est l'Occident dans son ensemble qui est en cause. Oui, l'Occident. Le mot a mauvaise réputation, surtout à gauche, parce qu'au nom de l'Occident bien des crimes ont été commis, parce que l'Occident représente la richesse face à la pauvreté des autres. Mais faut-il pour autant ne pas tenir à nos libertés, à nos façons de vivre, à tout ce qui fait que, pour les peuples européens, le bilan est vraiment, pour le moins, « globalement positif » ? Et quelle bizarrerie en France que ce mélange de nationalisme, de chauvinisme même, et de mépris pour la culture de civilisation de cette nation, un contenu qui a fourni leurs armes intellectuelles aux élites d'Afrique et d'Asie qui ont mené la révolte contre elle ! Nos régimes ne sont pas parfaits, notre passé est très imparfait, mais en ce moment il s'agit de présent et d'avenir. Sauf à parler du passé le plus récent et à se demander si le fanatisme aurait triomphé aussi aisément en Iran sans l'appui logistique généreusement offert par le gouvernement français à un homme pour qui tout l'Occident représentait le mal absolu.

Notre prospérité est réelle face au monde des pauvres. Prospères aussi les ouvriers et les paysans des pays occidentaux. Quelle aberration, quelle malhonnêteté de leur dire d'une part qu'on défend leur niveau de vie, de l'autre que les affaires du Moyen-Orient ont une vaine odeur de pétrole devant laquelle il vaut mieux se boucher les narines — et fermer les yeux. Fermer les yeux sur le fait qu'une éventuelle « transition » de l'Arabie Saoudite serait une catastrophe majeure pour tous les Occidentaux, pas seulement pour les États-Unis. Pour tous les Français, pas seulement pour les « pétroliers ».

Il devrait y avoir, à défaut de solidarité morale face à des actes inacceptables, une solidarité de défense contre une menace, une solidarité active pour limiter les effets d'une terrible dépendance. Cela devrait être évident, surtout en France, où le mot indépendance a pris une force incantatoire, sauf, à vrai dire, quand il s'agit des pays producteurs de pétrole. De même que l'Europe est née d'une réaction de solidarité face à la menace soviétique de 1945, de même elle aurait pu se renforcer face au danger qu'a révélé la crise de l'automne 1973. Il n'en a rien été. Et les nouveaux dangers accroissent encore l'abstention individuelle et collective, fût-ce pour mettre au point les mesures solidaires de défense économique et militaire contre ceux qui menacent et qui passent aux actes.

Au lendemain de l'accord de Munich, Léon Blum parlait du « lâche soulagement » qui accueillait cette capitulation. Aujourd'hui, on a la même sensation de soulagement, car tout le monde sait bien, au fond, que l'écroulement peut être pour demain.

ALFRED GROSSER.

#### Les journalistes étrangers devront observer un « code de conduite »

Téhéran (A.F.P.). — « Je jure sur Dieu tout-puissant et sur mon intégrité personnelle que, pendant mon séjour en Iran, je n'écouterai que la vérité. » Tel est le serment que devront prononcer les journalistes accrédités en Iran, selon un « code de conduite » présenté jeudi 22 novembre à Téhéran par le ministre de l'orientation nationale, M. Nasser Minatchi. Au cours d'une conférence en présence des journalistes internationaux, M. Minatchi a précisé qu'il y avait plus de trois cents correspondants étrangers à Téhéran, représentant vingt-six pays.

D'après une traduction du persan, ce serment comporte également la déclaration suivante : « J'interdis de propager de fausses nouvelles qui pourraient provoquer des sentiments hostiles à la révolution iranienne dans le monde ou qui pourraient opposer les peuples. »

Le ministre s'est ensuite longuement étendu sur ce qu'il a estimé être de mauvais exemples d'information. En voici quelques-uns trouvés, selon lui, dans

la presse occidentale : « Un journaliste en reportage dans une région pétrolière du pays a expliqué en détail comment on pouvait faire sauter les installations. »

« Les mains des étrangers doivent être coupées » (ce qui, selon lui, était une traduction fautive ; il aurait fallu écrire : « Il faut couper le bras de l'imperialisme »).

« La révolution islamique ôte la joie de vivre au peuple iranien. » Pourquoi ne peut-on trouver Playboy qu'au marché noir ? »

Autre exemple cité : « Ahmed Khomeiny, le fils de l'imam, est arrivé dans une Mercedes-350. Interrogé par un journaliste lui demandant ce qu'il était répréhensible dans cette affirmation, M. Minatchi a répondu que, en fait, il est bien arrivé en Mercedes, mais ce qu'il possédait, c'est une Chevrolet d'un modèle ancien. « Que peut-on faire des voitures achetées par l'ancien régime, sinon les utiliser. La marque de la voiture n'est pas significative. »

**UNE LIGNÉE DE GRANDS LIVRES D'HISTOIRE**

**RICHARD III**

**LOUIS XIII**

**UN LOINTAIN MIROIR**

**CATHERINE DE MEDICIS**

**FAYARD**

مكتبة الأمل



صباحنا من الامم

## L'EFFERVESCENCE DANS LE MONDE

### L'ÉPREUVE DE FORCE ENTRE L'IRAN ET LES ÉTATS-UNIS

#### M. Waldheim aurait fait à Téhéran des propositions nouvelles

L'ancien chah pourrait quitter les États-Unis d'ici deux semaines

M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, aurait, selon le *New York Times* de ce vendredi 23 novembre, proposé aux autorités iraniennes la nomination d'une commission d'experts juridiques internationaux pour déterminer la culpabilité de l'ex-chah envers le peuple iranien, en échange d'une libération immédiate des otages américains. M. Waldheim aurait également proposé à Téhéran une réunion du Conseil de sécurité où l'Iran pourrait présenter ses dossiers sur les faits reprochés au chah et aux États-Unis, une fois les otages libérés. M. Waldheim aurait chargé M. Salamati, ambassadeur iranien à New-York, d'y aller à quelques jours de là, mais ces propositions à Téhéran.

Dans l'entourage du secrétaire général, ces informations ne sont ni démenties ni confirmées. On se borne à faire remarquer qu'elles ne proviennent pas du secrétariat de l'ONU. Le porte-parole du département d'État, M. Holling Carter, a répété jeudi que les États-Unis refusent d'écouter les griefs de l'Iran ou de les voir exposer dans n'importe quel forum international tant que les otages n'auront pas été libérés. L'ancien chah a reçu jeudi, pour la première fois depuis son hospitalisation, il y a un mois, un journaliste, Mme Walters, de la chaîne de télévision ABC et lui a déclaré qu'il espérait repartir pour le Mexique « d'ici deux semaines ». L'ancien souverain a refusé de se laisser filmer ou enregistrer. Selon Mme Walters, il est très « fatigué » et « terriblement affecté » par ce qu'il lui dit de lui dans le monde. « L'histoire, a-t-il dit, ne peut pas être injuste. Elle reconnaît un jour ce que j'ai fait pour mon pays. Je suis un roi et non un dictateur ».

L'ancien chah est persuadé que s'il n'était pas venu à New-York, il serait mort. Selon lui, la prise d'otages ne s'explique pas entièrement par sa présence aux États-Unis. « L'ayatollah Khomeiny s'en est servi comme excuse », a-t-il dit.

Interrogé sur la possibilité qu'il retourne en Iran, il a répondu :

« On a dit beaucoup de choses de moi, mais certainement pas que j'étais stupide. » L'ancien souverain a laissé paraître son irritation à une demande d'explication sur sa fortune, déclarant que, s'il n'était pas pauvre, sa fortune n'aurait rien à voir avec ce qui en était dit.

● A Saint-Moritz. — Les autorités suisses ont refusé de produire à la demande de deux avocats agissant au nom du gouvernement de Téhéran, les contrats concernant l'acquisition par l'ex-chah d'un chateau de vingt-huit pièces, estimé à 1,5 million de francs suisses.

● A Paris. — M. François Ponsot a déclaré jeudi devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale que le gouvernement avait choisi « l'action la plus efficace » et que sa position « a été rendue publique au moment où cela pouvait être le plus utile ». « Nous avons reçu des témoignages que notre attitude avait été appréciée », a-t-il ajouté. Répondant à M. Odu (communiste), le ministre des affaires étrangères a déclaré : « Rien n'indique qu'une intervention militaire soit préparée ».

● A Bonn. — Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, recevant ses collègues soviétiques, a déclaré : « Nos pensées sont aux personnes retenues en otages à l'ambassade américaine de Téhéran, en violation du droit international. Ils ont toute notre sympathie, et le peuple américain peut compter sur notre solidarité. Nous demandons aux responsables à Téhéran de libérer enfin les otages. Cette action est un défi à la communauté des États du monde. » M. Genscher n'a pas relevé cette allusion.

● A Strasbourg. — Le comité des ministres de la commission permanente de l'Assemblée du Conseil de l'Europe a dénoncé la prise d'otages comme une « violation flagrante des règles les plus élémentaires du droit international ».

#### Jérusalem souhaite que le président Carter fasse preuve de la plus grande fermeté

De notre correspondant

Jérusalem. — Les Israéliens accordent une grande attention aux derniers événements en Iran et en Arabie Saoudite. Selon des révélations faites, ce vendredi 23 novembre, par le quotidien *Haaretz* et le radio israélien, M. Ezer Weizman a rencontré, jeudi à Tel-Aviv, l'ambassadeur des États-Unis en Israël, M. Samuel Lewis, ainsi que l'attaché militaire américain.

M. Weizman avait confié la veille à la radio israélienne, qu'il tenait à la disposition des dirigeants de Washington plusieurs propositions pour une intervention militaire américaine afin de libérer les otages de Téhéran. Il a clairement incité le gouvernement américain à lancer un ultimatum aux autorités iraniennes. Quelques jours plus tard, M. Michel Dayan, ancien ministre des affaires étrangères, avait déclaré que, « dans certaines situations, la seule solution est l'action militaire » et s'était dit convaincu que l'armée israélienne pourrait volontiers ses bases aériennes pour faciliter une opération en Iran.

#### Un sujet d'amertume

Ces deux opinions reflètent les sentiments du gouvernement de Jérusalem et ceux d'une très grande partie de la classe politique israélienne. Dans la presse, la plupart des éditorialistes invitent le président Carter à faire preuve de la plus grande fermeté. Une intervention militaire américaine, estime-t-on à Jérusalem, aurait notamment pour avantage de justifier a posteriori le raid sur Entebbe en 1976 (1) et l'opération « Entebbe » — l'invasion du Sud-Liban par l'armée israélienne, en mars 1978 — en riposte à une attaque d'un commando palestinien sur l'aéroport de Tel-Aviv. Enfin, les Israéliens ne seraient pas fâchés de voir les Américains adopter leur position qui est de ne jamais céder devant le terrorisme, quelles que soient les circonstances. Le gouvernement israélien, en particulier, s'est montré très inquiet de voir l'O.L.P. se proposer comme médiateur et la Maison Blanche ne pas

(1) D'anciens otages d'Entebbe ont participé, le 18 novembre à Jérusalem, à une manifestation de solidarité avec les détenus de l'ambassade américaine à Téhéran.

#### Pékin dénonce l'attitude à « double face » de Moscou

De notre correspondant

Pékin. — « L'opinion internationale espère que les dirigeants américains et iraniens conserveront leur sang-froid et observeront une attitude responsable, afin de résoudre progressivement la crise actuelle et de contribuer ainsi à la stabilité du monde », écrit vendredi 23 novembre le *Quotidien du peuple* dans un premier commentaire sur la prise d'otages américains à Téhéran.

Depuis plusieurs jours la presse chinoise a tenté de faire croquer pour la crise et citait les interventions multiples qui étaient faites auprès des autorités iraniennes. Le *Quotidien du peuple* rappelle aujourd'hui ces interventions, y compris celles du pape et de l'Organisation pour la libération de la Palestine, note la position prise par le Conseil de sécurité mais s'abstient de condamner lui-même les étudiants iraniens ou l'imam Khomeiny.

En revanche, le journal du P.C. chinois ne peut s'empêcher de mettre en cause l'Union soviétique, qui, dit-il, a adopté une attitude à double face. « Si réjouissant comme d'habitude du malheur d'autrui, écrit-il, elle a déclaré que l'occupation de l'ambassade américaine était un acte compréhensible. En même temps, elle affirmait que le principe de l'immunité diplomatique devait être respecté en tous temps et dans tous pays. Cela fait penser

#### Un différend oppose Téhéran à son fournisseur de canonnières lance-missiles à Cherbourg

De notre correspondant

Cherbourg. — Au nombre de quatre-vingt depuis le rapatriement de vingt d'entre eux « pour raisons familiales », les marins iraniens de Cherbourg veulent-ils savoir, les canonnières lance-missiles sont des unités sophistiquées et, partant, fragiles, qui ne peuvent rester inactives sans risques. L'une d'elles a dû être rapatriée, seule, dans un territoire de chantier pour un carénage, et les équipages iraniens sont nerveux. C'est pour cette raison sans doute qu'un vingtaine de marins ont été rapatriés, malgré l'optimisme du chef de mission. Celui-ci a renvoyé sa femme et sa fille — née à Cherbourg — dans sa famille de Téhéran.

RENÉ MOIRAND.

L'affaire de ces trois canonnières lance-missiles de Cherbourg n'est qu'une illustration du contentieux franco-iranien né avec le changement de régime à Téhéran. De nombreux contentieux — centrales nucléaires, affaires immobilières, transports, équipements lourds et matériels agricoles — ont été interrompus, et les fournisseurs français sont dans l'attente d'une éventuelle indemnisation par l'Iran ou par les banques françaises.

Selon M. Maretti, député R.P.R. de Paris et rapporteur du projet de loi sur les affaires étrangères pour 1980, le montant des risques en cours sur l'Iran, assurés auprès de la COFACE, peut être évalué à 25 milliards de francs. Le montant des seuls sinistres à régler, avant la fin de 1979, sur entreprises françaises sinistrées, pourrait atteindre environ 4 milliards de francs. « Il s'agit, écrit M. Maretti, d'un désastre économique et financier d'une importance majeure, difficile à évaluer. »

#### Israël

#### LA COUR SUPRÊME DIFFÈRE SA DÉCISION SUR L'EXPULSION DU MAIRE DE NAPLOUSE

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — La Cour suprême israélienne a annoncé, le jeudi 22 novembre en début d'après-midi, qu'elle différerait sa décision à propos de l'expulsion du maire de Naplouse, M. Bassam Chakka. Ce dernier a comparu à l'audience devant un jury d'urgence et se trouvait la plupart des matras « démissionnaires » de Cisjordanie venus le soutenir.

Les trois juges ont déclaré qu'ils ne pouvaient se prononcer définitivement tant que toutes les possibilités de la procédure n'auraient pas été épuisées dans cette affaire. L'application du décret d'expulsion est donc encore suspendue pendant six jours pour permettre aux défenseurs de M. Chakka de faire appel devant une commission de magistrats militaires.

La demande de mise en liberté, présentée par son avocat M. Félicien Langer, a été rejetée. M. Chakka reste donc en prison. Il y a eu de nouveau un mouvement de grève en Cisjordanie au cours de la journée de jeudi, en signe de protestation contre la mesure d'expulsion. La plupart des magasins dans les villes sont restés fermés. — F. C.

### A TRAVERS LE MONDE

#### États-Unis

● M. RICHARD NIXON a été cité comme témoin dans le procès en divorce du milliardaire saoudien Adnan Kashoggi, a-t-on appris jeudi 23 novembre à Los Angeles. Mme Kashoggi, qui réclame devant un tribunal de cette ville la moitié de la fortune de son mari (estimée à 5 milliards de dollars), affirme que celui-ci a été reçu par l'ancien président américain. M. Nixon pourrait avoir été ainsi informé de certaines transactions financières de son ami Adnan Kashoggi. (A.F.P., U.P.I.)

#### Espagne

● DEUX POLICIERS et plusieurs manifestants ont été blessés, jeudi 22 novembre, à Motril, dans la province de Grenade, lors d'affrontements entre grévistes et forces de l'ordre. Les incidents ont eu lieu lorsque la police a dispersé une manifestation de quelques centaines de travailleurs qui participaient à la grève générale de vingt-quatre heures lancée par les syndicats pour protester contre le chômage dans la région. — (A.F.P.)

● LA BRANCHE POLITICO-MILITAIRE DE L'ETA a précisé ses conditions pour la libération de M. Javier Ruperez, député de l'Union du centre démocratique, et proche collaborateur de M. Suarez, enlevé le 11 novembre dernier (le *Monde* du 13 novembre). Dans un communiqué publié jeudi 22 novembre par la revue *Ere*, l'organisation séparatiste exige la remise en liberté de six détenus basques (au lieu de cinq précédemment) et la création d'une commission d'enquête sur les « tortures » subies, selon elle, par les prisonniers basques. Le communiqué indique d'autre part que M. Ruperez est bien traité et en bonne santé. De son côté, le P.S. français a fait part jeudi de son « inquiétude » et de sa « réprobation » face à cet enlèvement.

#### El Salvador

● LE GOUVERNEMENT compte nommer une commission d'en-

quête sur les cimetières clandestins, où auraient été enterrés des centaines de prisonniers disparus. L'existence de tels cimetières a été dénoncée par le Front d'action populaire unifié (FAPU), organisation de gauche s'opposant à la junte actuelle. Selon l'archevêché de la capitale, au moins trois cent quinze personnes ont disparu au Salvador au cours des huit dernières années. — (A.F.P.)

*J'en ai marre de l'entrecôte!*



Alors je vais au...

Restaurant CLUB MEDITERRANÉE

58 Boulevard Victor-Hugo - 77200 Meaux

\*Un Restaurant qui change des restaurants\*

758.11.00

## MEETING

### CONTRE LA VENUE D'ARAFAT EN FRANCE

ET

### POUR LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

LE LUNDI 26 NOVEMBRE 1979 à 20 heures  
PAVILLON DE PARIS

(Porte de Pantin)

RENOUVEAU JUIF  
M.S.F.

L.I.C.R.A.  
(Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme)

ALLIANCE FRANCE-ISRAËL

(Métro, Autobus : Porte de Pantin)  
(PARKING ASSURÉ)



## ISLAMIQUE

### Une trentaine de fanatiques religieux seraient toujours retranchés dans la mosquée de La Mecque

Une trentaine de fanatiques seraient encore retranchés ce vendredi matin dans quelques recoins de l'immense périmètre de la grande mosquée de La Mecque. Selon des rumeurs, ces hommes seraient les seuls à avoir été armés parmi les quelque deux cents « fanatiques » qui avaient envahi la mosquée mardi matin en se mêlant aux fidèles venus faire leurs premières dévotions de la journée.

Le laïcisme des autorités saoudiennes a en tout cas favorisé l'escalade de rumeurs difficilement contrôlables. Ainsi, on supposait qu'il y avait eu de très violents affrontements à La Mecque après le bruit selon lequel de nombreuses ambulances requisionnées à Djeddah (75 kilomètres à l'ouest) avaient été envoyées vers la ville sainte. Or aucun blessé n'a encore été admis dans les hôpitaux de Djeddah.

Le ministre de l'information avait annoncé que « tout serait terminé dans les prochaines heures ». Mais, les autorités saoudiennes n'ayant publié aucun communiqué depuis lors, les spéculations ont repris dans la soirée de jeudi. Les autorités complèteraient désormais sur la fait pour obliger les « fanatiques » à se retirer ou à se soumettre.

Les autorités saoudiennes avaient annoncé que la plupart des rebelles qui avaient occupé la mosquée étaient « entre les mains des forces de l'ordre », sans préciser si cette capture était la conséquence d'une action

violente ou d'une reddition volontaire.

On a fait état à ce propos d'une éventuelle intervention des ulémas de La Mecque (les docteurs de la loi) auprès du prince Nayef, ministre de l'intérieur, pour empêcher toute violence et toute effusion de sang dans l'enceinte de la mosquée.

Une chose semble presque certaine : l'action contre la mosquée n'était pas politique mais bien religieuse, œuvre d'illuminés fanatiques venus des provinces limitrophes du Yémen, peuplées d'anciens chutes convertis au sunnisme.

Le journal libanais de gauche *Al Safir* affirme, jeudi, que les occupants de la grande mosquée appartenaient à un groupe de fanatiques religieux s'intitulant *Al-Muchtarin* (littéralement « les Acquéreurs »). Le journal précise que ce nom signifiait que les membres du groupe cherchaient à « acquérir une place au paradis en sacrifiant les plaisirs de la vie sur terre ».

Ce groupe considère que le régime de la dynastie royale saoudienne est hérétique parce qu'il n'a pas réussi à appliquer fidèlement la *Charia* (la loi coranique), explique le journal, qui précise que ce groupe appartient à la branche sunnite d'islam.

De retour à Karachi, un pèlerin pakistanais lui-même gardé en otage pendant douze heures, a affirmé qu'il y avait quatre à cinq cents pèlerins dont de nombreux pakistanais dans la mosquée de La Mecque, lorsqu'un groupe armé s'est emparé de l'édifice.

Les hommes, dont la plupart avaient, selon lui, de quinze à dix-sept ans, étaient environ trois cents. Ils semblaient Arabes, la figure bronzée, vêtus d'abayas noirs et portant, a-t-il précisé, la coiffure rouge des Yéménites. Le témoin ajoute que les assaillants étaient armés de pistolets, de fusils et de mitrailleuses britanniques « Sien ». Ils ont occupé la mosquée juste après les prières du matin.

Après s'être posés aux vingt grandes entrées de la mosquée, ils ont présenté un d'entre eux comme le « Mahdi attendu », demandant à tous les pèlerins présents de faire acte d'allégeance. Puis ils se sont emparés de l'imam saoudien de la mosquée et l'ont emmené dans un appartement souterrain.

Au Caire, deux voyageurs de retour de pèlerinage ont déclaré que près de deux cents personnes — gardes saoudiens et fidèles — ont trouvé la mort au cours des affrontements entre les forces de l'ordre et les assaillants.

Evoquant la situation telle qu'elle régnait à 8 heures jeudi, quand ils ont quitté La Mecque, ils ont affirmé que « toutes les dix minutes une ambulance quittait les lieux, transportant des morts ou des blessés vers les hôpitaux de Gatt et d'El-Zaher. Les « rebelles » jetaient par les fenêtres les corps des fidèles tués au cours de la fusillade ».

Selon ces témoins, les « rebelles » belles » sont « très bien entraînés au maniement des armes, dont ils possèdent tout un arsenal ». Ils contestent la version selon laquelle des « cervelles » auraient été utilisées pour dissuader les armes et affirment que les « dissidents » sont entrés dans

la mosquée « habillés en femmes » à bord d'une jeep Toyota, dont des dizaines se trouvent actuellement à l'intérieur de l'enceinte. Ils étaient deux cents au début de l'attaque, puis leur nombre n'a cessé d'augmenter.

Selon ces témoins, les « rebelles » sont très adroits au tir et certains sont équipés de fusils à lunette. Ils déclarent : « Ils tiraient sans pitié sur toute personne portant l'uniforme saoudien. Ils possédaient des armes de gros calibre et nous avons vu les personnes atteintes se convulser horriblement avant d'expirer ».

Les « rebelles », toujours selon ces témoins, contrôlaient entièrement la situation jeudi matin à l'heure où les autorités saoudiennes annonçaient que l'affaire était pratiquement terminée.

L'artillerie saoudienne, ont-ils indiqué, pilonnait les remparts de l'enceinte d'un périmètre de 8 kilomètres. L'intérieur de la mosquée, les chars avaient pris position autour de l'enceinte mercredi à 18 heures GMT, et ont commencé à tirer des coups de semonce tandis que des chasseurs de l'armée de l'air volaient en rassemblement au-dessus de la ville. — (A.F.P., A.P.)

### Reprobation dans le monde musulman

● AU PAKISTAN, le général Zia Ul Haq a félicité, dans un message, le roi Khaled d'Arabie d'avoir repris le contrôle de la situation dans la ville sainte.

● EN EGYPTE, le gouvernement a « dénoncé cette attaque barbare commise par une bande d'individus sans esprit et sans foi ».

● EN INDOONESIE, M. Lukman Harun, un des principaux dirigeants de l'organisation islamique Muhammadiyah, a demandé à l'Arabie Saoudite de « détruire » les « églises » qui ont attaqué la mosquée.

● AU BANGLADESH, le gouvernement a interdit toutes les manifestations dans les quartiers résidentiels de Dacca où se trouvent les ambassades après que deux mille manifestants, appartenant à l'extrême droite islamique, se furent répandus dans les rues de la capitale en criant « à bas l'impérialisme ».

● EN INDE, où existe une très forte minorité musulmane, les autorités se bornent à déplorer et à condamner aussi bien la prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran que les incidents de la Mecque. D'importantes manifestations de musulmans ont eu

lieu à Srinagar, capitale de la partie de la province du Cachemire sous administration indienne. Les plus hauts dirigeants de la communauté islamique indienne ont également condamné l'action contre la mosquée.

● EN TURQUIE, enfin des étudiants de l'université des Etudes islamiques d'Istanbul ont tenté de pénétrer dans la résidence du conseil général des Etats-Unis en scandant des slogans favorables à l'imam Khomeiny. — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

● A WASHINGTON, le département d'Etat a publié un communiqué « déplorant » les événements de la Mecque et assurant de la sympathie des Etats-Unis « tous les musulmans et principalement le peuple d'Arabie Saoudite ».

● A MOSCOU, l'agence Tass a rendu compte de l'occupation de la Mosquée de La Mecque, mais s'est abstenue de commenter l'événement. L'agence a toutefois souligné que le ministre saoudien des Affaires étrangères avait démenti des informations égyptiennes selon lesquelles des Israéliens auraient participé à l'opération.

### Au Pakistan

### Le gouvernement « regrette » que les émeutiers musulmans se soient conduits de façon « irresponsable »

Le calme était revenu vendredi 23 novembre, au Pakistan, aussi soudainement que l'annonce de l'occupation des lieux saints de La Mecque avait déclenché une vague de violence anti-américaine. Six personnes, au total, sont mortes après l'attaque et l'incendie de l'ambassade des Etats-Unis : deux Américains (un « marine » et un officier), deux employés pakistanais de l'ambassade et deux manifestants.

A l'issue d'un conseil extraordinaire jeudi 23 novembre, le gouvernement a exprimé sa « compréhension » pour l'émotion des musulmans pakistanais, mais a « regretté » que ceux-ci se soient conduits de façon « non appropriée et irresponsable ». Il a également annoncé des « mesures spéciales pour défendre les missions étrangères dans le pays », ainsi que l'ouverture d'une enquête officielle. Le chef de l'Etat, le général Zia Ul Haq, a visité, jeudi, les locaux incendiés par les émeutiers à Rawalpindi, ville jumelle de la capitale. Il a notamment assuré le personnel et les religieuses de l'ambassade chrétiennes qui avaient été secourues que le gouvernement prendrait toutes les mesures pour les défendre.

Cependant, la majeure partie des Américains au Pakistan, soit près de cinq cents personnes selon Washington, ont été évacués vendredi par vols spéciaux. Seuls une soixantaine de diplomates et de « marines » considérés comme « indispensables pour la poursuite normale des relations diplomatiques » avec Islamabad sont restés sur place.

Le porte-parole du département d'Etat a précisé que cette évacuation ne modifierait en rien les rapports diplomatiques entre les Etats-Unis et le Pakistan et a rendu hommage à la « coopération » du président pakistanais. L'ambassadeur des Etats-Unis à Islamabad a toutefois déclaré, dans une conférence de presse, que l'opération de sauvetage des assiégés par les forces de sécurité pakistanaises n'avait commencé qu'à 19 heures, alors qu'un appel à l'aide avait été lancé dès 13 heures aux autorités. Le diplomate a précisé qu'aucun coup de feu n'avait été tiré par le personnel de l'ambassade.

Plusieurs éléments se sont conjugués et expliquent la vague de violence au Pakistan, indique le correspondant de l'A.F.P. L'élément décisif a été l'annonce

de l'occupation de la mosquée de La Mecque et la prise d'otages, parmi lesquels des ressortissants pakistanais. Cette opération a causé une émotion considérable au Pakistan, où est célébré actuellement avec une ferveur particulière, notamment parmi la minorité chiite, le mois de deuil du moharram.

C'est dans ce climat que des éléments étudiants appartenant au mouvement théocratique d'extrême droite Jamaat-Islami (le Rassemblement islamique), auxquels s'étaient joints des Israéliens et des Arabes, ont pris d'assaut l'ambassade américaine. Mais ils ont été rapidement renforcés par une population privée du droit d'expression depuis qu'on a interdit, en octobre, les activités politiques. Le Jamaat-Islami est le seul mouvement disposant au Pakistan de moyens et d'une influence lui permettant de déclencher dans plusieurs villes du pays, comme ce fut le cas, des attaques simultanées contre des locaux américains. Mais il est évident que celles-ci ont été favorisées par l'attitude passive des forces de l'ordre.

**RESTAURANTS**  
**CAFE**  
**PAIX**

Relais Capucines  
Pour un dîner  
ou un souper rapide.  
Ouvert jusqu'à 1 h 15.  
Restaurant gastronomique  
Oylen.  
Sur réservation  
au 760-33-50 poste 86-72.  
Place de l'Opéra - Paris

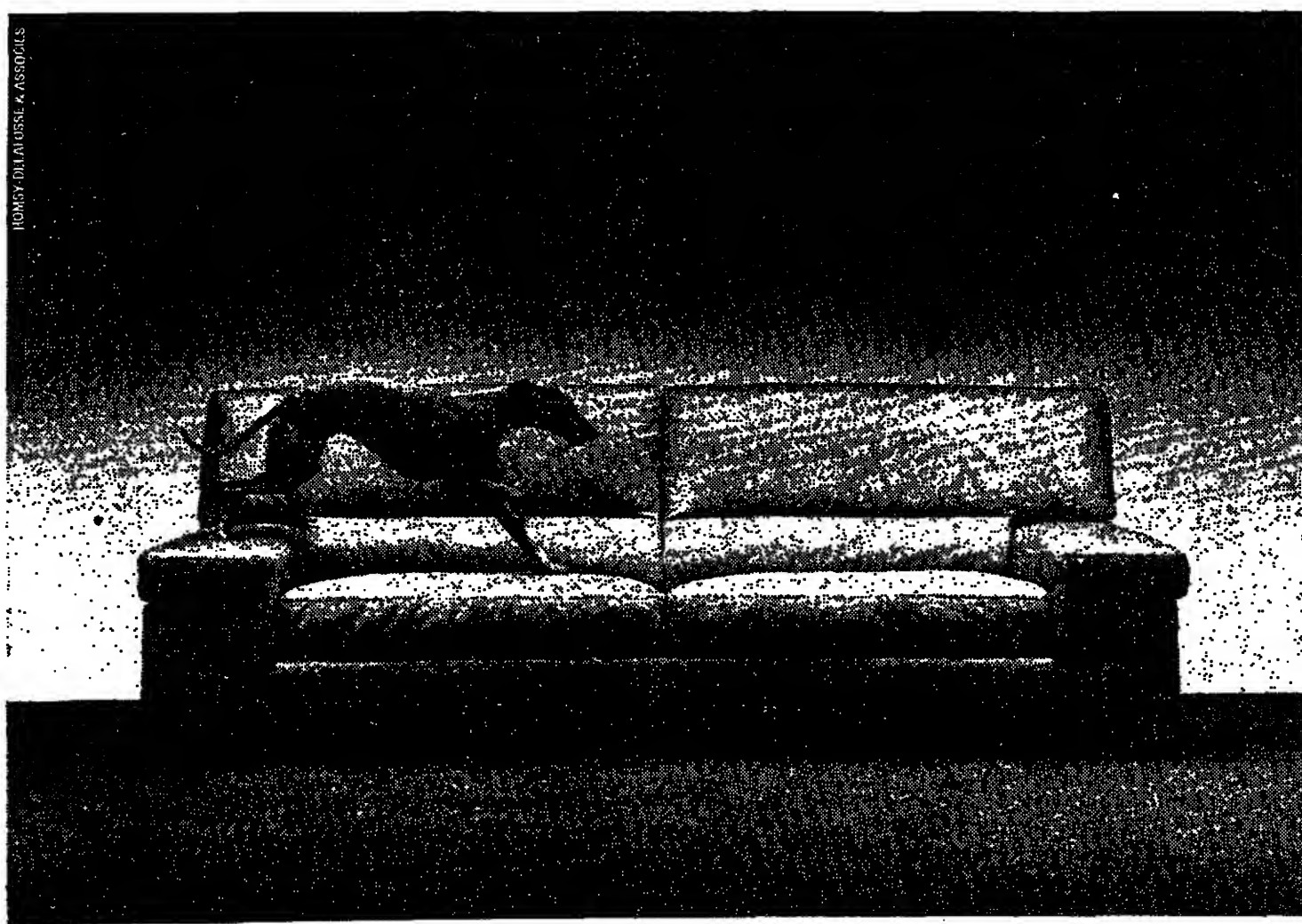
**RESTAURANTS**  
**CAFE**  
**PAIX**

**11<sup>e</sup> SALON**  
**des**  
**ANTIQUAIRES**  
23 NOVEMBRE - 3 DECEMBRE 1979  
pavillon spodex  
PLACE DE LA  
**BASTILLE**  
ts. les jrs. 10 h à 20 h  
mardi et jeudi  
10 h à 23 h

**Expédition**  
**RAJASTAN**  
14 jours - 8800 F  
12 participants  
documentation sur demande  
**EXPLORATOR**  
16, place de la Madeleine  
75008 Paris. Tél. 266.66.24

**11<sup>e</sup> SALON**  
**des**  
**ANTIQUAIRES**  
23 NOVEMBRE - 3 DECEMBRE 1979  
pavillon spodex  
PLACE DE LA  
**BASTILLE**  
ts. les jrs. 10 h à 20 h  
mardi et jeudi  
10 h à 23 h

Les cuirs et les pierres ont ceci en commun:  
les plus précieux sont les moins fragiles.



#### Cuir ordinaire et cuir précieux

Parfois on dirait « du cuir » et on pense avoir tout dit. Pourtant, il existe entre les cuirs autant de différences qu'entre les bois ou les pierres. Cela va du plus ordinaire au plus précieux.

#### La fleur de cuir.

Parmi les opérations qui transforment la peau matière première en cuir prêt à être utilisé, il y en a une qui s'appelle le refendage. Il s'agit de séparer la fleur qui est la partie externe de la peau, de la croûte qui en est la partie charnue.

Fleur ou croûte, les deux sont appelées cuir et pourtant les deux n'ont pas la même tenue. Dans la fleur de cuir, les fibres constituent un réseau très serré et homogène : la matière est donc naturellement plus souple, plus résistante.

Elle seule saura vieillir somptueusement, acquérant avec les ans une patine qui témoignera de sa qualité. Dans son magasin, Max Gorins n'accepte que la fleur de cuir.

Pour vous, cela veut dire qu'un salon Unic Ameublement aura une très longue vie et ne craindra pas d'être abîmé par une tache ou une griffure malencontreuse.

#### Patine main.

Avoir la meilleure matière première ne suffit pas à Max Gorins. Le patinage et la finition de tous ses canapés sont entièrement faits à la main. C'est ce qui donne leur cachet « Haute Couture » aux salons d'Unic Ameublement.

#### Le buffle.

Si toutefois cette assurance de qualité ne satisfait pas entièrement votre goût du confort luxueux, sachez que Max Gorins est lié avec le seul tannier capable de patiner la peau de buffle à la main. Le buffle, c'est le diamant du cuir.

Il n'y a pas grand chose à en dire, il n'y a qu'à aller le voir et le toucher pour être convaincu.

#### Choisir ses peaux.

Autre exclusivité proposée par Max Gorins : la plupart de ses canapés sont exécutés avec les peaux que vous aurez choisies vous-même ; à cause de leur grain, de leur teinte ou de leur toucher.

Cuirs splendides, couleurs raffinées ; les plus beaux salons de Paris vous attendent 33 faubourg Saint-Antoine.

**Max Gorins**

Unic Ameublement, 33 fg St-Antoine, Paris.

مركز من الأصيل



## PROCHE-ORIENT

### AU SOMMET ARABE DE TUNIS

#### M. Sarkis n'a pas obtenu un retrait militaire palestinien du Sud-Liban

De notre envoyé spécial

Tunis. — La dixième Conférence arabe au sommet a achevé ses travaux, jeudi 22 novembre. Sans enthousiasme, les participants ont adopté une déclaration politique et une résolution sur la stratégie à opposer au traité de paix égypto-israélien. Les participants ont adopté une attitude ambiguë, à la fois réticente et prudente, à l'égard de la stratégie à opposer au traité de paix égypto-israélien. Les participants ont adopté une attitude ambiguë, à la fois réticente et prudente, à l'égard de la stratégie à opposer au traité de paix égypto-israélien.

Bien que recevant un pactole de 2 milliards de dollars à raison de 400 millions par an durant cinq ans, le Liban fait figure de sacrifié. Ce pays recherche en effet un soutien politique et moral. Il s'est vu gratifier de crédits certes importants (ils équivalent chaque année à 15 % de son PIB) mais sans grande utilité pour régler ses vrais problèmes. Sur le plan politique, le gouvernement libanais n'a recueilli que des mièvreries et un chef de mouvement de libération à se pencher sur ces deux graves problèmes.

Les concessions faites au Liban ont été de pure forme. En réalité, il s'agit d'un compromis imposé et le gouvernement libanais se retrouve avec ce qu'il cherchait précédemment à éviter : le statu quo accompagné d'un pourrissement de la situation. Si, encore, on pouvait être sûr à Beyrouth que le statu quo maintiendrait avec en prime 400 millions de dollars par an, le résultat ne serait pas si mauvais. Mais libanais et Palestiniens s'attendent à une nouvelle crise grave au Liban à plus ou moins brève échéance.

L'intervention en extrême de la Syrie a permis, sans rien résoudre, de sortir jeudi matin de l'impasse. Soudainement, l'initiative à l'axe irako-soudanien apparut au cours du sommet, le président syrien Hafez el-Assad a tenu une réunion bilatérale avec le président Sarkis et M. Arafat. Cela a empêché la rupture, sans rien régler au fond. Le document sur le Sud-Liban adopté par le sommet comporte quatre points principaux :

1) Gel des opérations palestiniennes ;

2) Négociation Liban-O.L.P. en vue d'un accord réglant la présence d'une armée palestinienne dans la zone confiée à l'ONU ;

3) Application des accords du Caire et de Riyad hors de la zone de l'ONU ;

4) Condamnation en termes généraux de toute hégémonie israélienne, directe ou par personnes interposées.

Le Liban ayant émis des réserves sur le deuxième point, l'O.L.P. en a formulé sur le premier. Les deux autres clauses ne sont que vœux pieux répétés depuis des mois.

Sur la crise du Proche-Orient, autre point majeur de l'ordre du jour, le sommet de Tunis n'a pas non plus pris de résolution précise à faire date. Le communiqué final va cependant un peu plus loin que celui de Bagdad. L'an dernier, dans sa condamnation de la politique américaine, puisqu'il y est affirmé que « la persistance de cette politique aura des effets néfastes sur les relations et les intérêts des pays arabes aux Etats-Unis ».

Pour le reste, le communiqué rappelle les droits du peuple palestinien, mentionne la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban, condamne les accords de Camp David, le traité de paix égypto-israélien et les agressions israéliennes contre le Liban et les Palestiniens, cite l'isolement progressif d'Israël, affirme la solidarité arabe et la coopération arabo-islamique et arabo-africaine. Le problème du Sahara a été totalement ignoré, par accord tacite, semble-t-il, entre le Maroc et l'Algérie, en attendant la réunion du comité des sages de l'O.U.A. à Monrovia. Le problème iranien a été délibérément laissé de côté.

LUCIEN GEORGE

● Au cours d'une conférence de presse tenue à Paris, M. Haouli, secrétaire général du P.C. libanais, a tenu une réunion bilatérale avec le président Sarkis et M. Arafat. Cela a empêché la rupture, sans rien régler au fond. Le document sur le Sud-Liban adopté par le sommet comporte quatre points principaux :

## DIPLOMATIE

### En visite à Bonn

#### M. Gromyko propose d'engager des « négociations honnêtes » sur l'équilibre militaire en Europe

Bonn. — M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, est resté, ce vendredi 23 novembre, par le chancelier Schmidt et donne une conférence de presse. Après ses entretiens de jeudi avec son collègue ouest-allemand, M. Genscher, on laisse entendre de part et d'autre que les chances seraient aujourd'hui très bonnes pour l'ouverture d'un large dialogue est-ouest sur l'équilibre militaire en Europe.

Le point de départ de cette consultation germano-soviétique se trouve dans l'accord intervenu lors de la visite de M. Brejnev à Bonn, en 1978. Le chef du Kremlin et le chancelier Schmidt avaient alors reconnu qu'aucun des deux camps militaires en Europe ne devrait bénéficier d'une position prépondérante. Il conviendrait donc d'établir une parité aussi bien dans le domaine nucléaire que dans celui des forces conventionnelles.

Depuis lors, toutefois, des divergences sérieuses se sont manifestées, notamment au propos des armes dites euro-atlantiques. L'Allemagne fédérale et la plupart des membres de l'O.T.A.N. estiment nécessaire de moderniser leur dispositif nucléaire sur le théâtre européen pour faire équilibre à la mise en service par l'U.R.S.S. des fusées SS-20 et des bombardiers Backfire. Jusqu'ici, cependant, les Soviétiques maintiennent qu'une véritable parité serait déjà établie. A leurs yeux, les décisions attendues du Conseil atlantique de Bruxelles, en décembre, ne pourraient que rendre une négociation beaucoup plus difficile.

Cette contradiction ne paraît pas encore résolue. Dans l'allocution qu'il a prononcée jeudi au cours du dîner offert en son honneur, M. Gromyko a déclaré :

« Oui, c'est vrai. Nous et la République fédérale ne parlons pas de la même façon sur ce sujet. » De manière plus précise, il a réaffirmé que l'« équilibre actuel » suffirait à garantir la sécurité de l'Europe. Selon lui,

on aurait tort de croire qu'une course aux armements puisse être menée parallèlement au processus de détente. Aussi propose-t-il de s'engager sur la voie de « négociations honnêtes ».

#### Nouvelles propositions pour la limitation des armements

Ces propos ne causent aucune surprise à Bonn. Personne ne s'imaginait que M. Gromyko puisse abandonner publiquement la position officielle de la propagande soviétique. Cela n'empêche que l'on croit au désir sincère de l'U.R.S.S. d'entamer sur une base réaliste les négociations qui lui sont proposées par les Occidentaux en vue de limiter la production et l'installation d'armes nucléaires à moyenne portée. Le ministre ouest-allemand a précisé que ces négociations devraient être amorcées « sans délai ».

Au cours des entretiens de jeudi qui ont duré plus de cinq heures, M. Genscher aurait rappelé que la République fédérale va soumettre de nouvelles propositions dans le cadre des négociations de Vienne pour la limitation des armements en Europe avec l'espoir d'aboutir rapidement à un accord préliminaire. Enfin, la R.F.A. encourage également l'idée d'un dialogue entre les deux camps.

Pour le reste, les deux interlocuteurs ont, semble-t-il, dressé un bilan positif des relations bilatérales, notamment en ce qui concerne la coopération économique. Quant au problème de Berlin, qui est inévitablement évoqué au cours d'une telle rencontre, il ne paraît guère avoir évolué. Selon un porte-parole ouest-allemand, les deux gouvernements seraient résolus à rechercher des « solutions pratiques » à toute difficulté. En d'au-

## EUROPE

### Grande-Bretagne

#### Les travaillistes de l'Ulster refusent le programme de la conférence proposée par Londres

Dé notre correspondant

Londres. — La démission de M. Gerry Fitt de son poste de leader du parti social-démocrate du raval (S.D.L.P.) porte un coup sévère et peut-être fatal à l'initiative prise par le gouvernement de Londres pour tenter de trouver une solution politique aux problèmes de l'Ulster (le Monde du 27 octobre). Certes, M. Fitt, secrétaire d'Etat pour les affaires d'Irlande du Nord, a indiqué aux Communautés que le gouvernement persisterait dans son intention de réunir, le 3 décembre, une conférence constitutionnelle. Elle discutera les diverses options contenues dans un Livre vert qui vise à modifier les structures politiques de l'Ulster et prévoit un certain degré de dévolution des pouvoirs qui augmenterait l'autonomie administrative de la province.

Néanmoins le Livre vert maintient les pouvoirs réservés du gouvernement de Londres concernant les affaires étrangères, les finances et surtout les responsabilités du maintien de l'ordre, notamment pour assurer la protection de la minorité catholique et combattre le terrorisme. Le Livre vert exclut spécifiquement ce qu'on appelle la « dimension irlandaise », c'est-à-dire pratiquement toutes les questions se référant à l'unité, l'indépendance de l'Irlande ou encore à une confédération irlandaise. « La volonté d'une majorité autonome de la population de l'Ulster est de rester dans le Royaume-Uni », précise ce document.

M. Fitt, président-fondateur du S.D.L.P., le parti le plus important de la minorité catholique, avait accepté l'invitation du gouvernement de Londres, en déclarant dans le Livre vert le soutien du gouvernement britannique de ne pas soutenir inconditionnellement l'unionisme protestant. Mais parce qu'il exclut spécifiquement la « dimension irlandaise », le parti, dans sa majorité, a rejeté le Livre vert comme base de discussion. Il attendait de M. Fitt qu'il élargisse les termes de référence de la conférence, en insistant toujours sur la conception d'un partage des pouvoirs exécutifs et la reconnaissance de liens particuliers avec Dublin. Mais M. Fitt a justifié son refus de porter ces questions à l'ordre du jour pour l'assurance de la participation des partis protestants. S'estimant désempoigné, M. Fitt a donné sa démission, soulignant que des éléments républicains extré-

mistes exerçaient une influence exagérée dans les organismes directeurs du parti. Il a été remplacé par M. John Hume, député européen d'une certaine stature, représentant, comme M. Fitt, la tendance modérée du parti, et également hostile à l'I.R.A. Néanmoins, M. Hume pourra difficilement s'opposer à la volonté de la majorité du parti, et, très vraisemblablement, confirmera le refus du S.D.L.P. de participer à la conférence du 3 décembre, à laquelle quatre partis seulement — les plus importants — avaient été conviés.

#### Vers un ajournement

D'autre part, le parti unioniste, représentant les modérés de la communauté protestante, a jusqu'à présent refusé l'invitation du gouvernement de Londres, craignant toujours un relâchement des liens avec la couronne. Par contre, les « démocrates unionistes » du Pasteur Paisley, leader des activistes protestants, avaient accepté de participer à la conférence sur la base d'un ordre du jour où la « dimension irlandaise » était pratiquement exclue.

En l'absence des deux principaux partis, protestant et catholique, il est vraisemblable que la conférence devra être ajournée. Aux Communautés, M. Atkins n'a pas précisé les intentions du gouvernement dans l'hypothèse où l'initiative politique annoncée depuis longtemps, échouerait par suite du refus des principaux partis de participer à la conférence.

D'une manière ou d'une autre, s'il est en substance, le gouvernement britannique voudrait connaître le point de vue de la population pour trouver une solution durable. Et il a ajouté qu'il était déterminé à transférer certains pouvoirs aux représentants élus de cette province. Dans les milieux politiques, on pense que, faute d'un accord entre les partis de l'Irlande du Nord, Mme Thatcher est maintenant décidée à formuler et à imposer une solution.

A la différence de ses prédécesseurs travaillistes dont la situation parlementaire précipite leur impossibilité de marcher avec les députés de l'Ulster, le premier ministre dispose d'une majorité suffisante pour prendre l'initiative d'une nouvelle formule constitutionnelle.

HENRI PIERRE

### Hongrie

#### Pour mettre en œuvre la nouvelle politique économique Le parti s'apprete à rajouter les cadres du pays

De notre envoyé spécial

Budapest. — Sur le plan économique, la Hongrie va connaître à partir de l'an prochain des changements qui pourraient à moyen terme modifier profondément le fonctionnement du système de production (le Monde du 21 novembre). Sur le plan politique, en revanche, aucune transformation d'envergure ne s'annonce dans l'avenir immédiat. Sans imprévu, le douzième congrès du parti socialiste ouvrier hongrois (P.S.O.U.) convoqué pour le 24 mars 1980, devra donc consacrer la continuité de la direction et des orientations générales incarnées par la personnalité de M. Janos Kadar, dont la position est plus forte que jamais.

C'est, en tout cas, ce que vient de laisser entendre assez clairement la revue *Társadalmi Szemle*, le mensuel théorique du parti, dans un article consacré à la préparation du congrès. Les tâches principales du parti seront demain les mêmes qu'au cours des dernières années, écrit l'auteur de l'article. Cette continuité ne sera pas pour autant synonyme d'immobilisme. La nécessité pour le parti de faire entrer véritablement dans les faits les réformes économiques en préparation va exiger au contraire des responsabilités et de compétence. L'enjeu pour M. Kadar est trop grand pour qu'il ne mette pas le maximum d'atouts de son côté.

Dans cette optique, un renouvellement de certains cadres de l'appareil, dont on murmure à Budapest qu'ils sont quelque peu dépassés par les événements, devrait intervenir dans les prochains semaines. Ce renouvellement n'aurait rien de spectaculaire, mais pourrait prendre la forme d'une mise à la retraite anticipée de fonctionnaires méritants mais trop âgés. Il s'agirait surtout de cadres administratifs du passé ? Selon les rumeurs qui circulent à Budapest, plusieurs centaines de postes de responsabilité à différents niveaux seraient ainsi « libérés » et offerts à des hommes plus jeunes et plus dynamiques.

Le problème ne paraît pas tellement se poser en termes de refus ou d'acceptation des méthodes plus libérales de gestion économique qui sont envisagées. Un consensus assez large semble en effet exister sur la nécessité de la direction dans la période délicate qui s'ouvre est plutôt de bien maîtriser les questions sociales qui risquent d'apparaître avec la mobilité et la disponibilité plus grandes qui vont être exigées de

la main-d'œuvre et la stagnation du pouvoir d'achat (l'an prochain, une augmentation de 8 % des prix à la consommation est de nouveau prévue). Parallèlement, il s'agit pour le pouvoir de limiter — voire d'y mettre fin progressivement — les habitudes de laisser-aller dans les usages et dans l'ensemble de la vie sociale. « La tâche du parti, écrit *Társadalmi Szemle*, est de renforcer, d'encourager, d'aider et, si besoin, de défendre les dirigeants qui assurent la continuité de la direction et des orientations générales incarnées par la personnalité de M. Janos Kadar, dont la position est plus forte que jamais ».

#### Ordre et discipline

Cette reprise en main ne risque-t-elle pas de profiter aux éléments les plus dogmatiques au sein de la direction, lesquels ont depuis cinq ans occupé une position après l'autre ? Les partisans de la « ligne Kadar », pour le moment, ne le redoutent pas. Mais c'est certainement à propos du contenu à donner aux notions d'ordre et de discipline que se livrera dans les prochains mois l'une des principales batailles politiques.

L'un des tests du maintien de la ligne relativement libérale suivie jusqu'à présent par le premier secrétaire sera fourni par l'attitude du parti envers les intellectuels. Or rien n'indique actuellement qu'il faille s'attendre en ce domaine à un durcissement. La direction a accueilli avec beaucoup de sérénité fin octobre le mouvement de pétitions demandant aux plus hautes autorités du pays d'intervenir pour obtenir la libération des membres tchecoslovaques de la Charte 77 condamnés à Prague. A ce jour, il ne semble pas que les signataires, au nombre d'environ deux cent cinquante, de ces appels aient en à souffrir de sanctions politiques ou professionnelles. Fait remarquable : pour la première fois depuis bien longtemps, les listes de pétitionnaires contiennent les noms de quelques membres du parti.

La presse hongroise, au demeurant, a fait preuve à l'égard du dernier procès de Prague d'une remarquable discrétion. Elle s'est contentée de reproduire en quelques lignes l'annonce du verdict, s'abstenant de tout commentaire propre. De toute évidence, la ligne dure finalement choisie par les autorités tchecoslovaques se situe entre l'enthousiasme à Budapest.

MANUEL LUCBERT

### LA VISITE DE M. LAZAR

#### Paris et Budapest vont chercher de nouveaux domaines de coopération

Le président Giscard d'Estaing a confirmé son intention de se rendre en visite officielle en Hongrie l'année prochaine, indique-t-on dans les milieux officiels français après les entretiens qu'il eut à Paris le chef du gouvernement hongrois, M. Lazar, notamment avec le président de la République et M. Barre. M. Giscard d'Estaing avait accepté l'invitation que lui avait faite l'an dernier M. Kadar, premier secrétaire du parti socialiste ouvrier hongrois, mais la date n'avait pas été indiquée.

Le communiqué publié jeudi 22 novembre indique que les entretiens se sont déroulés dans un climat « d'amitié et d'estime réciproque ». MM. Lazar et Barre ont estimé que les échanges, tout en se développant, « ne sont pas encore au niveau des potentiels économiques de la France et de la Hongrie » et ont jugé nécessaire de faire de nouvelles efforts « pour les augmenter ». Ils recommandent de chercher de « nouveaux domaines de coopération », notamment dans les industries mécaniques, les véhicules utilitaires, les machines agricoles, la sidérurgie, l'industrie agro-alimentaire et la construction.

Le communiqué réaffirme l'attachement des deux pays à la détente et « l'importance essentielle qui s'attache, pour les bonnes relations entre les Etats, au respect de tous les principes et à l'application de toutes les dispositions de l'Acte final d'Helsinki concernant soit les droits et les libertés fondamentales des individus, soit les relations entre les Etats ».

Les deux gouvernements coopèrent à la préparation de la conférence de Madrid de 1980 (suite de celle d'Helsinki). Ils se sont prononcés en faveur d'un désarmement « réel, général et complet » comprenant les armements nucléaires et conventionnels et « tenant compte du droit égal de chaque nation à assurer sa sécurité ».

Ils se sont également prononcés pour une conférence « dont les objectifs seraient d'adopter des mesures concrètes pour le renforcement de la confiance et le désar-

### Italie

#### UNE GRANDE PREMIERE : L'ESCRQUERIE PAR TELE

Rome (A.F.P.). — Un journaliste romain, M. Lando Dell'Amico, a été arrêté le 22 novembre à Rome au moment où il s'apprêtait à retirer 700 millions de lires (85 millions de francs) à l'aide d'un faux ordre de paiement émanant de la banque de Napoli, victime la semaine dernière d'une énorme escroquerie.

Cette escroquerie avait été commise pendant une fausse alerte à la bombe nécessitant l'évacuation de tout le personnel. Un inconnu avait profité de l'événement pour passer par télé de faux ordres de virement à plusieurs banques italiennes et étrangères.

L'escroquerie, estimée dans un premier temps à 3 milliards de lires (environ 40 millions de francs) serait en fait de l'ordre de 10 milliards de lires (50 millions de francs). Les ordres auraient été envoyés à des banques de Trapani (Sicile), Rome, Londres, ainsi qu'en Suisse où un ordre de paiement de 17 milliards de lires (85 millions de francs) aurait été honoré.

M. Dell'Amico, cinquante-trois ans, ancien directeur de l'agence d'informations parlementaires Montecitorio, doit être transféré à Naples, où l'enquête se déroule.

#### Au cours de son séjour à Madrid LE CHEF DE LA DIPLOMATIE SOVIETIQUE A ENCOURAGÉ L'ESPAGNE A PRAATIQUER UNE POLITIQUE INDÉPENDANTE

De notre correspondant

Madrid. — Au cours de sa visite à Madrid, achevée mercredi 22 novembre, M. Gromyko a surtout développé les thèses soviétiques sur le désarmement en Europe. La politique de détente et la préparation de la prochaine conférence sur la sécurité et la coopération, qui se tiendra dans la capitale espagnole en octobre 1980, occupent la moitié du communiqué commun.

L'entrevue entre de l'Espagne dans l'O.T.A.N. a été abordée avec discrétion. Le ministre soviétique des affaires étrangères n'a agité aucune menace et a vanté à plusieurs reprises la « politique étrangère indépendante » du gouvernement Suarez pour l'encourager à continuer dans la même direction. Il a aussi affirmé que pour avoir de bonnes relations culturelles et économiques il fallait de bonnes relations politiques. L'Espagne est donc aimablement avertie. Si elle veut développer son commerce avec l'U.R.S.S., il vaut mieux ne pas la mécontenter. Les échanges avec l'Union soviétique restent en effet assez maigres (1 % des exportations et 0,8 % des importations espagnoles).

M. Gromyko a été d'autant plus mesuré dans ses propos que d'autres soviétiques font donner l'artillerie lourde. Le directeur de la Pravda, M. Afanasev, avait

publié dimanche dans le quotidien *Pravda* un article qui est un modèle du genre. Tout en affirmant qu'il ne veut « donner de conseil à qui que ce soit », M. Afanasev écrit en effet que ce serait « désirable » pour l'U.R.S.S. de voir l'Espagne entrer dans l'O.T.A.N. car il en résulterait une « situation dangereuse ». Le directeur de la Pravda estime dans le même article que l'union du P.C.E. et du P.S.O.E. serait « favorable à la démocratie » et il donne des indications intéressantes sur l'évolution de M. Carrillo à l'égard de Moscou. Les choses se sont beaucoup améliorées depuis deux ans et demi, dit-il en substance. M. Carrillo « a écouté la voix de ceux qui souhaitent l'amitié avec l'U.R.S.S. car aucun leader communiste ne tire de grandes avantages de l'antisoviétisme ». M. Afanasev précise même que les relations entre les deux pays vont tellement bien qu'une délégation soviétique se rendra en Espagne avant la fin de l'année.

M. Gromyko a transmis une invitation de M. Brejnev au roi Juan Carlos et une autre à M. Suarez. Les Espagnols indiquent que ce sera au gouvernement de se prononcer sur l'opportunité du voyage royal.

CHARLES VANHECKE

R.F.A.

Un combat



# EUROPE

R.F.A.

## Un entretien avec M. Franz-Josef Strauss

(Suite de la première page.)

« Le troisième point est celui des rapports franco-allemands. En dépit d'inévitables divergences, ces rapports demeurent un facteur d'importance exceptionnelle. Par la géographie, par l'histoire, par la politique, par les développements mondiaux, nos deux pays sont conduits à s'entendre encore plus étroitement que d'habitude au sein de l'Europe. Cela n'implique pas de discrimination à l'égard de l'Angleterre ou de l'Italie. »

« A l'Etat, il nous faut tenir compte de quatre facteurs. Tout d'abord, nos rapports avec l'autre partie de l'Allemagne, qui, en dépit des traités, n'est pas reconnue comme un sujet de droit international. Il n'y a pas de reconnaissance de la R.F.A. par la République fédérale en droit international, bien qu'elle soit reconnue en droit public comme un Etat. La différence est difficile à définir même pour les juristes les plus compétents. »

« Nous devons considérer aussi la « censure », c'est-à-dire les associations de Moscou au sein du pacte de Varsovie et dans le Comecon. D'un côté ces pays sont dépendants du Kremlin, de l'autre ils ont aussi leur propre sensibilité. En Pologne, par exemple, on voit que les relations germano-soviétiques sont observées avec beaucoup d'attention et parfois même avec une certaine inquiétude. Cela se comprend. Les relations avec la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, présentent moins de problèmes. »

« Puis vient le centre du pouvoir à l'Est, c'est-à-dire l'Union soviétique. Quant à nos rapports avec Moscou, je maintiens ce que j'ai déjà dit au Bundestag en janvier 1973 : *Pacta sunt servanda*. Les traités doivent être respectés. Ces traités toutefois ont été négociés avec beaucoup de dilettantisme, formulés d'une façon équivoque permettant des interprétations contradictoires. »

« A Bonn, pas un seul homme politique, même dans l'actuelle coalition gouvernementale et parmi les partisans les plus fanatiques des traités avec l'Est, n'est prêt à conclure que ces traités

signifient la séparation de l'Allemagne en deux nations. »

« J'insiste sur ce point : *Pacta sunt servanda*. Pour nous, cependant, une exigence essentielle est le respect de l'interprétation de tous les traités par la Cour constitutionnelle. Notre droit constitutionnel ne peut pas être modifié par les traités. La prépondérance lui revient lorsqu'il s'agit d'interpréter des accords internationaux. »

« Lorsqu'il s'agit de nos rapports avec l'Est, la République populaire chinoise doit être incluse dans nos calculs. Les transformations qui sont intervenues dans l'attitude de Pékin, c'est-à-dire avant tout la reconnaissance de la Communauté européenne, le rétablissement des rapports diplomatiques avec Washington et le traité d'amitié avec le Japon comportant une clause anti-hégémonique, représentent des étapes importantes. A cela s'ajoute l'ouverture économique non seulement vers les Etats-Unis et le Japon, mais aussi vers l'Europe. »

« Je ne vois pas les Chinois comme un moyen de discipliner Moscou, comme un instrument pour exercer une pression sur le Kremlin. Celui qui à l'heure actuelle ne tient pas un juste compte de cet empire d'un milliard de gens, travailleurs intelligents et disciplinés, ne comprend rien à ce qui se passe dans le monde. »

« Pour exclure tout malentendu, puis-je citer un propos de Chou En-lai : *« Les deux lointains ne peuvent pas servir à défendre un incendie proche »*. Si un conflit militaire devait avoir lieu en Europe, les Chinois ne nous aideraient pas. Et si un conflit éclatait entre la Russie et la Chine, les Européens ne pourraient pas non plus venir en aide à la Chine. Par là, j'entends simplement démentir les propos infondés qui évoquent un conflit européen-Pékin ou Bonn-Pékin. La coopération avec la Chine n'est dirigée contre personne. Je me réjouis d'ailleurs que le gouvernement fédéral, bien des années après moi et non sans avoir commis des erreurs, ait finalement adopté le même point de vue que moi. »

responsables. Il n'y a rien de vrai dans toutes ces histoires. Dans les autres pays, on traite les terroristes avec beaucoup moins de précautions que chez nous. »

« En quoi modifieriez-vous la politique actuelle ? »

« La C.D.U. et la C.S.U. veulent que la participation à des démonstrations violentes — il y en a eu qui ont pris un caractère proche de la guerre civile — soit de nouveau soumise aux rigueurs de la loi. A l'heure actuelle, la police ne suppose pas mais exclut, au contraire, que les participants portent des masques, des casques, des déguisements, et qu'ils soient munis de toutes sortes d'instruments qui ne sont pas énumérés dans notre loi sur le port d'arme. »

Celle-ci, par exemple, n'a pas prévu les lance-pierres, qui peuvent pourtant être aussi efficaces et dangereux que les armes à feu. Si on veut manifester en faveur d'une cause, quelle qu'elle soit, qu'on le fasse à visage découvert. »

« D'autre part, nous estimons que le fait d'être membre d'une association criminelle doit constituer, du point de vue légal, un crime et pas seulement un délit. Enfin, nous pensons que l'abolition forcée des grévistes de la faim doit être abolie. Elle n'existe pas en France, en Grande-Bretagne, en Suisse et dans les autres pays démocratiques. »

« Plus que ces mesures négatives ou répressives, il importe que l'on rétablisse l'attachement à l'Etat de droit, à la démocratie parlementaire, au libéralisme et à la tolérance. Les choses en sont malheureusement venues jusqu'au point où celui qui s'engage en faveur de l'Etat est l'objet de moqueries et même de haine. »

### Alléger la pression fiscale

« Quels seraient vos projets dans le domaine de la politique financière et économique ? »

« Tout d'abord, il faut ramener la part que l'Etat prélève sur le produit national brut de 47 % aujourd'hui à 40 % d'ici 1982. Cela ne peut, certes, pas se faire d'un coup, mais il faut changer la direction. »

« Il faut réduire la croissance de la dette publique, car il n'est même plus question d'éliminer l'endettement de l'Etat. Aujourd'hui déjà, le remboursement des anciens crédits et de leurs intérêts représente une somme plus importante que les nouveaux crédits demandés par l'Etat. Selon la planification financière à long terme de la République fédérale, celle-ci, en 1982, paiera plus d'intérêts pour les crédits antérieurs qu'elle n'envisage alors d'absorber par de nouveaux crédits. De cette façon, le crédit dans le domaine public perd sa fonction, qui n'est pas de rembourser d'anciennes dettes mais de financer de nouveaux investissements pour l'avenir. »

« Troisièmement, nous avons besoin d'une vaste réforme fiscale. Il faut que, pour les bénéficiaires de revenus, les impôts reviennent au travail et à l'efficacité plutôt qu'à la consommation. Dès maintenant, lorsqu'un ouvrier gagne 10 marks de plus, il doit abandonner 4,50 marks à la collectivité. Dans certains cas limités, un travailleur qui se voit verser une prime de 300 marks pour ses vacances ne reçoit en réalité que 50 marks. »

« Un tel programme suppose que l'Etat fasse des économies. Dans quel domaine ? »

« Le manque à gagner ne peut être couvert qu'en augmentant les impôts indirects. A l'heure actuelle, pour 60 %, le revenu de l'Etat vient de l'impôt direct. Le rapport entre les deux secteurs n'est pas équilibré. On ne peut pas pour chaque chose payer 50 % pour l'Etat et 50 % pour le contribuable. »

« Les dépenses doivent augmenter plus lentement que le P.N.B. C'est là une tâche de longue haleine, mais nous maintenons les dispositions sociales dont l'Etat est responsable. »

« J'ajoute qu'un objectif essentiel est d'éliminer les réglementations qui ont pour effet de décourager les investissements. Je n'ai pas peur pour l'avenir des grandes entreprises telles que Siemens, Hoechst, Bayer, BASF, Daimler, Vötsch, etc., mais je suis préoccupé par le sort des petites et moyennes entreprises, qui sont essentielles pour notre économie et indispensables pour maintenir en ordre une véritable économie de marché. Or, jusqu'ici, on a trop défavorisé les classes moyennes. »

« Sur quels thèmes concentrez-vous la campagne électorale ? »

« Une politique favorisant la famille, la garantie du financement des retraites, le maintien d'un système scolaire différencié et non uniformisé, la réforme fiscale, la débureaucratiation de la vie publique et privée, un approvisionnement suffisant en énergie grâce à la combinaison du charbon, de l'atome, du gaz naturel et la recherche accélérée de sources nouvelles dans ces domaines. Sur le plan extérieur, pour ne citer qu'un point essentiel, il s'agit avant tout que la

République fédérale remplisse ses obligations à l'égard de l'O.T.A.N. »

« D'être un homme d'affrontement. Dans quelle mesure est-ce vrai ? »

« De telles accusations visent à exagérer notre vie politique. Les différences d'opinion entre la majorité chancelière et l'opposition socialiste en France représentent un affrontement. Il ne peut y avoir de démocratie parlementaire sans affrontement. La démocratie a besoin d'une opposition, et même d'une opposition forte. Celle-ci ne doit pas être une machine répondant au gouvernement, et elle doit aller jusqu'à la confrontation dans certains domaines. »

« Lorsqu'on emploie le mot « affrontement » à mon sujet, on veut m'accuser de pratiquer l'obstruction ou le sabotage, ce qui est un mensonge pur et simple. »

« Je citerai deux domaines dans lesquels je ne pratique même pas l'opposition mais où je soutiens le gouvernement fédéral avec toute la force de mon pouvoir. La question de l'énergie nucléaire. La moitié du S.P.D. combat M. Helmut Schmidt. Nous, l'opposition et moi-même en premier lieu, nous nous battons pour le programme du gouvernement fédéral. »

« D'autre part, M. Helmut Schmidt éprouve les plus grandes difficultés à respecter les engagements pris à l'égard de l'O.T.A.N. Nous, de notre côté, nous le soutenons. Dans le domaine des vitamines, nous sommes en tout cas plus gouvernementaux que les partis de la coalition. »

« Dans un second domaine, celui des impôts, nous coopérons avec le gouvernement fédéral. Toutes les lois fiscales des années 70 portent ma marque. Bien entendu, nous n'avons pas seulement accepté les projets gouvernementaux. Nous avons aussi notre droit constitutionnel d'amender ces projets grâce à notre majorité au Bundestag. Il m'est même arrivé de défendre les plans financiers de M. Helmut Schmidt alors que ma fraction parlementaire voulait s'y opposer. Appelez-vous cela de l'affrontement ? »

« Vous avez prononcé un jour une phrase qui n'a pas été oubliée : *« J'aimerais mieux planter des ananas en Alaska que devenir chancelier »*. Qu'est-ce qui vous conduisit à dire cela ? »

« Je dirai que le coût de l'énergie nécessaire pour faire pousser des ananas en Alaska est devenu tel que l'opération ne serait plus rentable. De façon plus sérieuse, et sans vouloir examiner en détail la manière dont les choses se sont développées à l'intérieur de la démocratie chrétienne, je dirai que j'ai été contraint de présenter ma candidature. Je n'avais plus le choix. Au surplus, je suis le seul homme de la C.D.U.-C.S.U. qui possède trente ans d'expérience aussi bien en politique intérieure qu'en politique étrangère et qui peut donc mieux que quiconque garantir la continuité de nos projets. »

### « La République fédérale n'est pas une batterie de canons »

« Doit-on comprendre que vous partagez l'attitude du gouvernement de Bonn à l'égard de Pékin ? »

« Le service d'information social-démocrate a écrit comme préface à la visite de M. Hua : *« Donner la main, mais ne pas la serrer »*. Quelle formulation stupide ! Le chancelier fait savoir qu'il ne permettrait pas aux Chinois de mettre la République fédérale « en position » contre Moscou. C'est absurde. La République fédérale n'est pas une batterie de canons ou de fusées que l'on peut mettre « en position ». De même, on a affirmé qu'on ne se précipiterait pas à parler de livraisons d'armes aux Chinois. Mais ce thème, M. Hua ne l'a jamais soulevé à Bonn. De toute façon, il s'agit là de choses à ne pas dire publiquement. »

« Les Français ont fait tout cela de façon beaucoup plus habile. Ils ont répondu aux démarches soviétiques qu'ils savent comment se conduire avec leurs invités et n'ont pas besoin de conseils. Chez nous, les diplomates soviétiques ont fait des pressions du même genre, et je dois dire qu'en cette occasion notre ministère des Affaires étrangères, M. Genscher, s'est conduit très correctement. Mais cette formule « donner la main sans la serrer » est imbécile. Il faudrait en finir avec la mentalité étroitement provinciale de certains hommes politiques de Bonn et comprendre le sens réel de cette visite de M. Hua. »

« Vous avez dit et même répété que vous seriez pour le Kremlin un partenaire plus solide et plus sérieux que l'actuel gouvernement de Bonn. Comment justifiez-vous cela ? »

« Retenons à la façon dont les traités avec l'Est ont été rédigés. Un vieux principe de la diplomatie italienne, du temps où le pays était encore divisé en Etats dit : *« Parli chiaro, amici cari »* (des traités clairs, des amis précieux). M. Egon Bahr n'était pas qualifié comme négociateur. Il se tenait en face de M. Gromyko comme l'enfant de chœur en face de l'évêque. La durée des négociations a été beaucoup trop courte. »

« Les dirigeants de Moscou attribuent une tout autre signification que Bonn aux traités. Cela donne lieu à un double jeu ou à une confusion qui ne rend pas non plus service à l'interlocuteur soviétique. »

« Pour ma part, je ne conclurais jamais de traités dont le contenu essentiel peut être interprété de façon différente et même contradictoire par l'un ou l'autre des signataires. Certes, après vingt-neuf ans d'inactivité politique à Bonn, je me rends très bien compte que, lorsqu'on formule des traités, il y a toujours quelques détails à propos desquels les interprétations peuvent varier. Mais il ne faut pas que le contenu essentiel d'un traité soit équivoque. »

« Revenons à l'Europe. Vous avez dit qu'il ne saurait y avoir de défense purement européenne. »

« Oui, mais je veux être très clair sur ce point. Je suis convaincu que l'O.T.A.N. en Europe

doit établir un contre-poids aux fusées soviétiques à moyenne portée, car les armes stratégiques ne peuvent pas être détruites. Si un conflit militaire devait avoir lieu en Europe, les Chinois ne nous aideraient pas. Et si un conflit éclatait entre la Russie et la Chine, les Européens ne pourraient pas non plus venir en aide à la Chine. Par là, j'entends simplement démentir les propos infondés qui évoquent un conflit européen-Pékin ou Bonn-Pékin. La coopération avec la Chine n'est dirigée contre personne. Je me réjouis d'ailleurs que le gouvernement fédéral, bien des années après moi et non sans avoir commis des erreurs, ait finalement adopté le même point de vue que moi. »

« Le système n'est-il pas cependant de nature à faciliter la tâche du gouvernement français, par exemple lorsqu'il s'agit de faire accepter des mesures anti-inflationnistes ? »

« Les décisions capitales pour le combat contre l'inflation doivent toujours être prises dans le pays même. Le système monétaire peut aider un peu mais n'est pas une méthode magique pour barrer la route à l'inflation. J'ai été un défenseur convaincu des taux de change fixes. Ce système, cependant, a cessé de fonctionner à la fin des années 60. L'édifice de Bretton-Woods s'est malheureusement effondré. Non point parce que le système était mauvais. La cause réelle en est dans la course aux élections dans les « démocraties de distribution ». On a distribué plus que l'on n'avait produit au préalable. La différence entre production et distribution donne le taux de l'inflation et celui de la dépréciation monétaire. »

« En ce qui concerne la politique intérieure, comment un gouvernement dirigé par vous se distinguerait-il de la coalition actuelle pour le maintien de l'ordre public et la lutte contre le terrorisme ? »

« Imaginez que les dispositions légales pour protéger les citoyens contre le terrorisme et surtout leur mise en application pourraient être un mélange des clauses qui existent par exemple en France et en Suisse. Pour l'instant, il semble d'ailleurs que le terrorisme ne soit plus une menace immédiate. Bien sûr, cet état de choses pourrait de nouveau se transformer du jour au lendemain. »

« Tout ce qu'on raconte dans certains milieux étrangers — torture par emprisonnement solitaire, méthodes de Gestapo, etc. — tout cela est complètement absurde. C'est une diffamation de notre Etat de droit. La diffamation touche aussi bien M. Helmut Schmidt que les autres

DEJA DU TEMPS DE NOS GRANDS-PARENTS  
la Rue de Provence  
ETAIT LA RUE DE  
L'ARGENTERIE  
BIJOUX  
La tradition se perpétue...  
Henri HERMANN  
an n° 46  
VENTE, ACHAT - NEUF, OCCASION

Expéditions  
**HAUTE EGYPT**  
**ARCHIPELS EGYPTIENS**  
12 jours - 5400 à 6400 F  
documentation sur demande  
**EXPLORATOR**  
16, place de la Madeleine  
75008 Paris. Tél. : 266.66.24

*Capris d'Orient*  
Les tapis et moquettes de France  
ont mis 12 mois à rassembler les  
103 pièces  
fines ou anciennes  
que nous vous proposons  
à l'occasion des  
Fêtes de Fin d'Année  
à partir du 23 Novembre  
**TAPIS & MOQUETTES DE FRANCE**  
11, place Malherbe - 75017 Paris  
Tél. 622.21.67

par autorisation préfectorale  
**francesco smalto**  
EXCLUSIVEMENT A MONTPARNASSE  
**LIQUIDE TOTALEMENT SON STOCK**  
En raison de la cessation d'exploitation de la grille Smalto et avant travaux nécessaires à la création de nouveaux rayons Prêt à Porter Femmes et Hommes et Chaussures.  
niveau 1  
Centre Commercial Maine Montparnasse

**CANAPÉ CHESTERFIELD**  
très beau cuir • pleine peau  
Double traversé • Entièrement sur ressort  
**9500F**  
Fautail Régency, cuir assorti 2700 F  
**Livraison sous 15 jours**  
Pour commandes avant le 4/12/79  
**BERTRAND**  
Spécialiste sièges et meubles Anglais  
65, rue Guy Môquet 75017 Paris  
tél. 228.14.50 / 229.25.36  
Nocturne le mercredi jusqu'à 21 h 30

haute fidélité Bang & Olufsen  
**écouter pour mieux choisir**  
Choisir la haute fidélité B & O, c'est affirmer sa différence. Pour vous en convaincre, faites cette expérience : venez au Club B & O. Dans ce lieu, destiné exclusivement à la présentation et à la démonstration du matériel, sans souci de vendre, vous rencontrerez Claude Pichot ou Serge Mabille. Vous vous installerez dans l'auditorium, et... vous écouterez.  
Exposition permanente, Centre d'Information B & O  
(du mardi au samedi de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h.)  
**162 bis, rue Ordener, 75018 Paris - 255 42 01**

مكتبة القرآن الكريم



## ASIE

### Chine

#### L'industrie du tourisme à l'heure des «réajustements»

De notre correspondant

Pékin. — Les réajustements, vaines en général, des nombreux touristes qui se sont vu présenter ces temps derniers en Chine des additions un peu trop salées viennent enfin de trouver un écho dans une interview de M. Lu Xunhang, directeur général du tourisme, publiée mercredi 21 novembre par le *Quotidien du peuple*.

M. Lu Xunhang explique que « par inexpérience » la Chine a longtemps pratiqué des prix trop bas et qu'un « réajustement » avait été décidé cette année. Il admet qu'à cette occasion des hausses « exagérées » ont été appliquées, souvent à l'initiative d'autorités locales. Les mêmes articles ont été proposés à des prix différents selon les endroits. Il y a même eu — à Hong Kong — des cas de marchandage. Enfin, « les services et les installations n'ont pas été améliorés » proportionnellement aux augmentations de tarifs.

C'est sur ce dernier point qu'il y aurait le plus à dire, et le directeur du tourisme est ici coupable d'omission. Selon ses propres indications, la Chine a reçu en 1978 cent vingt mille tou-

ristes étrangers, soit autant qu'elle en avait accueilli au total pendant les vingt-quatre années précédentes. Encore ce chiffre est-il modeste par rapport aux effectifs de multiples délégations reçues à titre officiel ou pour affaires, qui dépendent largement des mêmes services pendant leur séjour. Le nombre des chambres d'hôtels et d'autres équipements est loin de s'être accru dans les mêmes proportions. Les conditions d'accueil se sont donc dégradées.

Deux exemples. A Pékin, un nombre croissant de touristes se sont trouvés logés dans des hôtels de banlieue, d'où les promenades vespérales dans le centre de la capitale sont pratiquement exclues. A la gare frontalière, d'autre part, où le train en provenance de Hongkong s'arrête précieusement à l'heure du déjeuner, le personnel et les cuisines ne sont plus en mesure de servir des repas convenables ou à tout le moins chauds au nombre considérable de touristes voyageurs. On pourrait d'ailleurs multiplier ces exemples, et il nous est arrivé de descendre dans des hôtels, nullement situés au bout du monde, où l'on avait oublié ou pas eu le temps de changer les draps ou les serviettes de toilette. Dans les meilleurs cas, on s'empresse avec bonne volonté de réparer ce genre de négligence, à condition que le visiteur n'arrive pas à une heure trop tardive.

M. Lu Xunhang ne fait d'ailleurs aucun mystère de cette situation. Il admet que l'industrie touristique chinoise est « en retard » par rapport à d'autres pays et que les services touristiques doivent en tenir compte. Il promet à la fois une amélioration des équipements — la construction d'une quinzaine de nouveaux hôtels est en principe décidée, de la qualité des services et un contrôle plus sévère des prix. On retiendra enfin que la Chine, à l'entendre, ne veut pas s'orienter vers une forme de tourisme cher. Il est bien entendu que cette activité est considérée comme une industrie « exportatrice de devises » et qui travaille en conséquence non seulement pour l'amitié entre les peuples mais aussi pour la réalisation d'un profit. La République populaire souhaite cependant recevoir à des prix modérés les millions de touristes qui affluent de l'étranger, et à quelques privilégiés ne regardant pas à la dépense.

ALAIN JACOB.

#### UNE CENTAINE DE JÉSUITES VIVENT DANS DES CAMPS DE TRAVAIL

Cité du Vatican (A.P., Reuters). — Le Père Michael Chu Li-teh, d'origine chinoise, mais naturalisé américain, conseiller du supérieur général de la Compagnie de Jésus, a voyagé en Chine pendant soixante-dix jours, et a appris qu'un peu plus de cent jésuites vivent encore dans ce pays, a annoncé jeudi 22 novembre son ordre.

Selon un communiqué, le Père Chu avait fait une demande de visa l'année dernière pour rendre visite à sa mère et à ses frères, après trente ans d'absence. Il est parti à titre privé. Il a rencontré quelques pères jésuites qui vivent pour la plupart dans des camps de travail, mais sont autorisés à passer quelques semaines par an avec leur famille.

Le Père Chu a rencontré également des religieux d'autres ordres et des laïcs qui ont fait état de leur fidélité à l'Eglise et au pape et « estiment qu'ils ne sont pas représentés par l'Eglise papale », la seule Eglise visible pour les visiteurs étrangers », selon le communiqué.

### CORRESPONDANCE

#### Un évêque en prison depuis 24 ans

Nous avons reçu d'un de nos lecteurs, le père jésuite Paul Beauchamp, une lettre sur le sort de Mgr Kung Pin-mei, évêque de Shanghai, dont voici l'essentiel : Dans le *Monde* du mercredi 31 octobre, M. le député Michel Barnier publiait sous la rubrique « correspondance » une lettre écho de l'entretien qu'il a obtenu cet été du secrétaire de Mgr Zhang Jia-jun, auquel le gouvernement de la Chine populaire a attribué le poste d'évêque de Shanghai. Ce témoignage était de nature à mieux faire comprendre certaines difficultés de l'Eglise de Chine, qu'il appelait « une Eglise dans l'ombre ».

Mais il me semble qu'un complément d'information est nécessaire pour aider vos lecteurs à pénétrer un peu plus loin dans cette ombre. Il existe aussi un Mgr Kung Pin-mei, évêque de Shanghai quand il a été arrêté, le 8 septembre 1955. Il approcha de ses soixante-dix-huit ans, il est prisonnier depuis l'âge de quarante-quatre ans. Or il est encore évêque de Shanghai, ce titre ne lui ayant jamais été retiré par le pape, car Mgr Kung Pin-mei a été emprisonné sans avoir commis aucun crime.

ALAIN JACOB.

## AMÉRIQUES

### Paraguay

SELON AMNESTY INTERNATIONAL

#### Les méthodes répressives du gouvernement Stroessner n'ont pas changé

Les violations des droits de l'homme dans un petit pays où la répression de toute forme d'opposition dure depuis vingt-cinq ans et fait partie de la vie quotidienne ne suscitent plus guère d'intérêt à l'étranger. D'autant que le Paraguay, en général, ne fait pas beaucoup parler de lui. Il partage avec la Bolivie la singularité d'être un Etat latino-américain sans accès à la mer, enclavé au milieu du sous-continent. Mais il se distingue de celui-ci par la stabilité de sa vie politique, dominée depuis un quart de siècle par l'immuable général Stroessner.

Le nombre des prisonniers politiques a certes diminué depuis deux ans, grâce en partie à la politique des droits de l'homme de M. Carter, relayée efficacement par les organismes spécialisés de l'Organisation des Etats américains. Environ, cinq cents détenus ont été libérés en 1978. Il n'en restait plus qu'une cinquantaine, et le gouvernement affirme qu'il n'y a plus dans les prisons que des criminels de droit commun. La situation n'est donc pas comparable avec l'Uruguay ou l'Argentine, où les détenus politiques, et les « disparus », se comptent par milliers.

Amnesty International, qui a conscience de ces différences, mais qui se bat au nom des principes partout où les droits de l'homme sont bafoués, vient donc de lancer une campagne sur le Paraguay. L'organisation humanitaire a adopté « trente-quatre » prisonniers d'opinion dans ce pays, qui ne compte que deux millions et demi d'habitants. « Après les libérations intervenues en 1978, il y a actuellement une relance de la répression », a expliqué M. Paul Benda, un des responsables d'Amnesty, au cours d'une conférence de presse, mercredi 21 novembre à Paris. M. Domingo Laino, dirigeant du parti libéral Luterano, une des rares formations d'opposition tolérées, a été placé en résidence surveillée. Un journaliste du quotidien ABC d'Asunción, M. Alcibiades Gonzalez Delvalle, est emprisonné depuis le 12 novembre. Il avait eu le tort de commenter l'affaire Boulin en faisant remarquer que si, au Paraguay, les ministres soupçonnés de corruption se suicident, le climat politique au pouvoir se dégraderait rapidement.

Amnesty International a révélé, d'autre part, comment était mort, en 1975, M. Miguel Angel Soler, secrétaire général du parti communiste paraguayen. On savait que celui-ci avait été tué dans les locaux de la police, mais les circonstances exactes de cet assassinat n'ont été connues que récemment. « Miguel Angel Soler fut arrêté le dimanche 30 novembre 1975, à 18 heures, dans la maison où il vivait clandestinement. Il fut immédiatement torturé. Ses bourreaux obéissaient à des instructions données personnellement par le chef du bureau des enquêtes, Pastor Coronel, agissant lui-même d'après les ordres donnés au téléphone par le président Stroessner, indique Amnesty. Soler fut battu avec des matraques de caoutchouc, frappé avec des barres de fer durant environ quatre heures. Soler continuait à traiter Pastor Coronel d'assassin, l'accusait de faire du trafic de drogue et la traite des blanches et lui cracha à la figure. En guise de réponse, ce dernier lui donna un coup de pied à la poitrine, provoquant un arrêt cardiaque. Un grand silence se fit dans le bureau, puis les policiers sortirent de la pièce en criant : « Il s'est suicidé ! »

De nombreux témoignages recueillis par Amnesty en août dernier confirment la cruauté des moyens employés pour démanteler le petit parti communiste paraguayen en 1975-1976. Environ soixante-dix personnes soupçonnées d'appartenir au parti ou de collaborer avec lui ont été détenues pendant cette période dans des conditions épouvantables : parmi elles se trouvaient cinq hommes âgés, trois femmes enceintes

et des enfants de moins de six ans. La police avait recours à la méthode des « cages », faisant pression sur les militants communistes en arrêtant des membres de leur famille totalement éloignés de la politique. Ces soixante-dix personnes ont subi des coups de pied et de matraque, des électrochocs, l'immersion jusqu'à étouffement dans des baignoires remplies d'eau sale et d'excréments. Un fillette et son frère, aujourd'hui réfugiés en France et âgés respectivement de treize et vingt ans, ont raconté aux enquêteurs d'Amnesty ce qu'ils avaient vu au camp de détention de Embocada puis à la prison Tercera où ils allaient rendre visite à leur père. Leur description, qui ne fait pas état de sévices extraordinaires, est peut-être plus terrible encore, parce qu'elle montre ce qu'est la vie quotidienne des détenus.

Une délégation de l'Internationale socialiste, conduite par son secrétaire général, M. Bert Carlsson, est attendue samedi 24 novembre à Asunción. Elle devrait assister au congrès du parti révolutionnaire tervériste, une formation affiliée à l'Internationale socialiste. L'annonce de cette invitation a déjà suscité une violente campagne orchestrée par le parti Colorado du général Stroessner. Le programme de la délégation comprend à l'origine le Paraguay, l'Uruguay, l'Argentine et le Chili. Mais il a été réduit à la seule étape d'Asunción, en raison « du refus des autorités uruguayennes et chiliennes et de difficultés de dernière minute en Argentine, qui ne sont pas de notre fait », a déclaré un communiqué de l'Internationale.

DOMINIQUE DHOMBRES.

### Belize

#### RÉSOLUMENT OPPOSÉ AUX VISÉES DU GUATEMALA Le parti du premier ministre remporte les élections

Le parti du peuple uni, la formation du premier ministre, M. George Price, a remporté une très large victoire aux élections législatives qui ont eu lieu mercredi 21 novembre à Belize (ex-Honduras britannique) en obte-

nant au moins douze des dix-huit sièges à pourvoir. On ignore encore les résultats du vote dans une circonscription. Cette victoire d'un homme et d'un parti décidés à préserver l'indépendance de ce petit pays anglophone d'Amérique centrale porte un rude coup au Guatemala qui revendique officiellement Belize comme partie intégrante de son territoire national. Cent vingt-trois pays se sont prononcés, d'autre part, récemment aux Nations unies en faveur du maintien de Belize comme Etat souverain.

La situation de Belize est à plus d'un titre paradoxale. Ancienne colonie britannique qui a



accédé à l'autonomie interne, Belize dépend toujours officiellement de la Couronne britannique pour sa défense et sa représentation à l'étranger. Mais Londres souhaite visiblement se débarrasser de ces tâches et éviter d'entrer en conflit avec le Guatemala. Un plan proposé par le Foreign Office et qui aurait entraîné la cession d'une partie du territoire de Belize au Guatemala a été finalement repoussé par M. Price au début de 1978. Le premier ministre cherche donc, pour se protéger de son voisin guatémalteque, à retarder le plus possible une déclaration formelle d'indépendance.

Belize compte environ deux cent mille habitants, anglophones dans leur très grande majorité, qui vivent sur un territoire de 22 000 kilomètres carrés.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(Publié)

— Participez à l'information sur la cause acadienne.  
— Contribuez à l'accueil des Acadiens en France et à l'aide culturelle à l'Acadie en adhérant aux

### «AMITIÉS ACADIENNES»

65, boulevard des Invalides, 75007 PARIS

L'association publie également une revue trimestrielle historique, politique et littéraire (adresse).

## OUTRE-MER

### Nouvelles-Hébrides

#### LA SITUATION EST TENDUE DANS L'ILE DE SANTO

MM. Walter Lini, président du Vanuatu Paiti (VAP), et futur premier ministre du gouvernement qui doit conduire l'archipel des Nouvelles-Hébrides à l'indépendance, et Gérard Leygnan, chef des partis modérés francophones, ancien premier ministre du précédent gouvernement d'union nationale, ont publié, mercredi 21 novembre, une déclaration commune, afin de lancer une appel « au calme et à la paix ».

Quelques jours après la publication des résultats des élections à l'Assemblée représentative, qui ont été marquées par une nette victoire du VAP anglophone aux dépens des modérés, la situation dans l'île de Santo paraît être tendue. Les plus grands et les plus riches des îles du condominium franco-britannique, situées au nord de l'archipel, est de longue date, marquée par la répartition des habitants de Santo, et notamment ceux qui suivent M. Jimmy Stevens, chef coutumier (anglophone) qui règne sur une véritable enclave au cœur de l'île, ont toujours été réfractaires aux directives de Port-Vila, la capitale. L'échec relatif de M. Stevens aux élections régionales (il n'a obtenu que sept des quinze sièges du conseil régional), et la crainte d'un gouvernement exclusivement dirigé par le VAP l'ont conduit à menacer les ressortissants des autres îles de représailles, et à envisager de proclamer l'indépendance de l'île. Ces derniers ont commencé de quitter Lusanville, capitale de cette île.

Selon le quotidien britannique *The Guardian*, qui s'appuie sur le témoignage de M. Yash Guy, l'un des représentants du Constitution du futur Etat, M. Stevens est soutenu par une société américaine et par des colons français.

## AFRIQUE

### Zambie

#### Le président Kaunda demande la réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU

La Zambie a demandé jeudi 22 novembre une réunion d'urgence du Conseil de sécurité, à la suite du récent raid en territoire zambien des forces armées rhodésiennes (le *Monde* du 20 novembre). On prévoit à l'ONU que cette réunion pourrait se tenir dès ce vendredi soir.

A Londres, lord Carrington, secrétaire aux Affaires étrangères et président de la conférence constitutionnelle sur l'avenir du Zimbabwe-Rhodésie, a demandé aux représentants du gouvernement de Salisbury et à ceux du Front patriotique de répondre, tard au plus tard, aux propositions britanniques pour un cesse-le-feu.

Lord Carrington a justifié sa démarche, très mal accueillie par les représentants du Front patriotique, en faisant état de la tension croissante qui règne à la frontière du Zimbabwe-Rhodésie et de la Zambie. Les chefs d'Etat des pays de la ligne de front (Zimbabwe, Zambie, Mozambique, Angola et Botswana) se réunissent ce week-end à Durban-Salazar, en présence de MM. Robert Mugabe et Joshua Nkomo pour débattre de la situation.

En attendant, les relations entre la Grande-Bretagne et la Zambie se détériorent et de violentes manifestations anti-britanniques ont eu lieu jeudi à Lusaka.

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Le président Kenneth Kaunda continue de hausser le ton à l'égard du gouvernement britannique. Dans un discours prononcé à Lusaka devant plusieurs milliers de jeunes, le chef de l'Etat zambien a prédit, jeudi 22 novembre, que les relations entre son pays et la Grande-Bretagne deviendraient « tendues » tant que celle-ci n'aurait pas clarifié la situation rhodésienne. M. Kaunda s'en est pris notamment au haut-commissaire britannique à Lusaka, Sir Leonard Allison. Il lui reproche d'avoir nié les responsabilités britanniques dans le déroulement des récents raids de l'armée rhodésienne contre les voies de communications zambiennes.

M. Kaunda a tenu ces propos après qu'une quinzaine de milliers d'étudiants et lycéens eurent bruyamment exprimé dans les rues de Lusaka leurs sentiments anti-britanniques. Au cours de cette manifestation, la police a dû intervenir pour empêcher les étudiants de molester Sir Allison. Ceux-ci ont demandé au président Kaunda d'exercer des représailles contre les intérêts britanniques en Zambie, par exemple en nationalisant les

biens des compagnies pétrolières Shell, British Petroleum et Lloyds. Ils ont également réclamé la rupture des relations diplomatiques avec Londres.

D'autre part, les porte-parole des ambassades de la République démocratique allemande et de la Yougoslavie à Lusaka ont déclaré jeudi que leurs gouvernements ne « resteraient pas inactifs » si un éventuel futur gouvernement du Zimbabwe, dominé par le Front patriotique, était autorisé à l'Afrique du Sud. Ces avertissements font suite à la mise en garde similaire adressée la veille, à Pretoria, par l'ambassadeur soviétique en Zambie, M. Vassily Solodovnikov.

A Salisbury, enfin, le premier ministre du Zimbabwe-Rhodésie, l'évêque Abel Muzorewa, a annoncé la libération avant la fin de cette semaine de mille trois cents détenus politiques. Ceux-ci appartiennent en majorité à la ZAPU et à la ZANU. Quatre cents prisonniers avaient déjà été libérés. Seuls dix-neuf « terroristes » resteront emprisonnés, car leur libération représenterait « un risque pour la sécurité du pays ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

### République Sud-Africaine

#### M. Pieter Botha a exposé son nouveau plan de création d'un bloc régional anticomuniste

De notre correspondant

Johannesburg. — Ils étaient environ trois cents dirigeants de la haute finance, de l'industrie, des mines, patrons de grosses entreprises et de filiales de sociétés étrangères, à avoir répondu, jeudi 22 novembre, à l'invitation du premier ministre sud-africain, M. Pieter Botha, pour la présentation de sa nouvelle politique de « consolidation » (P.E.D.). C'est d'une oreille très favorable qu'ils ont écouté le chef du gouvernement développer les grandes lignes de sa nouvelle stratégie. La création d'un bloc régional anticomuniste qui pourrait s'étendre jusqu'à l'Equateur, le tissage de liens économiques, un peu à l'image de la Communauté économique européenne, avec l'extension de la zone monétaire « grand » et de l'union douanière, et la création d'une banque régionale de développement.

Parlant à la presse après la rencontre, le premier ministre a souligné la dimension politique et militaire d'une telle alliance : « L'Afrique australe, a-t-il dit, est de la plus grande importance pour le monde libre, tant sur le plan militaire que pour ses ressources minérales ».

L'intention est de favoriser l'expansion économique et la libre entreprise dans les Etats de la constellation pour créer une petite bourgeoisie qui s'opposerait à ce que M. Botha appelle « les régimes marxistes en Afrique australe ».

Le Zimbabwe-Rhodésie jouerait un rôle prépondérant dans ce plan, et à son sujet, le premier ministre a expliqué qu'il préférait y voir un « gouvernement démocratique » et « a réaffirmé qu'il ne tolérerait pas « le chaos », sous-entendant qu'alors une intervention militaire sud-africaine serait tout à fait possible. Cette rencontre est la première de ce genre, et consacre l'alliance entre le grand capital et Pretoria. Pour la première fois en effet, on y applaudit des grands hommes d'affaires comme M. Harry Oppenheimer, président de l'Anglo-American Cor-

poration et de la De Beers, qui, par le passé, s'opposait à la politique du parti national.

Le grand souci des hommes d'affaires présents a été les garanties que le gouvernement apportera aux investisseurs, et les moyens de lutter contre le chômage, tant en Afrique du Sud que dans les Bantoustans déjà proclamés indépendants par Pretoria et dans les pays voisins.

Seul, semble-t-il, un homme d'affaires noir, M. Sam Mofunyan, président de la chambre de commerce africaine, a émis quelques doutes sur le succès de la nouvelle politique si les Africains continuent à se voir interdire l'achat de terres, et si les lois discriminatoires subsistent.

Si, dans son discours d'ouverture, le premier ministre a parlé d'ouvrir « certains centres industriels où tout le monde, Blancs et Noirs, pourraient investir », il a bien fait comprendre qu'il n'envisageait pas d'aller plus loin. Or, déclarait ce vendredi le chef de l'opposition blanche, M. Frederick van Zyl Stubbart, la disparition de l'apartheid est fondamentale si l'Afrique du Sud veut créer des liens régionaux.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

**COPENHAGUE**

**Réveillon du Nouvel An**

2 départs de Paris  
par train : le 28 Décembre  
retour le 2 Janvier  
tout compris : 2.075 F\*

par avion : le 26 Décembre  
retour le 1<sup>er</sup> Janvier  
tout compris : 2.590 F\*

**Week end de fin d'année**

départ le 29 Décembre  
retour le 1<sup>er</sup> Janvier  
tout compris : 1.990 F\*

\* pension complète + excursions

Reservations et inscriptions

**DSB**

**CHEMINS DE FER DANOIS**

Maison du Danemark  
142, rue des Capucines, 75001 PARIS  
Téléphone 2582006  
sur le votre agent de voyage

**EXAMEN DU PROJET DE**

**Volant de la**

**L'AMITIÉ ACADIENNE**

**VOLANT DE LA**

**LAQUETTE**

**POT D'ECRI**

**EXTENSION DE**

**TOUT**

**MAISON FRANÇAISE**



## L'EXAMEN DU PROJET DE LOI DE FINANCES

## Le Sénat modifie le barème de l'impôt sur le revenu

Le Sénat a commencé, jeudi après-midi 23 novembre, la discussion de la première partie de la loi de finances fixant les conditions générales de l'équilibre des ressources et des charges et donnant notamment au gouvernement l'autorisation de percevoir l'impôt.

Les sénateurs ont repoussé un amendement socialiste qui tendait à instituer un impôt annuel progressif sur la fortune, de 0,5 % à partir de 2 millions et demi. Un second amendement défendu par M. Le Fort (P.C., Haute-Saône) visant à instituer un impôt sur la fortune plus accusé que le précédent (1,6 % de 0 à 1 million de francs, 8 % au-delà de 15 millions) a été repoussé par 12 voix contre 12. Les sénateurs ont ensuite abordé et longuement discuté l'article fixant le barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Le 23 novembre, en séance de nuit, l'article 25 de cette première partie de la loi de finances qui a donné lieu à l'Assemblée au conflit qui devait provoquer la mise en jeu de la responsabilité du gouvernement. Cet article avait été repoussé par l'Assemblée en première délibération, le R.P.R. n'acceptant pas de voter un budget en déficit, sans y inscrire une économie supplémentaire de 2 milliards de francs. M. Jacques, président du groupe R.P.R., a repris ici l'amendement Icart qui prévoyait cette économie. Il le défendra devant le Sénat.

L'après-midi de jeudi a été marqué essentiellement par l'intervention du premier ministre qui a reçu un accueil chaleureux qui tranchait sur la morosité et les critiques de la veille (Le Monde du 23 novembre).

M. BARRE a tracé, comme il l'avait fait à l'Assemblée, un bilan de la situation économique soulignant l'importance du taux de croissance en 1979, le développement exceptionnel de la productivité des entreprises (jusqu'à 7 %) et le haut niveau de compétitivité de l'économie. Si nos prix ont dépassé l'inflation à deux chiffres, c'est, a-t-il dit, parce

que la hausse du coût de l'énergie et des matières premières importées, a été répercutée : « Pourqu岸, demande-t-on, ne faisons-nous pas aussi bien que les Allemands ? Parce que les Allemands ont, depuis 1948, fondé leur politique économique sur la stabilité et la force de leur monnaie, parce qu'ils n'ont pas, pendant trente ans, maintenu comme nous, un contrôle des prix qui a faussé les rapports des prix ; parce qu'ils n'ont pas une situation agricole et des charges comparables à la nôtre ; parce qu'ils n'ont pas les mêmes charges sociales et parce qu'ils ont une situation sociale et la conception permet de régler les problèmes. Nous ne changerons pas cela du jour au lendemain. C'est la raison pour laquelle nous devons nous dire que nous aurons constamment à influencer des comportements. »

Le premier ministre se réfère au succès de notre commerce extérieur et souligne la capacité de la France à faire face aux défis. Puis il déclare : « Quand un pays est semi-développé, il examine sa balance commerciale ; quand un pays est développé, il regarde celle des paiements courants : la nôtre est excédentaire de 5 milliards et tout donne à penser qu'elle le restera l'an prochain. Depuis le début de 1979, le franc, en pleine stabilité, rapporte aux autres monnaies notre commerce extérieur. Le franc n'est pas une monnaie qu'on dévalue. Nous ne pouvons pas le faire. C'est là, peut-être, l'élément le plus important pour l'économie française. »

M. Barre traite ensuite du budget proprement dit. Au sujet du financement du déficit, il déclare : « Nous n'avons pas à recourir à la dette à brève échéance. Sans doute pourrions-nous lancer plus d'emprunts à long terme, mais ce serait aux dépens des entreprises et de leurs investissements. »

## Une tâche redoutable

A propos des économies réclamées par le gouvernement, le président de l'Assemblée nationale, M. Delebarre, a déclaré : « Depuis 1977, nous avons progressivement réduit la création d'emplois publics : de 25 000 à 20 000 pour atteindre 15 000 en 1980. Le marché du travail de la fonction publique a été maintenu constant en 1978 et 1979 à un peu moins de 11 %. Vous voyez quelle économie cela représente. » Puis il conclut : « La situation mondiale est préoccupante. Nous subissons les conséquences d'un dérèglement monétaire international et grave, malgré nos avantages, nous ne voyons pas comment il y sera mis un terme. Nous voyons apparaître de nouveaux foyers de tension et les plus incontrôlables, parce que ce sont des foyers de jeunesse. La tâche du gouvernement est donc redoutable. Ce qui est nécessaire, c'est que le pays sache qu'il y a une politique claire et ferme et qu'elle sera suivie. Le gouvernement gouvernera et il utilisera à cette fin tous les moyens que lui donne la Constitution. »

M. LE FORT, seul orateur à pouvoir répondre au premier ministre, a déclaré, soulignant un vague de protestations sur presque tous les bancs, à l'exception de la gauche : « Vous avez dit de telles contre-vérités que je vous dis que trop, c'est trop ! Le chômage a été multiplié par trois, la hausse des prix, dont vous avez prévu qu'elle dépasserait à peine 7 %, a dépassé de loin les 10 %. Quant au pétrole, la facture qui était de 45 milliards en 1974 est tombée en francs constants à 41 ou 42 milliards aujourd'hui ; elle a donc baissé. » « J'ai pour moi, ajoute l'orateur, les statistiques de l'INSEE, du GATT et de l'O.C.D.E. Notre déficit commercial croît rapidement avec les États-Unis, sans parler du Japon et de la R.F.A. » « Quant au franc, conclut-il, vous choisissez le palier de monnaies qui vous convient. Si vous prenez celui de l'O.C.D.E., vous verrez que notre monnaie a perdu 6,8 % depuis que vous êtes premier ministre. »

Une série d'amendements communistes et socialistes ont ensuite été repoussés. Ils visaient à modifier le barème de l'impôt sur le revenu et représentaient les dispositions proposées par ces formations à l'Assemblée. En revanche, un amendement de M. Fomelot (R.P.R.) est adopté à la quasi-unanimité. Il tend à prendre en compte, dans les exonérations au bénéfice des personnes âgées, le nombre d'enfants que ces personnes ont élevés. Les plafonds de revenu pour l'application des exonérations d'impôt ou de réduction d'impôt pour les contribuables âgés seront relevés de 1 000 francs par enfant, lorsque le contribuable aura eu la charge d'un ou plusieurs enfants jusqu'à l'âge de seize ans.

En séance de nuit, le Sénat poursuit l'examen de l'article 2, qui concerne le barème de l'impôt sur le revenu. Un amendement de la commission des finances

modifiant le nombre de parts servant à la détermination du revenu imposable est adopté. Il est ainsi prévu d'accorder 4,5 parts pour les célibataires ou divorcés ayant cinq enfants à charge (au lieu de 4), 6 parts pour les catégories « mariés sans enfants », « mariés avec enfants à charge » et « célibataires ou divorcés ayant six enfants à charge », en augmentant ensuite d'une demi-part par enfant à charge. Le Sénat adopte, sur proposition de M. FRANCOU (U.C.D.P., Bouches-du-Rhône) et VAILLON (U.C.D.P., Rhône), un amendement stipulant que la limite de la déduction fiscale attachée au salaire du conjoint

## Que vont faire les sénateurs de l'article 14 sur les donations-partages ?

Un certain nombre de lecteurs nous ont demandé quel sort avait été réservé, lors de la discussion budgétaire à l'Assemblée nationale, à l'article 14 du projet gouvernemental, qui prévoit de diminuer — et même de supprimer — la réduction de 25 % du montant de l'impôt en cas de donations-partages.

Le projet gouvernemental, très légèrement modifié en commission sur les limites d'âge, n'a pas été changé lors du débat à l'Assemblée. Il prévoyait à l'origine de ramener de 25 % à 20 % le montant de l'impôt pour les donations-partages lorsque le donateur est âgé de cinquante-cinq ans au moins et de soixante ans au plus ; de 25 % à 10 % lorsque le donateur est âgé de soixante ans au moins et de soixante-cinq ans au plus ; de supprimer complètement cette réduction de 25 % lorsque le donateur atteint l'âge de soixante-cinq ans.

La commission avait adouci ce texte en relevant de cinq ans chacune des limites d'âge : 20 % lorsque le donateur est âgé de cinquante-cinq ans au plus ; 10 % lorsque le donateur est âgé de soixante-cinq ans au plus. La réduction de 25 % est

participant effectivement à l'exercice des professions non commerciales est portée à 15 000 francs pour les adhérents des centres et associations de gestion agréés. La perte de recettes résultant de l'application de cette mesure est compensée par une majoration à due-concurrence de la taxe sur la vente des métaux précieux.

À l'article 3, qui concerne les limites de chiffres d'affaires ou de recettes prévues pour l'octroi des allégements fiscaux accordés aux adhérents des centres de gestion et associations agréés, le Sénat adopte un amendement du gouvernement précisant que les limites supérieures qui sont fixées ne sont pas opposables aux contribuables qui ont régulièrement bénéficié, au cours des années précédentes, des allégements fiscaux résultant de leur qualité d'adhérent à ces centres.

Sur proposition de M. Fomelot (R.P.R., Vosges), les sénateurs adoptent un amendement précisant que le rapport sur les progrès réalisés depuis trois ans en matière de connaissance des revenus des professions non salariées bénéficiant des avantages accordés dans le cadre des centres de gestion et associations agréés, devra également exposer les mesures prises par le gouvernement « pour progresser dans la politique de rapprochement des conditions d'imposition des salariés et non salariés ».

Les sénateurs ont, d'autre part, supprimé, sur proposition de M. HAMMAN (app. R.P.R., Bas-Rhin), un article modifiant le régime d'imposition des bénéfices agricoles. Ils décident ensuite de modifier les taux de la redevance communale des mines. Ceux-ci sont portés à 5,94 % (au lieu de 7,30 %) par tonne nette extraite pour le pétrole brut et à 1,68 % (au lieu de 2,10 %) par 1 000 mètres cube, extraits de la masse naturelle. Les taux de la redevance départementale sont fixés à 2,92 % (au lieu de 1,48 %) pour le pétrole brut et à 0,94 % (au lieu de 1,48 %) pour le gaz naturel. Ces taux varieront en fonction du produit global des impositions directes perçues au profit des départements.

Le Sénat adopte enfin un amendement de la commission des affaires économiques et du Plan supprimant l'intention de déduire le prélèvement exceptionnel sur les recettes additionnelles réalisées par les entreprises de recherche et d'exploitation de gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux, pour la détermination de l'assiette de l'impôt sur les sociétés. Il est toutefois précisé que le prélèvement ne peut être porté sur les charges déductibles du bénéfice de ces entreprises qu'au titre de l'exercice clos après le 15 septembre 1980.

La séance est levée vendredi 23 novembre, à 1 h. 20.

A. G.

## M. Alain Poher est réélu au premier tour président de l'Association des maires

Scrutin sans surprise au sixième congrès national des maires de France réuni depuis lundi à l'Hôtel de Ville de Paris : M. Poher, maire d'Ablon - sur - Seine (Val-de-Marne), président du Sénat, a été confortablement réélu, jeudi 22 novembre, à la présidence de l'Association des maires, qu'il détient depuis 1974. Il a recueilli, au premier tour, 53,17 % des suffrages exprimés, dépassant très nettement, comme l'an dernier, les deux candidats de la gauche, M. Jean-Marie Ayrault (P.S.), maire de Saint-Herblain (Loire-Atlantique), et Mme Simone Rossignol (P.C.), maire de Bègles (Gironde).

Une fois encore, M. Poher a bénéficié non seulement de presque tous les mandats détenus par les maires ruraux appartenant à la majorité ou la soutenant, mais aussi de l'appui de certains radicaux de gauche. Le M.R.C. avait laissé ses élus libres de leur choix plutôt que de les inviter à voter pour le jeune candidat socialiste, considéré par certains comme un peu inexpérimenté.

Chaque formation ayant fait un gros effort dans la collecte des mandats, le nombre de votants a été supérieur à celui de 1978 (+ 1 726) et chacun des candidats a enregistré un gain de suffrages (+ 1 113 pour M. Poher, + 584 pour M. Ayrault, + 94 pour le P.C.).

Le score de M. Poher traduit, toutefois, un très léger tassement par rapport au scrutin de l'année dernière. Le président du

Cette formalité est indispensable dès lors qu'il s'agit de modifier les statuts d'une association déclarée d'utilité publique.

M. Poher étant réélu pour un an, la prochaine compétition pour la présidence de l'Association sera d'autant plus vive, en 1980 — si le congrès se tient à la date prévue, que la campagne pour l'élection présidentielle de 1981 battra son plein. Toutes les formations s'y préparent et leurs dirigeants s'accrochent à penser que M. Poher solliciterait sans doute un nouveau mandat si la discussion parlementaire sur la réforme des collectivités locales n'était pas encore, à cette date, arrivée à son terme.

Les travaux du congrès devaient se terminer, vendredi après-midi, par la présentation des rapports des six commissions spéciales qui ont analysé, mercredi et jeudi, les dispositions de la réponse des collectivités locales, puis, par l'adoption d'une motion finale. Les maires souhaitent notamment que toute délégation de compétences nouvelles aux communes soit assortie d'une délégation de confiance de la part des pouvoirs publics, et, à cet égard, ils demandent que l'allègement des règles se concrétise par la

substitution du contrôle du juge à celui de l'autorité administrative. Le congrès « exige » que l'État donne aux maires « les moyens financiers qui leur sont indispensables pour assumer leurs responsabilités actuelles ».

Estimant que le projet de motion préparé par le bureau sortant n'était pas assez critique, l'Association nationale des élus communistes devait présenter son propre texte pour souligner qu'« aucuns des recommandations formulées en 1978 par la soixante et unième congrès n'a été satisfait » et que « ni le premier ministre ni la majorité du Parlement n'ont voulu entendre le appel solennel qui leur avait été adressé ». Le P.C. note, au contraire, que « le projet gouvernemental renforce l'étatisme bureaucratique et autoritaire en faisant supporter aux communes des charges toujours plus lourdes ».

Le dépôt de cette motion procède surtout de la volonté des maires communistes de se démarquer des socialistes en cherchant à compenser leur infériorité numérique, au sein de l'association, par une plus grande combativité.

ALAIN ROLLAT.

## CASIO

Un piano ou une calculatrice ?

... les deux à la fois.

Calculez en musique.

Montre, chrono, calendrier simultané avec tous calculs. Calcul du temps.

pour vos cadeaux choisissez une Casio

Modèles simples  
Modèles musicaux  
Modèles scientifiques

et toute une gamme de calculatrices

Noblet Importateur 179, rue du Temple, 75003 PARIS - CEDEX 33 en vente : Papeteries et magasins spécialisés.



CASIO haute qualité

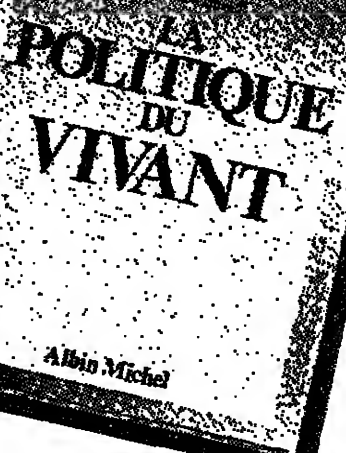
## LA POLITIQUE DU VIVANT

Henry de Lesquen  
Club de l'Horloge

Face à l'utopie égalitaire qui, avec ou sans Marx, conduit toujours au Goulag, La Politique du vivant développe une nouvelle image de l'homme à la lumière des sciences de la vie.

Jugez sur pièces les données du débat.

Albin Michel

Les grands déserts  
FEZZAN  
HOGGAR  
TASSILI  
TENERE8 circuits originaux  
9 à 19 jours - 4500 à 9500 F

Documentation sur demande

EXPLORATOR

18, place de la Madeleine  
75006 Paris. Tél. : 266.66.24

## L'ALFASUD SUPER 1,5, PRÉPARATION SFAM.\*

VOLANT EN BOIS, MONTRE DIGITALE, FILET NOIR LATÉRAL, BAGUETTE SFAM DE PROTECTION LATÉRALE, POT D'ÉCHAPPEMENT DOUBLE CHROMÉ, STORE EXTÉRIEUR DE LUNETTE ARRIÈRE.

TOUT EST COMPRIS DANS LE PRIX: 33 970 F CLÉS EN MAIN.

\*Offre valable également pour l'Alfasud T1.5 : 35 500 F clés en main.

SFAM FRANCE : 23, boulevard de Courcelles 75008 Paris. Tél. 563 02 50. 40 ter, avenue de Suffren 75015 Paris. Tél. 734 09 75.



محرك من الأصل







# POLITIQUE

## LA CRISE DE LA FÉDÉRATION DE PARIS DU P.C.

### POINT DE VUE

## Logique de la désunion et logique de l'échec

par GEORGES SARRE (\*)

DEPUIS plus de vingt ans, le processus de spéculation et de désindustrialisation qui sévit à Paris a eu pour conséquence de rejeter vers la banlieue ou la grande banlieue une bonne partie des couches populaires. A cela, il faut ajouter l'émergence de nouvelles couches sociales, dont le développement est né de ce qu'on a appelé depuis trente années la croissance.

L'équilibre social et culturel de Paris s'en est trouvé profondément modifié. Cela a eu pour conséquence de changer sensiblement l'électorat et le recrutement du P.C.F. à Paris. Les militants communistes sont de moins en moins des ouvriers et appartenant de plus en plus aux classes moyennes, aux couches dites intellectuelles.

Et puis, il y avait l'union de la gauche. Facile à rappeler que dès 1965, avant la renaissance socialiste de 1971 et la signature du programme commun de gouvernement, la Fédération socialiste S.F.I.O. de la Seine concluait un accord électoral débouchant sur la constitution de listes communes à Paris et dans un grand nombre de villes du département de la Seine ? Contrat reconduit à Paris en 1971 et, bien entendu, en 1977.

Parallèlement, la Fédération socialiste de Paris devenait, d'année en année, une réalité politique. Éléments décisifs, comme le prouve la lettre adressée par G. Pisonnier au secrétaire fédéral de Paris (1). Tout ceci a favorisé l'apparition d'une Fédération communiste de Paris relativement spécifique, au sein du P.C.F. Les communistes parisiens ont ainsi développé trois objectifs particuliers :

— Élargir la base du parti au-delà des ouvriers, déjà acquise en théorie et globalement en voie de diminution ;

— Répondre à une exigence tout aussi neuve qu'insistante : devenir le creuset expérimental de l'ouverture et de la démocratisation du P.C.F. ;

(1) Cette lettre, publiée par l'« Humanité » du 12 novembre, fait suite à la réunion du bureau politique et du secrétariat fédéral parisiens. On y lit notamment que la formation politique et idéologique est « d'actualité plus nécessaire que le P.S. dispose notre influence à Paris sous la conduite de l'orientation « de gauche » du C.E.R.E.S. ».

— Renforcer l'implantation et l'audience en développant à fond la stratégie de l'union de la gauche, bien avant la signature du programme commun en 1972.

Une fédération communiste en avance sur son parti avait à côté d'elle une fédération socialiste également en avance sur le sien. La dialectique de l'union de la gauche à Paris pouvait fonctionner à plein. Compte tenu de ce qui est dit précédemment, on imagine facilement les effets désastreux qu'ont eus pour le P.C.F. à Paris les nouvelles orientations édictées par la direction nationale du parti après la rupture de septembre 1977, et confirmées ensuite lors du vingt-troisième congrès, à savoir :

— Le « recentrage » sur un ouvrierisme primaire, et la tenue d'un discours misérabiliste ;

— L'arrêt de la volonté d'ouverture manifestée lors du vingt-troisième congrès, et dans laquelle la fédération parisiennne semblait se reconnaître pleinement ;

— La cassure de la dynamique d'union de la gauche, dont le parti communiste à Paris avait essayé de tirer le profit maximum.

La fédération communiste a alors été prise de court. Avec l'abandon de la stratégie d'union, ajoutée au bouleversement sociologique et au dynamisme développé depuis près de dix ans par une fédération socialiste en plein essor, on a tous les éléments permettant de comprendre l'échec électoral enregistré par le P.C.F. en mars 1978 à Paris.

Pour la première fois depuis le congrès de Tours, le parti communiste français était devancé par le parti socialiste dans la capitale. Depuis mars 1978, plus d'un an et demi, se sont écoulés, et les problèmes nés en septembre 1977, loin d'avoir été résolus, se posent encore aujourd'hui avec acuité. Le vingt-troisième congrès, en voulant dénouer la crise, n'a fait que l'aggraver par la mise en œuvre d'une ligne politique qui est encore plus désastreuse, nous l'avons vu précédemment, à Paris.

Les oppositionnelles nous rappellent à intervalles réguliers qu'elles sont toujours nombreuses à Paris, et surtout toujours présentes.

Les élections européennes de juin 1979 ont montré un écart grandissant entre les deux partis de gauche. Entre mars 1978 et juin 1979, le P.C.F. est tombé à Paris, contrairement au niveau national, de 15,62 % à 13,8 %. Dans le même temps, le parti socialiste restait stable (respectivement 18,85 % et 18,71 %).

Les socialistes ne se résignent pas de cette perte d'influence du P.C.F., car elle comporte le risque d'un affaiblissement de la gauche sur Paris. Recul qui ne fait qu'augmenter, au moins dans l'immédiat, puisque le P.C.F. paie et paiera la mise en œuvre systématique d'une politique sectaire de repli sur soi. Pas une seule section communiste n'a répondu favorablement aux propositions d'action communes des sections des socialistes parisiens.

Camarades communistes, nous ne vous demandons pas de renoncer au centralisme démocratique, que pourtant nous rejetons pour notre part. Si vous y renoncez, d'ailleurs, vous ne seriez plus communistes ! Mais, la question demeure, et qui appelle de votre part une réponse sérieuse : une pratique authentiquement démocratique est-elle possible dans ce cadre au sein du P.C.F. ? Communistes critiques et autres, glissez sur les tendances au P.S. ! Quelle régression. Est-ce acceptable ? Combien de temps encore ceux d'en face pourront-ils imposer une politique préjudiciable au plus grand nombre ?

C'est dans ce contexte et devant les menaces qui guettent la fédération communiste de Paris qu'il faut comprendre la réaction d'Henri Fiszbin. Trop c'est trop. La coupe était pleine. Mais, cette contre-offensive ne pouvait réussir. Certes, il n'appartient pas aux socialistes de porter telle ou telle appréciation sur les dirigeants du P.C.F., même si nous avons des sympathies plus ou moins marquées. Mais, à vrai dire, ce n'est pas tant la personnalité de l'homme qui nous importe. Seules les positions politiques prises par la fédération parisiennne du P.C.F., ou par son groupe au Conseil de Paris, seront déterminantes. Henri Fiszbin passe, la fédération du P.C.F. reste... avec tous ses problèmes. Nous craignons seulement que

les méthodes qui ont conduit à cette crise, et plus encore les conséquences qui en découlent, ne soient pas sans retentissement sur les relations entre les deux partis de gauche dans la capitale. Que de temps perdu. Au moment où le parti socialiste s'apprête à définir son projet, à relancer une nouvelle dynamique pour l'union, quels visages offriront nos partenaires communistes ? Celui d'une organisation en crise et en repli, en proie à un complexe obsessionnel, plaçant avant toute chose la remise en ordre interne. Ces facteurs négatifs viendront s'ajouter à la stratégie générale du P.C.F. pour qui le refus de toute action ou perspective unitaires, les polémiques injurieuses et incessantes, recouvrent un étonnant consensus avec les giscardiens, pour le maintien du pouvoir en place.

Autant dire que, à Paris comme ailleurs, les militants socialistes devront faire preuve d'un sens élevé de leur responsabilité. Dans l'action qu'ils vont lancer, leur ténacité et leur aptitude à tenir le cap seront des armes indispensables pour favoriser le rassemblement de la gauche.

(\*) Président du groupe socialiste au Conseil de Paris, député à l'Assemblée européenne.

**SPECIAL  
PRET-A-PORTER  
PARDESSUS  
A PARTIR DE  
575 F.**

**HERBAUT DENNEUJIN**

128 RUE LA FAYETTE  
75010 PARIS

## CORRESPONDANCE

### Le P.C.F. et le déclenchement de la rébellion en Algérie

Nous avons reçu une lettre de M. Raymond Guyot, membre du comité central du parti communiste français, dont voici de très larges extraits :

Dans un article de M. Herremann, publié dans le Monde, daté du 1<sup>er</sup> novembre, l'auteur affirme que : « Le parti communiste français aurait eu lors des événements du 1<sup>er</sup> novembre 1954 en Algérie une attitude pour le moins réservée à l'égard du mouvement national ». La vérité est tout autre.

Assurant la présidence du meeting du Vél d'Hiv pour la célébration du trente-septième anniversaire de la révolution socialiste d'octobre, le 5 novembre 1954, le discours au nom du bureau politique :

« Les colonialistes semblent croire à l'éternité de leur domination, mais il faut bien voir qu'un vent d'indépendance souffle de plus en plus fort dans les pays soumis à la domination colonialiste, comme en ont témoigné et en témoignent notamment les événements de Tunisie, du Maroc et d'Algérie. La seule position juste et raisonnable consisterait à reconnaître aux peuples coloniaux le droit à l'indépendance et à conclure avec eux des traités culturels et économiques ».

Déjà la veille, sous la plume de Léon Felix, l'Humanité soulignait l'impossibilité de toute solution sans tenir compte de : « Ce que désire par-dessus tout l'immense majorité des Algériens : la fin du régime colonial ».

Quelques jours après, le 3 novembre 1954, le bureau politique adoptait une résolution de laquelle j'extrait le passage suivant :

« En prétendant nier l'existence en Algérie de problèmes politiques de caractère national, en s'obstinant à camoufler le régime colonial sous le prétexte de « trois départements français », le gouvernement tourne le dos à la réalité algérienne et notamment à la volonté de tout un peuple de vivre et de gérer démocratiquement ses propres affaires ».

Commentait alors un long et difficile combat pour gagner à cette juste cause, conforme à l'intérêt national, la majorité de notre peuple ; combat d'autant plus difficile que nous nous heurtons aux préjugés engendrés dans la conscience de millions de Français par l'idéologie colonialiste entretenue dès l'enseignement primaire ; d'autre part, plusieurs centaines de milliers de Français vivaient en Algérie depuis de longues années ; ajoutons qu'en Algérie, contrairement à la guerre d'Indochine, les soldats du contingent participaient aux opérations militaires.

Plus tard notre parti devait appeler à renforcer le combat pour la paix en Algérie et contre les factieux et les ultras, pour la défense des libertés.

Puis-je ajouter que, pour moi comme pour tous mes camarades, la lutte anticolonialiste et internationaliste allait, je dirais, de soi. Ceux de ma génération ont eu à faire face aux guerres coloniales durant près de quarante années — guerre du Rif (Maroc), guerre de Syrie, guerre d'Indochine, répression massive à Madagascar, aventure du canal de Suez, etc. Nous avons conscience d'avoir bien agi dans l'intérêt de notre peuple, de notre patrie, pour la fraternité des peuples, pour le bonheur des hommes de toute la terre. (..)

M. Raymond Guyot a raison de rappeler la tradition anticolonialiste du P.C.F. et ses positions de principe dès le début de la guerre d'Algérie. Mais comment contester qu'il y ait eu à l'époque un hiatus éloquent pour de nombreux militants, entre la doctrine — révolutionnaire — du parti, et son comportement, effectivement réservé à l'égard du mouvement nationaliste ?

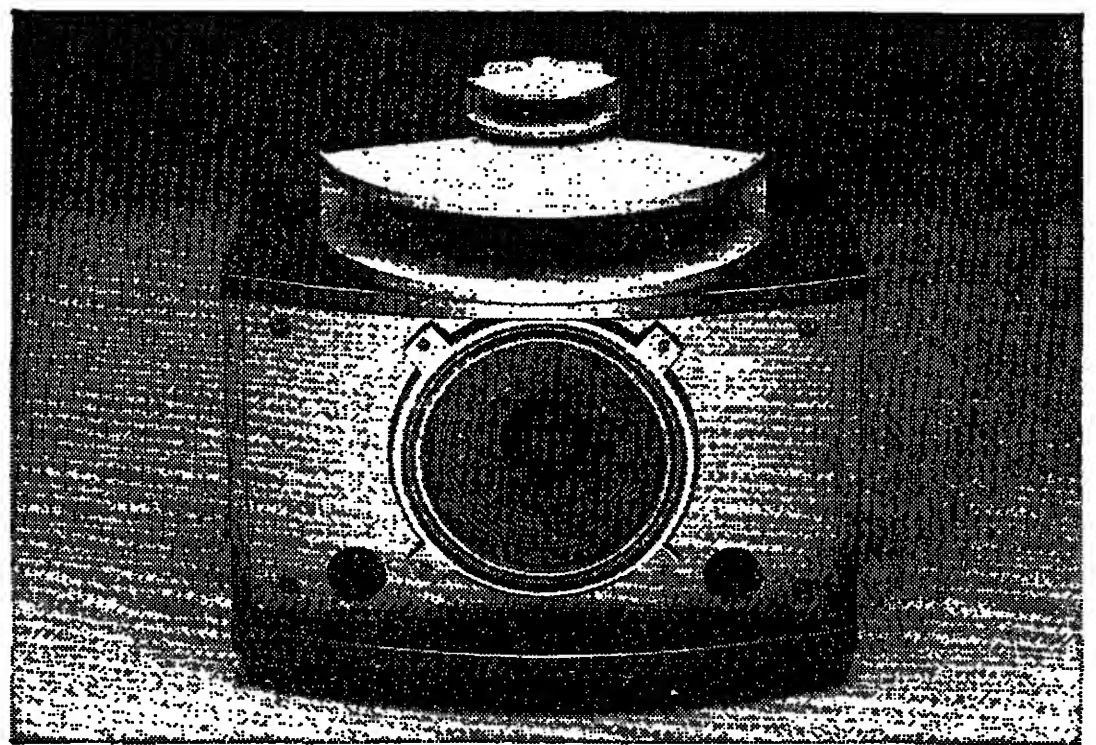
Lors du déclenchement de la rébellion, le P.C.F. a été confronté à deux exigences contradictoires : d'une part, rester fidèle à ses principes et lutter sans réserve pour l'indépendance de l'Algérie ; d'autre part, tenir compte des réalités, à savoir que son électoral « pied-noir » (représenté par deux députés à l'Assemblée nationale) et une partie de ses militants et sympathisants en métropole, étaient favorables au maintien de la présence française.

Pris dans cette contradiction, le P.C.F. n'a pas soutenu avec beaucoup d'ardeur l'action des nationalistes algériens à ses débuts. Il n'a pas mobilisé la classe ouvrière comme il l'avait fait contre la guerre d'Indochine.

Enfin, il avait, en novembre 1954, apporté un soutien sans réserve au mouvement national algérien, le P.C.F. aurait-il, seize mois plus tard, voté les pouvoirs spéciaux au gouvernement Guy Mollet, c'est-à-dire cautionné l'aggravation de la répression de ce mouvement national ? Même si le parti n'a pas tardé à regretter ce vote, celui-ci faisait suite à une longue période de comportement embarrassé, prouve que la politique communiste à l'égard de l'époque pour le moins ambiguë. Cela explique, pour une bonne part, que les relations entre le P.C.F. et le P.N.A. aujourd'hui étirées, aient été longtemps distantes, et parfois orageuses. — Ph. H.

**Aujourd'hui,  
quelqu'un fait  
mieux que  
ce que faisait  
Technics  
l'année dernière.**

**C'est Technics.**



Technics appartient au plus puissant groupe japonais électronique grand public, Matsushita Electric. Ce sont la puissance et l'importance de ses recherches qui font qu'aujourd'hui quelqu'un fait mieux que Technics, c'est Technics.

Une preuve ? Les nouvelles enceintes E 200 de Technics. Plutôt que de continuer à apporter de simples améliorations aux modèles déjà existants, Technics a compris que la véritable innovation en matière d'acoustique consistait à repartir de zéro. Ce n'est qu'après avoir bien compris les lois naturelles de base à partir d'appareils de mesure entièrement conçus que Technics a pu mettre au point une nouvelle génération d'enceintes à haut rendement.

Les E 200 Technics, enceintes phase linéaire 3 voies

ont la particularité d'assurer une dispersion maximale de l'image stéréo, même si vous n'êtes pas situés à l'endroit idéal juste entre les deux. Cette première caractéristique est le résultat de l'adoption d'un médium et d'un tweeter à pavillon exposé. Non seulement la dispersion ainsi obtenue est maximale, mais la matière des pavillons supprime aussi toute trace de résonance. Un woofer de grande dimension assure en outre une puissance d'attaque importante. Enfin les E 200 Technics sont munies de disjuncteurs de sécurité.

Ce sont d'innover vous le remarquerez dans tous les éléments Technics, qu'il s'agisse des plaques, des amplis, des tuners, ou des cassettes.

Technics, toute une gamme d'équipements hi-fi, de moins de 1.000 F à plus de 100.000 F.

**Technics**

1345, rue des Frères Lumière, 93150 Le Blanc-Mesnil. Tél. : 863 44.66.  
TECHNICS, PANASONIC ET NATIONAL, 5 MARQUES DE MATSUSHITA ELECTRIC.

محكمة الاستئناف



POLITIQUE

LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE FAMILIALE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les allocations de naissance seront portées à 10 000 francs à partir du troisième enfant

Qu'espèrent les députés de la majorité en relançant un débat sur la politique familiale avant d'avoir à discuter du maintien de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse ? Un débat ? Ils l'ont eu. Mais, à peine amorcée, la discussion a été présentée tout par l'opposition que par des membres de la majorité comme « une comédie » ou « un rideau de fumée ». Pour une fois, le constat est judicieux mais il ne satisfait pas les nôtres.

Il est évidemment curieux qu'un tel sujet — l'avenir des familles, n'a-t-on pas dit aussi l'avenir de la nation ? — ne donne lieu qu'à des discussions sans effet puisque aucun texte législatif n'a été soumis au vote. Tout au plus, après la série des exposés traditionnels, le gouvernement a-t-il confirmé des promesses anciennes (revenu minimum garanti pour les familles de trois enfants et plus ; statut de la mère de famille, etc.) et annoncé pour les familles nombreuses des mesures nouvelles (accroissement de 3 % du pouvoir d'achat des allocations, doublement des allocations de naissance), lesquelles

ne donneront lieu à un vote qu'au printemps prochain... et à une application effective qu'au milieu ou à la fin de 1980 !

M. Gao (P.S.) avait donc le beau rôle quand, rappelant les engagements des présidents Pompidou et Giscard d'Estaing en faveur d'une politique familiale globale, il dénonçait « cette comédie qui porte atteinte à la dignité du Parlement » et demandait aux membres de la majorité : « Comment allez-vous, une fois de plus, pouvoir vous contenter de promesses ? »

Certes, l'opposition n'est plus seule à critiquer ce type de discussion académique. Mais il ne suffit pas, comme l'a fait M. Debré, d'évoquer l'aspect d'érisoire de semblables débats. « Nous attendions un projet de loi », s'est-il exilé. Des solutions urgentes sont nécessaires et leur financement — moins élevé qu'on ne le dit — n'est pas impossible à trouver. Les obstacles financiers que les pouvoirs publics opposent, a-t-il insisté, sont des « barrières hypocrites ».

Hypocrite ? Tout le monde savait qu'il n'y avait point de vote. Tout le monde se doutait que les promesses attendues en fin de marathon oratoire seraient des semences qu'on fera fleurir un peu avant l'élection présidentielle et tout le monde savait que ces mesures à l'horizon 1980-1981 n'annoncent pas le printemps d'une politique globale de la famille. Et c'est dans un silence méfiant, puis par de maigres applaudissements, que l'Assemblée a accueilli les « engagements » de Mme Pelletier. Le décalage était en effet trop grand entre le catalogue de bazar présenté par le gouvernement et, une fois n'est pas coutume, le programme commun d'une politique globale de la famille, suggéré par la majorité et l'opposition. Mais ce n'est pas en deux jours que des parlementaires peuvent aborder des questions aussi vastes et fondamentales, sauf à sombrer dans l'académisme, le moralisme ou la critique facile.

Mais l'hypocrisie des débats sur la famille est d'une ampleur plus étendue. En matière financière tout d'abord : d'un côté, des députés

dénoncent et suggèrent sans détenir de pouvoir sur les cordons de la bourse ; de l'autre, les régimes d'allocations familiales qui grent des excédents ne peuvent en disposer et le gouvernement les utilise à son gré, selon un calendrier approprié. En matière politique l'hypocrisie n'est pas moins grande : si M. Debré a eu le courage de brocher un tableau assez complet de ce qu'il faudrait faire, en évoquant même la possibilité de taxer l'alcool et le tabac, on peut se demander si, depuis des mois, les décisions ou absences de décisions des amis de M. Debré ne sont pas elles aussi teintées d'hypocrisie. On accuse le gouvernement mais on n'ose pas le traverser. On dénonce la vanité d'un débat sur la famille, mais on monte à la tribune pour développer ses thèses. De beaux discours sans doute, et aussi des mesures à retardement, mais dans l'immédiat, pour les familles, ce sont encore et toujours des mots.

J.-P. D.

Joué 22 novembre, l'Assemblée nationale adopte deux conventions internationales, avec la République du Niger, relatives à la circulation des personnes et à la sécurité sociale, puis une convention avec la République du Congo sur la circulation des personnes. Elle poursuit ensuite le débat sur la politique familiale.

M. BOUVARD (U.D.F., Morbihan) assure que « la contestation du modèle parental donne l'impression que les familles sont remises en cause dans leurs fondements mêmes ». Le salaire de la mère de famille risquerait, ajoute-t-il, d'introduire une notion artificielle entre la mère qui travaille et la mère qui s'occupe.

M. MASSOT (app. P.S., Alpes-de-Provence) observe : « Les discours incantatoires se multiplient ; mais quels moyens et quelles priorités ? »

M. DE MAIGRET (U.D.F., Sarthe) demande que soient « réhabilités les valeurs familiales comme la tendresse, la générosité et le dévouement ». La France, ajoute-t-il, est à la recherche de valeurs de référence, or la famille apparaît trop souvent comme une référence du passé.

Pour Mme CHONAVEL (P.C., Seine-Saint-Denis), ce sont les familles ont besoin, c'est de bien-être, de respect de leur dignité, de pouvoir disposer librement de leur vie. Dénonçant les augmentations « à petites doses » des prestations familiales, elle affirme que celles-ci ont perdu 50 % de leur pouvoir d'achat en dix ans. « Vous avez voté de l'argent qui appartient aux familles », affirme-t-elle.

« De notre attitude, déclare M. BEAUMONT (N.I., Val-de-Marne) dépend l'avenir de la famille et, pour une part, l'avenir du monde ». Il s'interroge devant l'absence de projets concrets et l'absence de vote à l'issue de ce

débat, et assure : « Des moyens immenses existent, financiers et humains ».

M. CHARLES (R.P.R., Nord) compte que le projet sur l'interruption volontaire de grossesse « passionne beaucoup plus la classe politique que le débat relatif à la définition d'une véritable politique familiale ». La famille, précise-t-il, ne doit pas devenir « un nouveau thème de discussion lié à la situation économique ».

M. FINTÉ (R.P.R., Yvelines) rappelle les « promesses » du gouvernement en faveur de la famille et réclame « un plan pluri-annuel touchant tous les aspects de la politique familiale ». Il plaide pour la suppression du plafond de ressources pour les familles de trois enfants et plus et demande la création d'une allocation parentale représentant la moitié du SMIC. M. Finté se prononce également pour « l'extension de la notion de personnes à charge » et souhaite un relèvement des réductions tarifaires en matière de transports, en faveur des familles nombreuses.

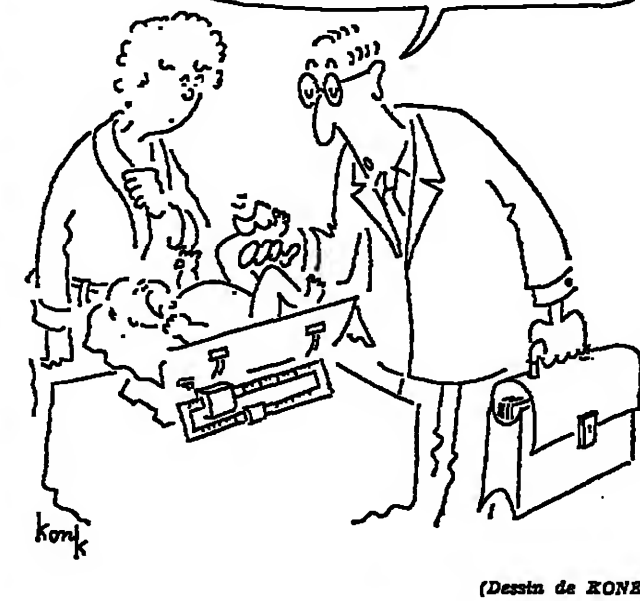
M. HUGUET (P.S., Pas-de-Calais) évoque les difficultés des familles en milieu rural, met l'accent sur l'émigration féminine et souligne les nombreuses faiblesses d'entreprises. Il demande « un statut de la femme-agricultrice ».

M. RIVIERE (R.P.R., Guyane) insiste sur la disparité de droits, en matière de prestations sociales, entre les départements d'outre-mer et les départements de la métropole. « Nous avons les mêmes conditions de vie, il y a identité des charges, des soucis et des angoisses, il est donc normal que nous ayons identité des droits ».

Après M. REYET (U.D.F., Seine-Maritime), qui regrette la disparition de l'insécurité civile et demande un salaire maternel, M. NUCCI (P.S., Isère) indique que 9,5 % des familles sont des familles mono-parentales. Les femmes, ajoute-t-il, ont généralement des emplois moins qualifiés et des salaires peu élevés.

mal supportées et indique que « le plafond des rémunérations et des droits sociaux des 55 000 gardiennes de l'aide sociale à l'enfance est insupportable ». Il demande que les familles aient la

POUR LES SUJETS TRES VIGOUREUX ON VA JUSQU'A 12.000 FRANCS.



(Dessin de KONE.)

personnalisées au logement. Un système d'incitation financière appropriée sera mis en œuvre pour que les nouveaux programmes de logements sociaux comportent systématiquement des logements adaptés aux besoins des familles, des mètres carrés sociaux et des espaces verts. En outre, dans les villes, les colonies des parcs, des jardins et des squares ne seront plus interdites à l'enfant. Évoquant le travail à temps partiel, elle déclare : « De l'an prochain, une expérience originale sera mise en œuvre aux P.T.T. et cela dans trois régions : l'Île-de-France, l'Auvergne et la Picardie. Le gouvernement vient de décider de prendre en charge le montant des cotisations sociales dues par les parents lorsqu'ils font appel à une assistante maternelle pour garder leur enfant. Je rappelle que ces cotisations s'élevaient en moyenne à 1 300 francs par an ».

Insistant sur la solidarité pour les familles les plus défavorisées, elle rappelle que, désormais, une famille nombreuse dispose de ressources au moins égales à 3 500 francs par mois : « Il s'agit d'élargir la garantie individuelle d'un salaire minimum apporté par le SMIC à l'ensemble des ressources dont peut disposer une famille à un moment donné ». De cent cinquante mille à deux cent mille, les allocations augmenteront de cette mesure. A propos des veuves et notamment des veuves mères de famille, le ministre indique que le gouvernement proposera au printemps l'instauration d'une assurance-veuve qui garantira aux mères de famille un minimum de ressources pendant trois ans.

Mme Pelletier annonce ensuite cinq mesures nouvelles pour les

La séance est levée à 22 h 45. LAURENT ZECCHINI.

Toujours en chantier...

(Suite de la première page.)

Un exemple : comment se traduirait la priorité absolue accordée aux familles de trois enfants pour obtenir un logement plus vaste, lorsque l'on sait l'insuffisance actuelle des crédits pour les H.L.M. et l'importance des listes d'attente, ne serait-ce que dans la région parisienne ?

Plus grave encore : ce catalogue de mesures, qui additionne des améliorations indiscutables et des gadgets, ne répond pas du tout à la demande presque unanime des députés de ravaler complètement le régime des allocations familiales. De la gauche à la droite les députés, résistent pour une fois cause commune, réclament une simplification dans la mesure des prestations familiales et même une révision de la fiscalité par une réforme du quotient familial.

JEAN-PIERRE DUMONT.

Le Parlement et la télévision

Les rapports entre le Parlement et la télévision sont toujours aussi difficiles. C'est ainsi que M. DEBRE (R.P.R.) a protesté, jeudi dans la soirée, contre l'absence de caméras tout au long du débat sur la politique familiale, et il a indiqué qu'il saisirait le président de l'Assemblée de cette affaire. Mme PELLETIER a répondu que « les responsables des chaînes de télévision sont libres », mais, fort de son expérience du pouvoir, l'ancien premier ministre a démenti cette assertion.

M. HAMEL (U.D.F.) a dénoncé pour sa part la « provocation » que constituait, selon lui, la diffusion, jeudi soir sur Antenne 2, d'un film de dix minutes magnifiant intelligemment la cohabitation juvénile.

À la communauté urbaine de Cherbourg, un nouveau bureau vient d'être désigné à la suite de la démission de l'ancien président, M. Louis Darinot, député socialiste, qui était en conflit avec un vice-président socialiste, M. Helle. M. Georges Fatôme

Six mesures pour les familles nombreuses

Au cours de son intervention, Mme Pelletier a annoncé six mesures en faveur des familles nombreuses :

● PROGRESSION GARANTIE DE 3 % DU POUVOIR D'ACHAT. — La revalorisation des allocations familiales intégrera chaque année un gain de pouvoir d'achat d'au moins 3 %, soit le double de la progression garantie aux autres familles.

● RÉDUCTIONS SUR LES TRANSPORTS. — « Maintien des réductions de transports S.N.C.F. aux parents et aux derniers enfants de familles nombreuses jusqu'à l'âge de dix-huit ans, quel que soit l'âge des aînés. Dans le même ordre d'idées, ajoute Mme Pelletier les prestations familiales seront maintenues dans les conditions actuelles aux apprentis ayant plus de dix-huit ans jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de vingt ans ».

● 10 000 FRANCS POUR LE TROISIÈME ENFANT. — « Le gouvernement a décidé de porter à 10 000 francs l'ensemble des allocations versées à l'occasion de la naissance d'un troisième enfant ou d'un enfant de rang supérieur et de regroupement en un seul versement les allocations post-natales, qui sont actuellement versées en plusieurs fois sur une période de deux ans. Ainsi, le montant de l'allocation post-natale unique sera de 8 120 francs au lieu de 2 467 francs actuellement, et cela pour toutes les mères, quel que soit le niveau de leurs ressources ».

● LE CONGÉ DE MATERNITÉ PORTE A SIX MOIS. — « Pour permettre aux femmes

qui travaillent d'assumer dans les meilleures conditions l'acquisition du troisième enfant et des suivants, la durée totale du congé de maternité, qui est actuellement de quatre mois, sera portée à six mois ».

● DROIT À LA RETRAITE POUR LES MÈRES DE FAMILLE. — « Toutes les mères de famille de trois enfants et plus qui bénéficient du complément familial ont le droit à une retraite anticipée consacrée à leurs enfants leur ouvrant intégralement et gratuitement un droit à la retraite. Plus de 700 000 nouvelles mères de famille vont ainsi bénéficier d'une allocation gratuite, les cotisations étant directement payées pour elles par les caisses d'allocations familiales ».

● PRET DE 100 % POUR L'ACHAT D'UN LOGEMENT. — « Dans les six mois de la naissance du troisième enfant ou d'un enfant de rang supérieur, une famille devra pouvoir dénicher vers un logement plus spacieux. Des instructions prévoyant une priorité absolue pour ces familles, notamment dans les organismes H.L.M., seront publiées. Le gouvernement a de plus décidé de leur permettre d'accéder à la propriété sans avoir à fournir un apport personnel. Lorsqu'elles auront choisi d'acquiescer ou de faire construire l'habitation de leur choix, elles bénéficieront d'un prêt qui pourra représenter 100 % de la dépense envisagée ».

Mme Pelletier précise que les dispositions législatives nécessaires relatives à la mise en œuvre de ces mesures seront déposées sur le bureau de l'Assemblée lors de la session de printemps.

d'effets assurés. Dans la décision d'avoir un enfant, ajoute-t-elle, le logement et l'existence de proches ont une très grande importance.

M. CHAVATTE (P.C., Pas-de-Calais) dénonce « une politique d'assistance qui humilie les veuves et les femmes chargées de famille ». Elle demande que pour cette catégorie de femmes, la formation professionnelle soit un droit.

M. RICOMME (U.D.F., Calvados) souligne « la différence fondamentale de niveau de vie entre les familles ayant des enfants et celles qui n'en ont pas ».

M. TONDON (P.S., Meurthe-et-Moselle) déclare que le statut des assistantes maternelles est perçu comme « une contrainte

refuse les mesures qu'ils ont demandées ».

M. HAMÉL (U.D.F., Rhône) explique qu'il faut prévoir une information systématique de la politique familiale, et souhaite que soit conduit « le combat pour l'assainissement du climat moral dans lequel nous vivons ». Transmis le 10.11.79.

« Si on offre à une femme un salaire maternel décent », affirme M. LOGIER (R.P.R., Ardèche), des dizaines de milliers d'entre elles accepteraient de lâcher leur travail. Il doute que l'année 1980 soit effectivement l'année de la famille et estime que le ministre de l'éducation devrait avoir « un certain contrôle sur les manuels scolaires, ne serait-ce que pour exiger le respect d'une morale élémentaire ». On en arrive à confondre, ajoute-t-il, « l'éducation et le pornographie ». En conclusion il plaide pour « le respect des valeurs qui ont fait la grandeur de la France ».

Mme LEBLANC (P.C., Somme) observe : « Nous avons assisté à un concert de lamentations de la part de la majorité, au cours de ce débat. On dit la mémoire courte celles et ceux qui ont accepté de voter un budget qui

progresses chaque année de 1,5 % au minimum ». Elle ajoute : « Le gouvernement compte voter, dès 1980, multiplier par dix le nombre des bénéficiaires de l'aide

« AU CARRÉ D'AGNEAU »

CHEZ ALBERT

122, av. du Maine 330-21-33 (P. 3300)  
TERRASSE COUVERTE - PARKING  
Ses démoiselles en broche  
Son homard poché  
Son célèbre café d'agneau  
Sa cave, l'une des meilleures de Paris



ASSEMBLEE NATIONALE  
à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1979

OUVERTURE  
VENDREDI 23 NOVEMBRE

**Fourrures  
George V**

OUVERTURE  
VENDREDI 23 NOVEMBRE

**ROYAUME DE LA FOURRURE**



Renard bleu naturel  
norvégien 18.750 F  
Vison Tourmaline.  
Existe aussi en Pearl  
32.750 F



Zibeline Naturelle  
Blonde de Russie 185.000 F  
7/8 Vison EMBA Lutetia  
et Blanc jasmin 48.000 F

Sélection en exclusivité  
des plus beaux visons du monde:  
**BLACK DIAMOND.**  
Manteaux 37.250 F  
**MANTEAUX**  
Blackglama ..... 32.750 F  
Visons Koh-I-Nor ..... 18.750 F  
Visons Ranch ..... 12.850 F  
Visons Pastel ..... 16.450 F  
Toute une collection prestigieuse  
de manteaux:  
ZIBELINES, CHINCHILLAS, RENARDS,  
CASTORS, LOUPS, MARMOTTES,  
ASTRAKANS, SWAKARA,  
BREITSCHWANZ, etc.



Breitschwanz naturel  
52.750 F  
existe en Astrakan  
Swakara à  
11.750 F  
Chinchilla Naturel  
75.000 F



Veste en Vison Blanc  
existe en Black Diamond  
et Blackglama  
16.850 F  
Veste en Vison  
Lunaire. Existe en  
Dark, en Pastel et en  
Blackglama  
17.250 F

**- 15 %**  
Escompte exclusivement  
réservé  
aux trois premiers jours  
d'ouverture.  
Vendredi 23  
Samedi 24  
et Lundi 26 novembre 1979



**40, Avenue George V**  
Angle avenue George-V et rue François I<sup>er</sup>

Toujours en chantier

Le Parlement et la loi

مكتبة الامن الاصل







## L'affaire du talc Morhange devant le tribunal de Pontoise

Après plus d'un mois et demi de débats, à raison d'une audience par semaine, l'affaire du talc Morhange — en 1972, deux cent quatre enfants avaient été intoxiqués et trente-six étaient morts — examinée par le tribunal de Pontoise (Val-d'Oise), entre dans sa phase finale avec les plaidoiries des parties civiles. Le procès devrait s'achever le 11 décembre. Les six inculpés sont MM. Paul Bert, président-directeur général de la société Morhange, Paul Maillard et Jean Brunet, respectivement président-directeur général et directeur de la SETICO, qui effectuait le conditionnement du talc pour la

société Morhange, Mme Laurence Demoulez et M. Dominique Civel, employés de la SETICO, enfin, M. Hubert Flahaut, directeur de la société Givaudan, qui, sans intervenir dans la fabrication du talc Morhange, fournissait de l'hexachlorophène à la SETICO pour d'autres préparations.

Les audiences n'ont rien apporté que de très attendu. Dès le début, les prévenus se sont accusés les uns les autres, nul ne se sentant responsable de l'erreur de dosage d'hexachlorophène qui a provoqué le drame. Puis sont venus les experts, les uns (les plus nombreux) se montrant

défavorables à l'utilisation de l'hexachlorophène, même aux doses recommandées, les autres affirmant leur confiance en ce produit bactéricide « à condition qu'il soit utilisé correctement ».

Tout en s'en défendant, le tribunal s'est presque exclusivement intéressé à ce produit sans chercher à savoir ce qu'il s'est passé, un jour de 1972, à la SETICO pour que 30 kilos d'hexachlorophène disparaissent à l'insu de tous et soient mélangés à 600 kilos de talc, la concentration atteignant alors 6,35 % d'hexachlorophène, alors que les doses recommandées étaient de 0,1 à 0,5 %.

### « Ce n'est pas le procès de l'hexachlorophène »

Pour chacun des prévenus, l'affaire est simple : le responsable, c'est l'autre. M. Bert, P.-D.G. de Morhange, pense qu'il n'avait pas à contrôler son talc, produit naturel, et que l'éventuel contrôle aurait dû être fait à la SETICO. MM. Maillard et Brunet, dirigeants de la SETICO, répondent que leur contrat leur enjoignait uniquement de contrôler les emballages. Quant à M. Flahaut, dont la société Givaudan fournissait l'hexachlorophène qu'on a mis par erreur dans le talc, il « dénie toute responsabilité et toute faute dans ce malheur ».

Les experts et les scientifiques venus témoigner ont parfois prêté le manichéisme et les démonstrations partiales à la rigueur : le docteur Gilbert Martin-Bouyer, maître de recherches à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), a fait preuve d'un tel acharnement contre la société Givaudan que le président a dû le rappeler à l'impartialité du rôle d'expert. Selon le docteur Martin-Bouyer, la responsabilité de Givaudan dans cette affaire est totale, puisque la toxicité de l'hexachlorophène est connue depuis la découverte de ce produit, en 1939 : « Givaudan, a-t-il précisé, n'a pas fait les recherches nécessaires à propos de cette toxicité et n'a pas informé ses clients du caractère dangereux de son produit ».

Le docteur Daniel Gravelleau, un autre expert, s'est également

montré hostile à l'usage de l'hexachlorophène.

L'hexachlorophène a, cependant, gardé des partisans comme le professeur Vernon Plueckhan de Victoria (Australie) qui a déclaré : « Depuis 1939 des millions d'enfants en bas âge dans le monde ont été traités avec des préparations à l'hexachlorophène pour éviter les infections, principalement provoquées par le staphylocoque, et je n'ai jamais eu connaissance de cas ayant entraîné des dommages lorsque les préparations étaient conformes aux prescriptions du fabricant. » Le professeur Plueckhan a expliqué que, dans son hôpital, chaque fois qu'il avait arrêté l'utilisation de l'hexachlorophène les staphylocoques s'étaient multipliés.

C'est pourquoi il demeure favorable, comme le docteur Malbach de l'université de Californie, à un usage prudent de ce produit.

### « Tout peut être toxique »

Cette prudence est aussi le souci du docteur René Truhaut, professeur de toxicologie, expert auprès de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), qui refuse, a-t-il dit, « de répondre sur des sujets blancs ou noirs, car c'est souvent gris ». « Tout peut être toxique, a-t-il ajouté. C'est une question de dose. »

Les chercheurs venus des États-Unis pour le procès ont longuement exposé les résultats de leurs travaux sur l'hexachlorophène. Le

docteur Renata Kimbrough, qui travaillait pour la Food and Drug Administration (F.D.A.), a commenté en 1969 ses recherches sur l'hexachlorophène, parce que Givaudan en avait le brevet jusqu'en 1969 seulement, et que d'autres sociétés voulaient le fabriquer et le commercialiser. « Personnellement, je crois que l'hexachlorophène est très toxique, affirme le docteur Kimbrough, même s'il est utilisé selon les indications. C'est un produit dangereux. C'est bien sûr toujours une question de dose, mais moi je pense qu'à cette époque l'hexachlorophène n'était pas utilisé de façon sérieuse. »

C'est aussi l'opinion du docteur Jean Lockhart, qui ne voit pas l'intérêt d'utiliser de l'hexachlorophène pour les bébés, puisque les bactéries leur sont apportées par les adultes et qu'il suffirait à ceux-ci de se laver les mains correctement pour l'éviter. « Il y avait à la disposition de Givaudan, a conclu Mme Lockhart, des informations qui permettaient de savoir que la toxicité de l'hexachlorophène était plus grande que celle que cette société présentait. »

Ces exposés semblaient transformer les débats en un procès du produit chimique, mais « ce n'est pas ici le procès de l'hexachlorophène, a régulièrement répété le président. Le tribunal ne dira pas si c'est ou non un bon produit ». « Le problème n'est pas non plus celui de la dose », a-t-il indiqué, alors que les défenseurs

de Givaudan voulaient faire parler des témoins sur cette question.

A la lecture du réquisitoire écrit, il apparaissait que le principal reproche fait à Givaudan était de n'avoir pas suffisamment informé ses clients de la nature du produit qu'il vendait sous le nom de G. 11. Mais M. Brunet, directeur de la SETICO, a admis qu'il savait que le G. 11 était de l'hexachlorophène, et qu'il s'agissait d'un bactéricide. En outre, les responsables de plusieurs sociétés clientes de Givaudan, parmi lesquelles Orlane et L'Oréal, sont venus dire qu'ils avaient reçu, bien avant l'affaire Morhange, des brochures d'information sur les propriétés de l'hexachlorophène.

Selon l'accusation, Givaudan aurait dû donner des informations plus complètes sur la toxicité de son produit. Mais, en l'absence de toute réglementation, il est évidemment fort rare qu'un fabricant — ici une filiale d'un groupe multinational — renonce de lui-même à un produit.

Ces ambiguïtés et ces contradictions expriment les incertitudes de ce procès, dans lequel on n'a posé que des questions auxquelles des réponses pouvaient être immédiatement données. Il est à craindre qu'on ne sache jamais comment s'est produit l'accident du talc Morhange dont on ne connaît que le tragique résultat.

JOSEPH SAVIGNEAU.

### APRÈS SEIZE MOIS DE PROCÉDURE

## Les victimes de la catastrophe de Los Alfaques pourraient être indemnisées

De notre correspondant régional

Cannes. — Après seize mois de procédure, les victimes de la catastrophe de Los Alfaques, survenue le 11 juillet 1978 en Espagne, pourraient être prochainement indemnisées, ont indiqué, au cours d'une conférence de presse réunie à Marseille, M<sup>rs</sup> René Blanchot et Jean-Paul Cathérineau, les deux avocats de l'association au sein de laquelle se sont regroupés les quatre-vingt-seize Français ayant droit des victimes françaises.

Le 11 juillet 1978, après un accident de la route, l'explosion d'un camion-citerne chargé de propylène avait provoqué au camping de Los Alfaques, près de Tarragone, en Espagne, la mort de deux cent dix personnes. Il y avait eu cinquante blessés. Parmi les victimes en comptait une soixantaine de Français, dont quarante-sept tués, appartenant à trente et une familles.

L'information ouverte par les autorités espagnoles a abouti, en janvier dernier, à six inculpations pour infractions aux règles de sécurité : celles de quatre responsables — le P.-D.G. le chef du service de sécurité et deux ingénieurs — de la société de commercialisation des produits transportés Enpetrol et de deux responsables — le président du conseil d'administration et le directeur technique — de la société de transport Sisternas Reunidas. L'enquête avait, en effet, mis en évidence une série d'anomalies ou d'imprudences (le Monde du 10 juillet).

Comme les y autorisait la loi espagnole, les responsables des deux sociétés ont cependant contesté leur inculpation devant les tribunaux, mais ceux-ci ont confirmé les décisions prises par

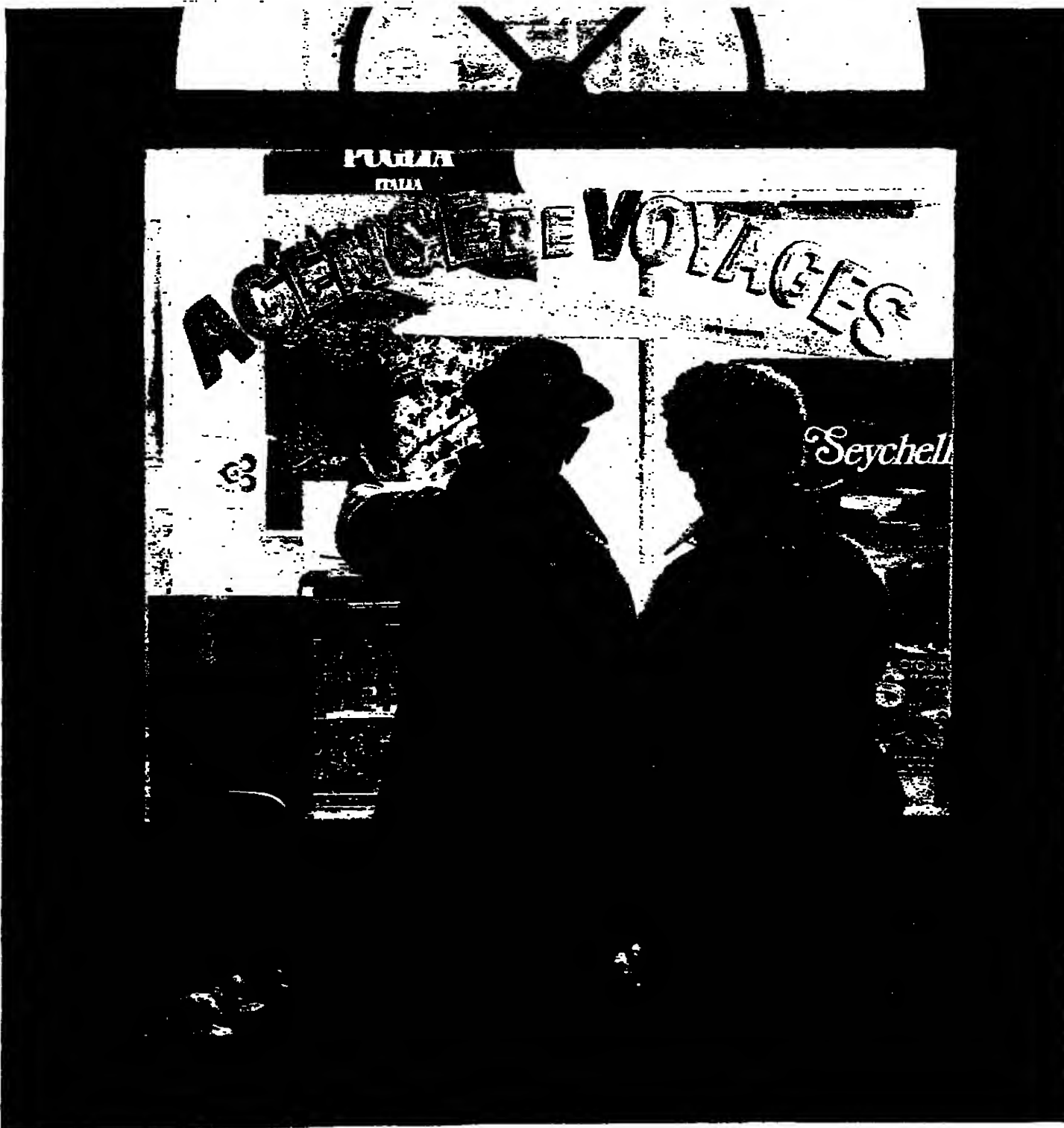
le juge d'instruction « cette confirmation des inculpations ne signifie pas que les intéressés seront reconnus coupables, ont déclaré les deux avocats marseillais, mais elle augmente considérablement nos chances de parvenir à une indemnisation, que nous souhaitons satisfaisante, des victimes ».

Les avocats ont précisé que le préjudice subi pourrait être apprécié sur des bases proches de celles prises en compte en France, nettement plus avantageuses pour les victimes que ce que prévoit la justice espagnole (1). « Nous souhaitons néanmoins, ont-ils ajouté, que les autorités françaises appuient nos démarches et nous avons décidé dans ce but de solliciter une audience auprès du président de la République. La solidarité nationale devrait également jouer, à notre avis, pour compléter l'indemnisation des victimes, en particulier celle des blessés, à une dizaine — en attente d'une pension d'invalidité. »

A ce propos, les deux avocats marseillais ont souligné la carence des pouvoirs publics français au moment de la catastrophe. Les autorités suisses avaient, en effet, pris immédiatement en charge le rapatriement et l'indemnisation de leurs ressortissants. Les victimes allemandes avaient reçu, elles aussi, une aide logistique et matérielle immédiate de leur gouvernement. La France, elle, s'était contentée d'envoyer sur les lieux le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Olivier Stirn, dont le déplacement n'avait été suivi d'aucun effet concret.

GUY PORTE.

(1) L'indemnisation d'une famille pourrait atteindre une somme comprise entre 200 000 F et 350 000 F.



## Réussissez votre grande évasion.

Si vous économisez pour passer vos vacances aux Caraïbes ou aux Seychelles ? Pour réaliser ce rêve ou un autre, quinze millions de Français épargnent sur le livret A de la caisse d'épargne de la Poste. C'est un petit livret qui ressemble déjà à un passeport.

L'argent reste disponible à tout moment dans les 18.000 bureaux de Poste. Mais autant le laisser le plus longtemps possible car il rapporte 6,5 % d'intérêts exonérés d'impôts. Abritez-y vos économies, même petites, chaque mois. La tentation sera moins dure et les vacances plus douces.



L'épargne de la Poste. Le petit livret des grands projets.

محکزامن الاصل



صباحنا من الملهل

Page 16 — LE MONDE — Samedi 24 novembre 1979 . . .



## En Amérique cet hiver, forfait remontées, la journée 60F. Soleil compris.

Cet hiver le soleil vous attend aux États-Unis. Il vous accompagnera pendant que vous faites la Côte Californienne en voiture, du cheval au Texas et en Arizona, du ski de fond dans le parc du Yellowstone ou du ski alpin dans les Rocheuses.

Cet hiver en Floride, le soleil vous invitera également à aller à la plage. Voile, ski nautique, plongée sous-marine, pêche en mer, planche à voile, à vous de choisir.

Cet hiver, les États-Unis vous réserveront le meilleur accueil et pas seulement parce qu'ils vous offrent le soleil, vous trouverez là-bas une vie facile et peu coûteuse. Quelques exemples: forfait location de voiture pour 7 jours, kilométrage illimité, 405F - l'avion de New York à San Francisco, 600F - le repas, 30F - la nuit d'hôtel pour deux, 160F -

location masque et tuba, 10F par jour - sans oublier la possibilité de pratiquer le tennis gratuitement dans beaucoup d'hôtels... si vous n'oubliez pas votre raquette.

Changez vos habitudes hivernales, le voyage pour les États-Unis n'est pas cher et votre agent de voyages vous renseignera sur toutes les possibilités existantes en individuel et en groupe, même pour le temps d'un week-end à New York (départ jeudi soir, retour lundi matin, voyage et hôtel compris, à partir de 2175F).

Vous pouvez recevoir gratuitement les programmes de vacances en Amérique, établis pour cet hiver, en retournant le coupon ci-contre à l'Office du Tourisme des États-Unis. Cet hiver, offrez-vous ce qui vous manquera le plus: le soleil!

**Cet hiver découvrez l'Amérique au soleil.**

Bon pour une documentation gratuite.

Oui, je voudrais découvrir l'Amérique. Merci de m'envoyer gratuitement votre documentation sur les États-Unis.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Bon à retourner à:

**OFFICE DU TOURISME  
AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS  
75382 PARIS CEDEX 08**





# Le Monde

des loisirs  
et du tourisme

## LE PARC DES PARCS

### Yellowstone ou la nature à livre ouvert

**A**VEC la lenteur décontractée d'un gentleman flânant sur ses terres, l'original est sorti de la liste du bois pour grignoter quelques pousses. Coup de frein brutal. Des deux grosses Chevrolet qui nous précèdent, les familles ont fait apparaître photographiques braqués sur l'animal. L'espace d'un instant, dix, quinze voitures se sont rangées sur le bas côté. Yellowstone avec ses 9 000 kilomètres carrés de nature sauvage, grand comme le Liban, disent les publicités, c'est aussi ocellé. Embouteillages, c'est aussi ocellé. Embouteillages, c'est aussi ocellé. Embouteillages, c'est aussi ocellé.

Comment concilier le développement du tourisme avec le respect de la nature, la sécurité des visiteurs, l'entretien des équipements ? Voilà bien le principal problème que les « rangers », chapeaux à larges bords et tenue vieux scouts ont quotidiennement à résoudre.

Certes, la grande majorité de ces touristes n'est pas constituée de vandales et d'irresponsables. Cependant il faut leur rappeler sans cesse de rester sur les sentiers entre les géysers (l'un d'entre eux n'a-t-il pas en l'été saigné une vache quelques années d'appareiller subitement au beau milieu d'un court de tennis ?), de ne pas jeter pierres et bâtons dans les sources chaudes (ph-

sieurs sont aujourd'hui bouchées) et d'éviter d'approcher les animaux qui, malgré leur bonhommie apparente, demeurent sauvages. Une tonne de bison lancée à 40 kilomètres à l'heure a vite raison du photographe par trop téméraire et de son véhicule ; quant aux ours, les nombreux accidents mortels qu'ils ont occasionnés durant ces dernières décennies ont incité les rangers à cantonner au mieux les deux cent cinquante grizzalis et six cents ours noirs le plus loin possible des routes.

Chaque soir, les terrains de camping sont parcourus par la volonte haut-parleur qui conseille : « Aucun élément ou détritus sur les tables, fermez vos caravanes et camping-cars, rien ne doit demeurer qui puisse attirer les ours. » Des précautions qui semblent relever du folklore pour le citadin qui, comme moi, après quatre journées à Yellowstone n'a pu réussir à en apercevoir la queue d'un.

Et, puis, face à un ours, il y a la parade que le dépliant remis à l'entrée du parc vient obligamment vous indiquer. La meilleure consiste à grimper dans un arbre d'au moins 4 mètres, s'il n'y a pas d'arbre et que l'ours est agressif, laissez tomber votre caméra pour le distraire et en dernier ressort couchez-vous sur le ventre, les genoux repliés contre la poitrine, les mains jointes derrière le cou. Et, bon courage.

#### Géologues et botanistes

La visite de Yellowstone et des trente-neuf parcs nationaux américains, si elle peut sécher quelques précautions ne relève cependant pas d'une folle témérité. Ici, l'organisation est aussi efficace que discrète, d'où l'impression double et apparemment contradictoire de sécurité dans une nature sauvage.

L'Amour des grands espaces, de la faune et de la flore ne sera jamais déçu. Les cheepmunks, petits écureuils, feront vite part de votre environnement familial ; à la tombée du jour, les wapitis courent la plaine. Il n'est pas rare de renouer quelques bison paissant en toute tranquillité dans les prairies sans oublier les élans américains ou originaux qui semblent aussi insouciant du bruit des moteurs, des claquements de portières que de l'agitation des photographes ou cinéastes amateurs.

Mais Yellowstone demeure avant tout le lieu étrange où dans un décor quelque peu lunaire se trouvent rassemblés plus de dix mille sources thermales. Cuvettes mordorées, insérées, fascinantes bassins aux bleus

profonds qui plongent dans les entrailles de notre Terre, gorgouillis de bœuf jaillissant, terrasses blanches de Mammoth Hot-Spring, jets puissants et mystérieux des géysers. L'inoubliable « Vieux Fidèle » qui, depuis la création du parc le 1<sup>er</sup> mars 1872, se livre à une véritable représentation à heures fixes. Un bon quart d'heure auparavant, le public qui a pris connaissance des horaires (ce n'est pas tout à fait la régularité d'une montre suisse) gagne les gradins et attend sagement que l'acteur fasse son grand numéro de crachoir d'eau bouillante. La prestation dure de deux à cinq minutes et le jet atteint bien souvent 60 mètres. Applaudissements, rires, le public regagne sagement cars et voitures.

Le spectacle des géysers est assez étonnant pour comprendre l'incrédulité des Américains devant les récits des premiers explorateurs du début du dix-neuvième siècle. Il faut dire que l'affabulation allait bon train dans le petit monde des chercheurs de prairies. Tel John Bridger affirmant qu'il avait dormi à Yellowstone dans un canyon si profond qu'il criait le soir « debout John ! » l'écho lui renvoyant la réponse seulement au petit matin pour le réveiller !

Paradis des géologues mais aussi des botanistes. La floraison des prairies et sous-bois offre bien des découvertes. Les bractées richement colorées du pin-ocean des Indiens (castilleja rhexifolia) lui ont valu l'honneur d'être choisi comme fleur-symbole de l'Etat du Wyoming ; les tapies de lin bleu, d'aconits, d'épiobes, de lupins, de rudbeck-



(Dessin de FLANTU.)

lies, les touffes de gentianes franches, sont une splendeur.

Les remarquables guides du National Parkways aident beaucoup à la découverte de Yellowstone comme des autres parcs nationaux américains. Dès l'entrée, le visiteur est pris en charge, plans détaillés, notices explicatives, lieux de camping encore libres (il n'est pas rare que les deux mille cinq cents places de Yellowstone soient réservées dès midi), et toute une information précise sur l'infrastructure de restaurants, hôtels gérés sous contrôle du gouvernement fédéral, qui surveille en permanence prestations et prix.

A cela viennent s'ajouter les nombreux services offerts par les rangers. C'est sous leur responsabilité que sont organisées des expositions permanentes, des conférences sur l'histoire et la vie locale, mais aussi des promenades guidées d'observation scientifique sur les animaux, les plantes ou les minéraux. Un seul problème pour les étrangers : une bonne connaissance de la langue, si l'on veut profiter pleinement d'une information riche et détaillée.

On peut lire encore dans quelques ouvrages (même récents) que les étrangers entrent gratuitement dans les parcs nationaux sur présentation de leur passeport. Si cet heureux temps est révolu, on ne peut guère s'imaginer devant le coût modeste de l'Etat Park (10 dollars) qui permet à une famille de visiter pendant un an et de manière illimitée tous les parcs américains. Au regard des services et si l'on songe à l'ampleur des difficultés que représentent la protection et la mise en valeur de quelque 35 millions d'hectares qui vont de l'île de Guam, en

plein Pacifique, aux déserts glacés de l'Alaska en passant par l'entretien de hauteurs historiques de la guerre de Sécession, comme Gettysburg et Vicksburg, la somme apparaît dérisoire. Même avec plus de cent millions de visiteurs chaque année.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le développement de ces véritables musées de plein air a connu un essor exceptionnel. En trente ans, le budget est passé de 5 millions à 500 millions de dollars. C'est toute une politique de gestion des espaces naturels qu'il a fallu concevoir. Elle peut parfois surprendre, comme le parti pris de laisser les feux se développer dans les zones isolées sans intervention de l'homme. En 1974, un incendie naturel a duré quatre mois dans le parc du Grand-Teton, détruisant 1 500 hectares de forêt, ne s'éteignant qu'avec les premières chutes de neige.

Politique qui se heurte quelquefois aux intérêts locaux, comme les récentes décisions du président Carter concernant 22 millions d'hectares en Alaska, zones qui ne pourront plus être exploitées par les populations autochtones. On peut songer aux difficultés problèmes de sécurité que l'intense fréquentation de lieux sauvages peut faire naître. Il a fallu créer une prison à Yosemite et donner aux rangers une véritable entraînement policier.

Mais ces aspects demeurent bien secondaires face aux réussites. Et les Américains tirent, à juste titre, une légitime fierté de ces créations réalisées — ils se plaisent à le dire — dans un seul but : « l'information et le plaisir des citoyens ».

MICHELLE LAMONTAGNE.

## 50 MILLIONS DE FRANCS

### POUR LE GRAND-SUD-OUEST DE L'INTERIEUR

**L**e plan du Grand-Sud-Ouest, annoncé le 17 novembre, à Mammet, par M. Giscard d'Estaing comporte un volet touristique. Il ne pouvait en être autrement dans une région où l'agriculture n'est pas confortée par des activités industrielles importantes. Il ne pouvait en être autrement aux marches de l'Espagne devenue la première puissance touristique mondiale.

« Mieux exploitées, les ressources touristiques du Sud-Ouest, qui attire déjà chaque année, un touriste sur cinq, pourraient participer de manière plus significative au développement économique régional. » La fiche n° 23 du plan du Grand-Sud-Ouest assigne deux nouvelles orientations : d'abord « assurer une plus large diffusion de l'activité touristique dans l'arrière pays et le milieu rural en développant l'hôtellerie familiale et les gîtes ruraux, en intégrant mieux à l'économie locale, en multipliant les parcs de randonnée et les circuits de découverte culturelle, en venant des actions de promotion ». Ensuite, « ouvrir plus lar-

gement ces activités touristiques à tous les milieux, notamment sur le littoral ».

50 millions de francs seront consacrés par l'Etat, en 1980, à la réalisation de ces objectifs. Sur cette somme, 21 millions de francs serviront à mettre en place des assistants techniques de pays et à aider les associations d'animation locale ; à former les personnels des offices de tourisme, des syndicats d'initiative, ainsi que des chefs d'entreprise touristique ; à promouvoir l'assistance technique à la commercialisation des produits touristiques ; à améliorer l'hôtellerie ; à développer des opérations d'hébergement groupé (quinze opérations réparties sur trois régions) ; à améliorer le confort des gîtes ruraux hors saison ; à développer les infrastructures des randonnées pédestres et de ski de fond ; à mettre en place des centrales de réservation ; à mettre en œuvre des animations hors saison des stations ; à mieux promouvoir les Pyrénées et à lancer des opérations promotionnelles communes aux trois régions.

#### Les stations thermales aussi

Les missions interministérielles d'aménagement de la côte Aquitaine et du littoral du Languedoc-Roussillon seront prolongées au-delà de 1980. Pour développer le tourisme social, la côte Aquitaine recevra 20 millions de francs supplémentaires. Afin de développer le tourisme à l'intérieur des terres, le littoral du Languedoc-Roussillon bénéficiera de 8 millions de francs supplémentaires.

Enfin, le thermalisme recevra une dotation de 3 millions de francs qui seront affectés à la recherche thermique, à la promotion du thermalisme et à la mise en place de contrats de station thermique.

Ces mesures semblent positives dans leurs orientations : le temps n'est plus aux équipements touristiques lourds et concentrés. D'autre part, le Sud-Ouest n'a pas — et c'est sa chance — de « gisements » touristiques balnéaires ou montagnards comparables à ceux de la Côte d'Azur et des Alpes. La qualité de la vie et celle de l'accueil, la permanence de l'insolent et la beauté des sites susciteront un tourisme croissant mais qui pourra et devra se diriger dans l'espace et dans le temps. Autre sujet de satisfaction pour les professionnels de l'accueil : les crédits d'Etat à vocation régionale touristique seront, en 1980, multipliés par deux.

Toutefois, on regrettera que le volet touristique du plan décennal du développement éco-

nomique du Grand-Sud-Ouest ne prévoit pas plus loin que l'année 1980. On s'étonnera enfin qu'il abandonne à leur sort — qui n'est pas tout rose — les trente et une stations de sports d'hiver pyrénéennes. Un plan un peu court.

ALAIN FAUJAS.

**11<sup>e</sup> SALON**  
des  
**ANTIQUAIRES**  
23 NOVEMBRE - 3 DECEMBRE 1979  
pavillon spodex  
PLACE DE LA  
**BASTILLE**  
ts. les jrs. 10 h à 20 h  
mardi et jeudi  
10 h à 23 h

**jsf VOYAGES POUR TOUS**  
**JMES SANS FRONTIERE**  
21 rue de la République - 75001 PARIS  
(Métro : Châtelet ou Halles) - Tél. 236.33.62  
5 rue Monsieur le Prince - 75003 PARIS (Métro : Odéon) - Tél. 232.55.29

**SKI ALPINES** : 1 semaine 730 F  
**BALEARES** : 1 semaine à El Arenal 1.050 F  
**TUNISIE** : 1 semaine Paris-Paris à Hammamet 1.730 F  
**ETATS UNIS** : vol Paris-Paris aller et retour 1.900 F  
Circuit Califorma : 15 jours en minibus 6.400 F  
**MAROC** : 1 semaine Paris-Paris à Agadir 2.040 F  
**THAILANDE** : 1 semaine à Bangkok 3.500 F

Nombreuses autres possibilités de séjours. Circuits et vols charterés dans le monde entier

**A LONDRES**  
**Prix forts dans les vitrines**

« **N**OUS avons décidé de partir pour Londres vendredi vers 17 heures. Le temps de prendre contact avec l'agence de voyages et de mettre quelques vêtements dans un sac, nous avons pris l'avion le soir même... » Chaque année, 450 000 touristes français se rendent ainsi dans la capitale britannique pour des courts séjours ou des week-ends prouvant ainsi que le marché de fin de semaine dépasse celui des séjours linguistiques (400 000 personnes), des estivants (350 000) et des déplacements d'affaires (200 000).

Chaque vendredi soir, des charters quittent Roissy bourrés de passagers qui ont placé dans les valises des avions des valises d'été. Chaque dimanche, ils reviennent, bagages rebondis et plantant sous le poids de sacs en plastique. Pourtant, ils sont unanimes à le reconnaître : le shopping, à Londres, n'est plus ce qu'il était.

Des marchés aux puces de Portobello à Carnaby Street, la capitale britannique est envahie par les colonnades indiennes et les images sud-américaines tandis que les prix des vêtements et des chaussures atteignent des sommets. Les inconditionnels des produits « made in England » continuent donc à acheter des kits et des écharpes à 400 F et à jeter leur dévolu sur des boîtes de thé sophistiquées ; les autres, emportés par leur élan et par la force de l'habitude, vont à Londres acheter... indien. La robe multicolore que j'avais vue à Paris coûte moins cher en raison du prix de la livre, explique une jeune femme. Je préfère donc l'acheter à Londres... »

**MARIE-CHRISTINE ROBERT.**  
(Lire la suite p. 19.)

A dollar malade  
shopping en pleine santé!  
(diction new-yorkais)

**NEW-YORK**  
à partir de  
**★ 1850 F ★**  
et aussi les nouveaux tarifs Air France à 1.975 F

**Jet'am** La marque AIR FRANCE spécialiste de l'Amérique.  
Dans toutes les agences Air France Tourisme et dans 1200 agences de voyages recommandées. Lic. 563

Pour en savoir plus.  
Bon pour 1 catalogue gratuit Jet'am, automne/hiver 79/80, et la liste des agences Air France et des agences de voyages recommandées par Jet'am.

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Rue : \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_  
A renvoyer à A.T.P. Conseil-Jet'am, 53 rue St-Anne 75002 Paris

مكتبة الأصل

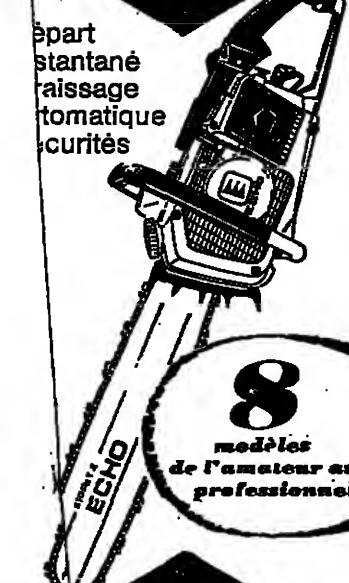


**11<sup>e</sup> SALON**  
des  
**ANTIQUAIRES**  
23 NOVEMBRE - 3 DÉCEMBRE 1979  
pavillon spodex  
PLACE DE LA  
**BASTILLE**  
ts. les jrs. 10 h à 20 h  
mardi et jeudi  
10 h à 23 h

**Atoll**  
voyages  
**Mexico 2680F**  
33, bd de la République  
13100 Aix en Provence  
Tél : (42) 27.28.25

**Spécial jeunes**  
English Speaking Club à Paris  
**VACANCES LINGUISTIQUES**  
en Angleterre, Espagne, France, Italie, Belgique, Allemagne, Autriche, Suisse  
**VACANCES SPORTIVES**  
Tennis, voile, pêche, plongée, natation, équitation  
**CIRCUITS "TOUTS HORIZONS"**  
Départs, aéroport, découverte  
Toute l'année - Toute l'année  
CENTRE LATIN 25, rue de Valenciennes  
St Bernard Paris - 504.01.72  
L.C. 4.453

**Tronçonneuses**  
**KIORITZ**  
**ECHO**



**P.P.K.**  
4, Boulevard St-Denis  
92400 COURBEVOIE  
788-42-50  
Demandez-nous l'Agent local

## VACANCES A LA NEIGE

# Bon pied, bonne pente

OUI de neuf sur les pistes pour la nouvelle saison de ski ? Pas grand-chose. Côté mode, les stylistes s'en sont donné à cœur joie en jouant de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel au point de transformer les skieurs en tranches napolitaines ou bien en amas de boules de neige ouatées. Mais on ne peut se promener dans le même équipement par les petites dégrés en dessous de zéro des cimes, ou sur le port de Saint-Tropez en août. Il faut choisir : montrer ou geler !

Réputés plus sérieux, les fabricants de vêtements sportifs ont embobiné le pas, pour leur part, aux audaces de Jean-Claude Killy. Résultat, tous les champions, vrais ou faux, seront mâtés à la moindre jointure. Bref, pas de quoi jeter sa garde-robe aux orties. D'autant qu'on nous a promis pour l'année prochaine un tissu « tout-à-fait-vo-lu-lu-naire-re ». Attendons donc !

En revanche, c'est peut-être le moment de s'intéresser aux chaussures. Et d'abord, à celles des dames. Nordica, le premier fabricant mondial, a créé à leur attention spéciale une collection de six modèles. Les autres marques ne s'engagent encore que timidement dans cette voie, à l'exemple de Trappeur qui pro-

pose un modèle « Lady Dight », mais il semble que l'évolution sera irréversible en raison de la technique croissante des matériaux. Tous ceux qui aiment leur confort n'auront manifestement que l'embarras du choix parmi les modèles désormais classiques à deux, trois ou quatre crochets que diffusent les fabricants. Il ne faut pas hésiter à essayer longuement chaque modèle et, au besoin, à demander des rectifications dans le moulage des chaussures. Un bon commerçant ne saurait le refuser.

### Une petite révolution

Mais c'est pour les érudits d'Ingmar Stenmark. C'est-à-dire dans le domaine des chaussures de compétition, qu'on assiste à une petite révolution : l'abandon du serrage par compression de la coque avec des crochets pour le serrage direct du chaussure par des colliers et des câbles. Trois fabricants, deux Français et un Franco-Italien, proposent simultanément leur produit au public.

Salomon, le premier producteur mondial de fixation de sécurité, tente de s'implanter sur le marché de la chaussure de ski, après cinq années de tâtonnement et

de très lourds investissements, avec un modèle en deux versions, le SX 90 (environ 350 F) et le SX 90. Deux versions identiques à l'exception de la couleur (noir et orange pour les champions, et noir et gris pour les touristes) et de la souplesse (très rigide pour les champions qui skient au millimètre près, plus souple pour les touristes). La chaussure, qui se casse en deux s'enfile par derrière, le serrage s'effectue au moyen de deux écrous, l'un plaquant le talon contre la tige, l'autre contenant le cou-de-pied. Le verrouillage de la chaussure se fait au-dessus de la cheville au moyen d'un collier. La taille des chaussures ne se choisit plus en fonction de la pointure mais d'un rapport entre la pointure, la largeur et l'épaisseur du pied. Elles procurent réellement des sensations nouvelles sur les skis. Un seul

problème : le poids reste élevé, à peine inférieur à deux kilos, ce qui risque de décourager de nombreux skieurs du dimanche. Trappeur, le prestigieux chaussureur des années 60 — quand il fallait souffrir pour bien skier — tente de reconquérir le marché après son échec dans les chaussures injectées. Deux modèles de haut de gamme : *Killy formule* et *Killy evasion*, font appel au serrage par câble. Le premier met en œuvre une machinerie compliquée d'amortisseur, d'entrouleur, d'arrêt et de capot. Il est noir, pèse plus de deux kilos et coûte près de 800 francs. Le second modèle fait appel à la même technologie mais avec un souci de légèreté. Il est bicolore, pèse à peine plus d'un kilo et coûte environ 650 francs.

Garmont, le champion de la légèreté, s'est aussi engouffré dans ce nouveau créneau. Mis en

œuvre différemment, le principe de serrage reste grosso modo le même que dans les modèles des autres marques. Toutefois, le souci esthétique a peut-être amené des solutions mal commodes pour les usagers. Quelques journalistes qui l'ont essayé à Tignes, lors du deuxième « Ski-Mind » l'avaient baptisée « la familiale » parce qu'il fallait s'y mettre à plusieurs pour boucler la fermeture de la tige. Il en coûte néanmoins quelque 750 F pour chauffer cette petite merveille.

Et quelle que soit la chaussure, l'argument massif des détaillants, cet hiver, sera le « calage ». Il s'agit de mettre rigoureusement à plat les pieds à l'intérieur de la chaussure au moyen de cales en mousse, et d'obtenir ainsi une conque « idéale » au ski.

ALAIN GIRAUDO.

## Les stations au bout du fil

Il est bien tard pour choisir une station de sports d'hiver pour les vacances de Noël et de février. Les retardataires trouveront ci-dessous la liste et les numéros de téléphone des offices de tourisme de stations françaises auxquelles ils s'adresseront pour obtenir tous renseignements.

### ALPES DU NORD

Savoie	Haute-Savoie
Arches (79) 31-22-07	Annemasse (79) 31-22-07
Beaufort (79) 31-22-07	Bellegarde (79) 31-22-07
Chautaud (79) 31-22-07	Crêt Voland (79) 31-22-07
Bonneval-sur-Arc (79) 05-08-57	Bourg-Saint-Maurice (79) 07-41-88
Les Arcs (79) 07-41-88	Carroz-d'Aranches (79) 05-08-57
Chamonix (79) 05-08-57	La Chapelle-d'Abondance (79) 05-08-57
Châtel (79) 05-08-57	La Clusaz (79) 05-08-57
Les Contamines (79) 05-08-57	Montjoie (79) 05-08-57
La Courmayeur (79) 05-08-57	Le Corbier (79) 05-08-57
Cordon (79) 05-08-57	Courmayeur (79) 05-08-57
Flaine (79) 05-08-57	Flumet (79) 05-08-57
Pras-sur-Arly (79) 05-08-57	Les Gets (79) 05-08-57
La Grande-Bornand (79) 05-08-57	Les Houches (79) 05-08-57
Les Houches (79) 05-08-57	Magy (79) 05-08-57
Les Menuires (79) 05-08-57	Val-Thorens (79) 05-08-57
Val-Thorens (79) 05-08-57	Méribel (79) 05-08-57
Méribel (79) 05-08-57	Moraine (79) 05-08-57
Avoriaz (79) 05-08-57	La Plagne (79) 05-08-57
La Plagne (79) 05-08-57	Parignan (79) 05-08-57
Parignan (79) 05-08-57	La Vanoise (79) 05-08-57
La Vanoise (79) 05-08-57	Saint-François (79) 05-08-57
Saint-François (79) 05-08-57	Longchamp (79) 05-08-57
Longchamp (79) 05-08-57	Saint-Gervais (79) 05-08-57
Saint-Gervais (79) 05-08-57	Samoëns (79) 05-08-57
Samoëns (79) 05-08-57	Thonon (79) 05-08-57

### ISÈRE

Alpe d'Huez (79) 05-08-57	Autrans (79) 05-08-57
Chamrousse (79) 05-08-57	Les Deux-Alpes (79) 05-08-57
St-Pierre-de-Chartreuse (79) 05-08-57	Villard-de-Lans (79) 05-08-57

### ALPES DU SUD

Annecy (79) 05-08-57	Beuil (79) 05-08-57
La Colmanne (79) 05-08-57	La Four-d'Allos (79) 05-08-57
Isola 2000 (79) 05-08-57	Montgenèvre (79) 05-08-57
Orelans (79) 05-08-57	St-Jean-de-la-Rivière (79) 05-08-57
Les Orres (79) 05-08-57	Pré-Loup (79) 05-08-57
Rison 1850 (79) 05-08-57	Le Saix (79) 05-08-57
Serre (79) 05-08-57	Chevalier (79) 05-08-57
Superdévoluy (79) 05-08-57	Valberg (79) 05-08-57
Vars (79) 05-08-57	

### JURA

Métabief (79) 05-08-57	Les Rousses (79) 05-08-57
------------------------	---------------------------

### MASSIF CENTRAL

Le Mont-Dore (79) 05-08-57	Super-Besse (79) 05-08-57
Super-Lioran (79) 05-08-57	

### PYRÉNÉES

Les Angles (79) 05-08-57	Les Angles (79) 05-08-57
Arret-Thermes (79) 05-08-57	Barèges (79) 05-08-57
Cauterets-Lys (79) 05-08-57	Font-Romeu (79) 05-08-57
Gourrette (79) 05-08-57	La Mongie (79) 05-08-57
Saint-Lary (79) 05-08-57	Soulan (79) 05-08-57

### VOSGES

La Bresse (79) 05-08-57	Gérardmer (79) 05-08-57
St-Marcel-sur-Moselle (79) 05-08-57	

### « LES ILES DU MONDE »

Voici les tarifs valables 1 an pour tous au départ de Bruxelles

	A/S	A/E
AUCKLAND	3 490	3 530
BART	1 110	1 180
BONOLU	2 280	1 170
MADAGASCAR	2 320	3 580
MAITICE	2 580	3 580
NAIROBI	2 580	3 570
NOUMEA	4 620	1 130
PARTE (Tahiti)	4 020	1 220
REUNION	2 520	1 170
SEYSELLES	3 120	3 290
NOUVEAU MONDE, s. r. l. Mabillon	7500 F	1 171 F

Consulter-nous pour le prix contraire si votre famille réside à l'étranger.

## En cas de fractures

ON estime que bon an mal an huit mille skieurs sont victimes d'une fracture, d'une entorse ou d'une luxation. Que faire dans ces cas ? Le Centre de documentation et d'information de l'assurance donne les conseils suivants :

**Vous faites une chute et blessez un autre skieur.** Vous devez au plus tôt faire une déclaration à votre assureur en précisant les circonstances de l'accident, le nom et l'adresse de la victime, le numéro de votre contrat d'assurance (contrat de la Fédération Française de Ski, contrat spécial « sports d'hiver », ou garantie responsabilité civile de votre contrat « multirisque-habitation »), et, s'il y a lieu, le numéro de la brigade de police qui a fait le rapport d'accident. Cette déclaration doit être adressée dans les cinq jours par lettre recommandée.

**Vous êtes blessé.** Vous devez indiquer à l'établissement de soins où vous êtes hospitalisé, votre numéro de Sécurité sociale afin de bénéficier des indemnités prévues par cet organisme. Si vous êtes titulaire d'une assurance « individuelle-accident », vous devez également faire une déclaration à votre assureur dans les cinq jours qui suivent l'accident. De même, si inscrit dans un club de ski, vous êtes garanti par l'assurance individuelle-accident de la Fédération Française de Ski, ou si vous êtes couvert par un contrat spécial « sports d'hiver ».

Environ deux cents skieurs seront, cette année, blessés en utilisant des remontées-pentes.

Dans 70 % des cas, les accidents sont donc dus à une erreur ou à une imprudence d'un utilisateur. Nombre de skieurs négligent, en effet, de respecter les précautions les plus élémentaires. Il faut savoir, pourtant, que lorsqu'ils ont recours à un télésiège ou à un téléskis, ils sont tenus de « prêter attention et de faire preuve d'adresse et d'habileté ».

## Evasion à Venise une semaine à partir de 1275 F.

Une semaine entière dans la cité des Doges pour 1275 F, avion-jet, hôtel touristique, petits déjeuners et une visite guidée de la ville compris. Une semaine entière pour rêver à Venise, au bord de sa lagune. Départ samedi d'Orly-Ouest, vol régulier direct, retour samedi. Possibilité de week-end à partir de 1015 F. Adressez-vous vite à votre agent de voyages.

**Alitalia**  
70 vols vers l'Italie par semaine.

**NICE**

Week-end 2 nuits hôtel\*\*\*  
Avion Paris-Nice-Paris  
1.026 F. JET TOURS

## Le TRENTINO Italie convient à tout le monde, mais à toi en particulier.

Tous les sports d'hiver et beaucoup de neige. Viens au Trentino. Tu seras d'accord avec ceux qui te l'ont proposé.

Trentino, le nom de tes vacances.

**Tables de la**

**AMATEURS DE CHIEN**  
DEPOQUE, C'EST LE M  
OU JAMAIS







**TOURISME**  
**HOTELS RECOMMANDÉS**

**Côte d'Azur**

**MENTON (06500)**

**HOTEL ORLY\*\*** NV. Face mer. Océan. 12. 1971. Restaurant. Sels. Garages. **HOTEL DU PARC\*\*** NV. Face mer et casino, plein centre. Park. Gr. parc.

**Montagne**

**05490 SAINT-VERAN (Hautes-Alpes)**

Les Chalets du Villard (92) 45-82-08. Ch. grand confort avec cuisines. Ski fond et piste. Prix spés. janvier.

**Mer**

**ILE DE JERSEY**

(Des Anglo-Normandes)

L'automne et l'hiver sont des périodes tout à fait favorables pour profiter pleinement de cette ravissante petite île (50 km sur 10 km, 25.000 habitants).

Dans ce joyeux petit îlot indépendant, situé à 20 km des côtes françaises, mais rattaché à la Couronne d'Angleterre, les petites positions voisinent avec les hôtels confortables et les palaces de très grand luxe.

Tous apprécieront la calma, la nature, les petites ports, les immenses plages, la campagne, les suberges, les pins et dans la capitale Saint-Jérôme, un Londres en miniature, vous découvrirez un étonnant shopping.

Par bateau, par hydroglossier : Saint-Malo, Port-Bail, Oarbert, Granville. Par car-ferry : Saint-Malo, Par-avion : grande ville de l'Orsée. Paris Jersey est à 70 minutes de Paris-Orly-Sud (B.L.A. Réservation tel. 901-50-01).

Un long week-end, une semaine à Jersey, c'est le dépaysement et une qualité de vie particulière. Pour documentation en couleurs, écrivez à : Office National de Tourisme, Service France 2, Jersey (Des Anglo-Normandes).

**ILE DE JERSEY**

**HOTEL L'HORIZON**

Une situation exceptionnelle : 140 mètres de façade plein sud le long de l'une des plus belles baies de Jersey. Vue sur la mer et les rochers en direct. Un confort maximum (télévision) dans les quatre étages. Trois salons-bars dont l'un donnant sur la splendide piscine intérieure chauffée (18 x 10). Bar-club et restaurant réputé. Dîner dansant habillé. Une ambiance de classe et de charme. Les plus raffinées appréciations et le souverain des quelques jours passés dans cet hôtel incomparable classé « Quatre Soleils ».

M. John Williams, le jeune Manager, sera heureux de vous adresser personnellement documentation en couleurs et tarifs.

Arrivez-lui directement en vous recommandant du journal **LE MONDE** (numéros 19 (44) 543-43-101. Tél. 419-22-51).

Hôtel L'Horizon, hals de St-Brulade, Jersey (Des Anglo-Normandes).

**Suisse**

**CH 1928 CHAMPEX-LAC Valais**

Ski-neige-soleil NOEL. **HOTEL DU GLACIER\*\*** NV. Tél. 18-41/4127 et 4130, 7 jours, chambre demi-pension, FF 740 avec bain/w-c + FF 90 Nouveau : télé-ski. Brevet II 1.500-2.200 m. - Janvier et mars : réduction 10 %.

**NEIGES ET SOLEIL DU VALAIS A DES PRIX FRANÇAIS** **HOTEL CLUB SUNWAYS\*\*** NV. 7 jours, pension complète dès 785 FF à 87 FF (prix FF par personne). Béd. enf. 20 à 30 %. « Des vacances où vous êtes chez vous » Loisirs, club enfants, ski alpin et fond. Brevet ou télé-ski. - 18-41-56/411-52.

**CH 3963 CRANS-MONTANA Valais** **HOTEL CRANS-AMBASSADE\*\*** NV. Tél. 18-41/71/53 22 - Tél. 34 376. Chambre tout confort, couvert, sauna, bar, disco. Membre « Chaîne des Hôtels ». Au départ des remontées mécaniques et arrivées des pistes. **SERVICES SPECIAUX SKI-SOLEIL** comp. 7 jours en 1/2 pens. remont. matériel, ski, ski de fond, 2 980 FF. Demandez notre prospectus Ski-Soleil.

**LEYSIN (Alpes vaudoises)**

Alt. 1.250-2.000 m. à 25 km. de Montreux. Climat vivifiant 12 rem. mécan. pistes de fond. Paradoxe et piscine couverte. GRATUIT. Demi-pens. dès 90 FF. Offres spéciales par C.R. Tourisme. CH-1854 Leysin. Tél. 191/23/42 44.

**Hippisme Les nuages de Marseille et du Sénat**

C'est n'est pas seulement l'automne qui charge de nuages le ciel hippique. Les nouvelles de Marseille et du palais du Luxembourg ont leur part à la soudaine grisaille.

A Marseille, le juge d'instruction chargé du dossier des courses truquées du Midi a inculpé l'entraîneur Adolphe Rosso.

Sa démission a été provoquée, croit-on, par des accusations d'un jockey, lui-même mis en cause précédemment. L'origine même des charges a dû ne les faire considérer qu'avec quelque réserve : l'entraîneur est sorti libre du cabinet du magistrat. Il a d'ailleurs aussitôt protesté de son innocence. Le lendemain, au bord de toutes les pistes du Midi, de Lyon à Toulouse et à Cagnes, n'en a pas moins été énorme. Adolphe Rosso, qui a en charge tout l'effectif de l'écurie de Andréa — régulièrement « tête de liste » à Marseille — est l'entraîneur numéro un dans toute cette région. Même à l'échelon

national, il fait partie, par le nombre des victoires (à défaut des sommes gagnées, les courses étant évidemment moins bien dotées dans le Sud-Est qu'à Paris) du peloton de tête de sa profession. Il a pris la huitième place de celle-ci, avec quarante-et-une victoires en 1978 ; la huitième encore, également avec quarante-et-une victoires, en 1977.

On n'est plus du côté des gagnants du turf, là où avait d'abord frappé la justice. Attendons : ce que l'hiver du nuage, quand il crèvera ; mais, pour l'instant, il est plein de grondements de tonnerre.

Plus qualifié mais non moins menaçant est celui qu'a rassemblé au-dessus du Sénat M. Francou, sénateur, maire de Salon (département, le mistral, cette année, soufflé à contre-courant). M. Francou propose d'accroître de 1 % au profit des sports humains et notamment de leur promotion au plus haut niveau de compétition. Il avait été, personnellement, un

supporter enthousiaste de l'équipe de France, lors de la Coupe du monde 1978 de football, la préférence de l'Etat sur les sommes jouées aux courses. Ce parlementaire — que nous n'avons pas l'honneur de connaître — a le sens de l'équité. Lors d'un précédent débat budgétaire, il avait fait voter un supplément de 2 % aux dépenses du toto. En donnant ainsi, d'année en année, un coup de barre à droite et un coup de barre à gauche, il ne cache pas son intention — et son espoir — de faire des deux formes de jeu les manières des équipes de France en tous genres.

Dans son projet, il conviendrait de rassembler une somme supplémentaire de l'ordre de 250 millions de francs, par an. La 1 % supplémentaire sur les courses produirait environ 180 millions. On ne serait donc plus loin, du compte.

**Les dames du P.M.U.**

Du côté des sociétés de courses, on pousse de hauts cris. On objecte que les courses rapportent déjà directement à l'Etat 17,50 % des sommes jouées, que cette part va représenter, cette année, 3 500 millions de francs et qu'il serait aberrant d'augmenter la portion au moment où, en France constants, la part réservée aux « encouragements » ne peut être maintenue et où, par conséquent, on peut craindre une nouvelle diminution, des effectifs des chevaux, génériques d'une récession des recettes.

Il est de fait que la gestion des courses subit un déséquilibre de plus en plus marqué et inquiétant. La collecte et le paiement des paris, encore exclusivement à base d'opérations manuelles (il s'agit du travail des « dames du P.M.U. », de celui des motards qui transportent les bordereaux, etc.), occupent près de 50 % des recettes nettes des sociétés, et cette part ne cesse d'augmenter, comme toutes les charges salariales, dans toutes les entreprises. Conséquence : la part laissée aux chevaux — et à leurs propriétaires — elle, diminue. Des chiffres : en trois ans, les sommes jouées ont augmenté de 35,68 % (augmentation des prix de détail, pendant le même temps : 30,75 %). Mais l'augmentation des « encouragements » n'a pu dépasser 27,34 %.

En 1978, les salaires, payés par les sociétés de courses et le P.M.U., se sont élevés à 793 millions de francs ; les « encouragements » à 582 millions de francs.

Les sociétés ont pris la décision de principe de remplacer peu à peu les postes d'enregistrement manuel des paris par des terminaux reliés à un ordinateur central. Mais la réalisation de ce projet représente un investissement de l'ordre de 100 millions de francs et ses promoteurs entendent ne le mettre en œuvre qu'à mesure des départs à la retraite. Deux raisons de plus, à leurs yeux, pour ne pas porter atteinte, comme le souhaiterait M. Francou, au fragile équilibre actuel.

Le gouvernement est partisan de « sauvegarde ». Il est donc probable que, par le jeu du vote bloqué, celui-ci prévaut. Mais il est tout aussi probable que de nouvelles offensives suivront. Les courses sont, au Parlement, victimes de leur apparence et fausse prospérité.

Comment s'étonner que des parle-

mentaires les considèrent d'un oeil avide, quand un gagnant de l'Arc de triomphe vaut 30 millions de francs sur le marché des étalons, quand un poulain de quelques semaines est adjugé 2,5 millions, comme ce fut le cas voilà six semaines à Bagatelle ? Mais ces excès sont le fait de quelques propriétaires internationaux — le plus souvent américains et arabes — qui n'ont pas plus de rapport avec la moyenne des autres qu'un Platini ou un Trésor avec les footballeurs des équipes corporatives du dimanche matin. C'est, évidemment, du côté de ces grands propriétaires internationaux (et des antennes françaises de leurs écuries) qu'il faudrait porter les yeux quand on veut les poser sur un porte-monnaie. Mais on ne peut les décourager : ils sont aussi nécessaires aux courses que Platini ou Trésor au football. C'est une situation que M. Francou connaît bien : ce qui se fait de mieux pour le football du dimanche matin, c'est encore la Coupe du Monde.

LOUIS DENIEL

**CALAIS-RAMSGATE AVEC VOTRE VOITURE**

A partir de **49F** par personne.

Sur Hoverlloyd, seule la voiture paie. Pas les passagers (jusqu'à 5). Le tarif pour une voiture de type mini Austin étant de 245 F\*, si vous êtes 5 passagers, la traversée ne vous coûtera que 49 F par personne ; 122,50 F si vous êtes 2.

Sur Hoverlloyd, seule la voiture paie. Pas les passagers (jusqu'à 5). Le tarif pour une voiture de type mini Austin étant de 245 F\*, si vous êtes 5 passagers, la traversée ne vous coûtera que 49 F par personne ; 122,50 F si vous êtes 2.

Renseignements et réservations à votre agence de voyages ou à Hoverlloyd Paris, 24, rue de Saint-Quentin, tél. 278.75.05 ou à Hoverlloyd Calais, Hoverport International, tél. (21) 96.6710.

\*Tarif D (économique) hiver 79-80.

LI

**REV EGYPT**

A partir de **1980F\*** 8 jours Paris/Paris - Chambre et petit déjeuner (supplément carburant non compris)

La plus vaste gamme de voyages en Egypte aux meilleurs prix : Séjours « Club », Mer Rouge, circuit archéologique, croisières sur le Nil, voyages-conférences, cours d'égyptologie. Voir prospectus dans Le Monde de 10 jours 75.

Vous pouvez obtenir la brochure Rev Egypte (32 pages) dans toutes les Agences de Voyages agréées ou en retournant le coupon ci-dessous à : Supermarché Vacances, 82, rue de Bassano 75008 Paris / Tél. 720.21.65

Je désire recevoir gratuitement la brochure Rev Egypte. Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_

**VALAIS Suisse**

**CH-1972 ANZERE** T.094127/38 25 78. Le balcon inondé de soleil.

**CH-3963 CRANS** T.094127 41 21 32. Du soleil sur un plateau.

**CH-3965 MONTANA** T.094127 41 30 41. Région d'EVOLENE à partir de janvier 1980. Semaines blanches dès Frs. 294.-

**CH-1981 AROLLA** T.094127/33 13 78.

**CH-1981 LES HAUDERES** T.004127/33 10 15.

**CH-1961 LA SAGE - LA FORCLAZ-VILLA** T.094127/33 12 80.

**CH-1961 HAUTE-MENDAZ** T.094127/33 14 44. Super-Mendaz. Semaines forfaitaires dès Frs. 250.-

**CH-3954 LOECHERES-LES BAINS** T.094127/31 14 13. Le paradis. De la piste de ski à la piscine thermale.

**CH-3908 SAAS-FEE** T.094128/57 14 57/Nov./Déc./Janv. Semaines de ski dès Frs. 380.-

**CH-3901 SAAS-GRUND** T.094128/57 24 03. Nouveaux Téléfunicels Kreuzboden.

**CH-1991 TORONTO** T.094128/51 27 24. Ski sans frontières SUISSE-FRANCE.

**CH-1936 VERBIER** T.094126/77 22 22/Déc./Janv. + mars. Cours de golf dès Frs. 510.-

**CH-1961 VEYSONNAZ** T.094127/22 09 53. Ski « 4 VALLEES ».

**CH-1920 ZERMATT** T.094128/57 10 31. Des prix à partir de tous.

115 téléfunicels, télécabines et télésièges. 8 trains de montagnes.

Tous les sports : 5000 km de sentiers balisés et nombreux piscines chauffées. Safari mult.

RENSEIGNEMENTS : Union Valaisanne du Tourisme, CH-1951 Sion. Téléphone 194127/22 31 61 ou directement auprès des stations.

**Oubliez l'hiver Venez en Sicile**

Notre ravissante île méditerranéenne est un but idéal pour un voyage hivernal. Le climat printanier, la disponibilité des hôtels, les prix réduits sont seulement quelques-uns des avantages offerts par un séjour hivernal en Sicile.

Quelques heures de vol vous séparent de Palerme, Catane ou Trapani. A partir de Palerme l'on peut se déplacer en louant des voitures (Avis, Hertz, Europcar) ou bien en utilisant les services d'autobus touristiques. 700 kilomètres d'autoroute (dont 500 gratuits) et plusieurs routes nationales relient les endroits les plus intéressants de l'île : Palerme, Segeste, Selinunte, Agrigente, Syracuse, Taormine.

Catania. On peut visiter : des musées fort intéressants, des théâtres grecs, des mosaïques byzantines, des cathédrales arabo-normandes, des églises baroques, et bien d'autres sites et monuments. La traditionnelle cordialité des Siciliens, les nombreux panoramas ainsi que la cuisine savoureuse et les vins excellents vous laisseront un souvenir impérissable de l'île. Vous trouverez des programmes touristiques auprès des Agences de Voyage et d'Alitalia et les informations nécessaires auprès de l'Office National Italien de Tourisme (E.N.I.T.) de Paris et de Nice.

REGIONE SICILIANA. ASSESSORATO REGIONALE. COMUNICAZIONI. TRASPORTI.

مكتبة من الأصل





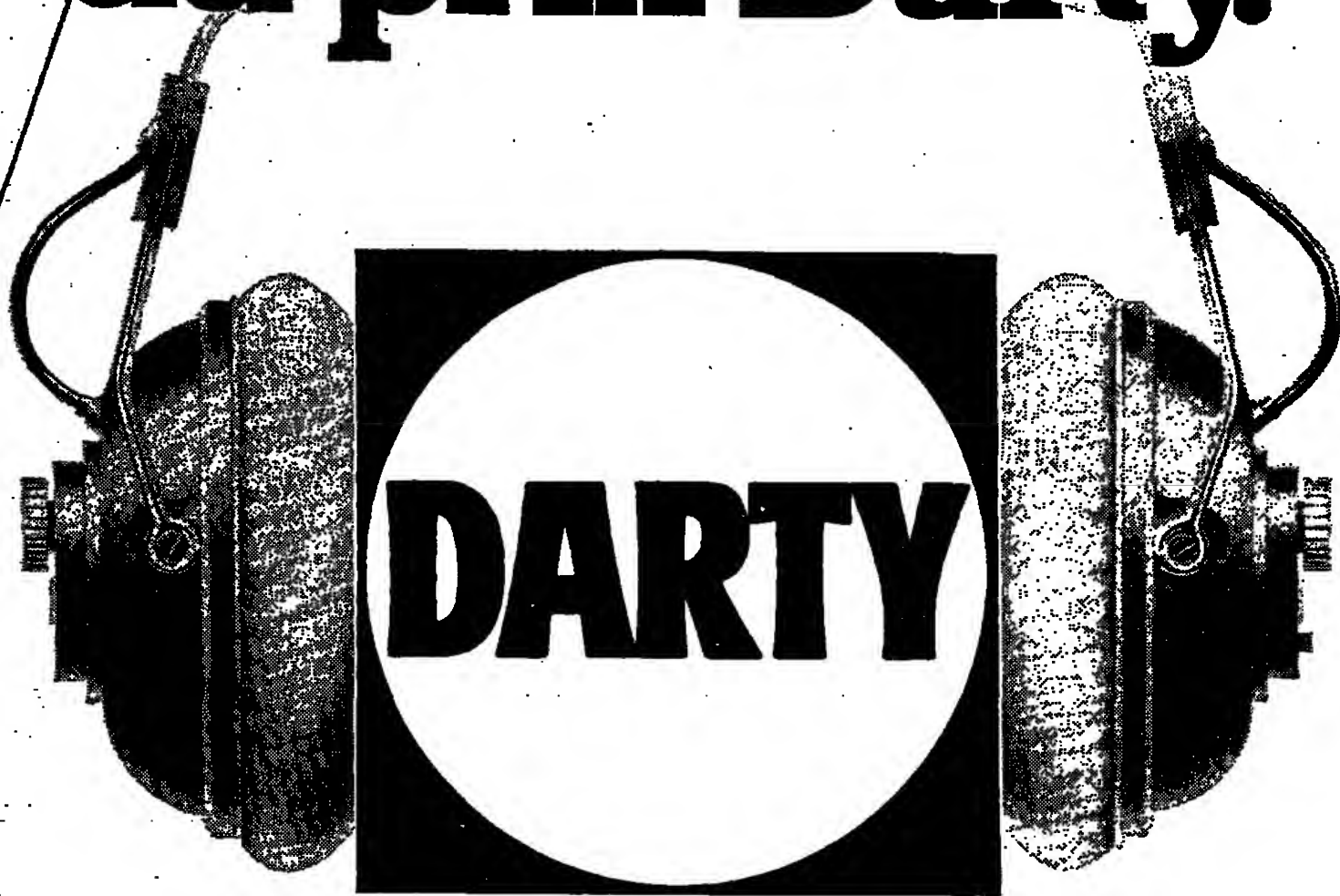


# échecs N° 840

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ



# Les grands de la Hi-Fi au prix Darty.



Quelques exemples de chaînes\* au prix Darty:  
les prix les plus bas, garantis par le remboursement de la différence.

<b>1670 F</b> AKAI Platine tourne-disque APB 10. AKAI Ampl. AM 2250 2 x 25 Watts. DYNAMIC SPEAKER Encastres DS 30 3 voies 30 Watts.	<b>2030 F</b> GARRARD Platine tourne-disque GT 20. TECHNICS Ampl. SU 8011 2 x 25 Watts. SIARE Encastres BX 30 2 voies 30 Watts.	<b>2150 F</b> PIONEER Platine tourne-disque PL 512. KENWOOD Ampl. KA 2090 L 2 x 16 Watts, GO-MF.	<b>2530 F</b> AKAI Platine tourne-disque APB 10. AKAI Ampl. KA 300 2 x 20 Watts. TECHNICS Platine K7 RS M6 avec DOLBY DYNAMIC SPEAKER Encastres DS 30 2 voies - 30 Watts.
<b>2590 F</b> TECHNICS Platine tourne-disque SL 92. SONY Ampl. TAF 30 2 x 30 Watts. WHARFEDALE Encastres Linkon XP 2 35 Watts.	<b>3060 F</b> AKAI Platine tourne-disque AP 100. KENWOOD Ampl. KA 3700 2 x 25 Watts. AKAI Platine K7 CS 703 D avec DOLBY. SONY Encastres SS 2030 3 voies - 30 Watts.	<b>3455 F</b> HITACHI Platine tourne-disque HT 324. SANSUI Ampl. AU 117 - 2 x 15 Watts. SANSUI Platine K7 SC 110 avec DOLBY. SIARE Encastres BX 30 2 voies - 30 Watts. AMCO Meuble de rangement D 1 D.	<b>3680 F</b> HITACHI Platine tourne-disque HT 356 Q. HITACHI Ampl. HA 3500 2 x 30 Watts. HITACHI Tuner FT 4000 L PO-GO-MF. SCOTT Encastres S 176 B 2 voies - 40 Watts.
<b>3950 F</b> GRUNDIG Chaine cassette 19C 200 B 2 x 24 Watts - PO-GO-OC-MF 7 actions MF pré-réglobales platine K7 avec fondus enchaînés sonore - platine tourne-disque automatique à couteau. KENWOOD Encastres LSK 200 B 2 voies 40 Watts.	<b>4280 F</b> PIONEER Platine tourne-disque PL 200 X. PIONEER Ampl. SA 706 2 x 50 Watts. 3A Encastres Auditorat 3 voies 60 Watts.	<b>4950 F</b> SCOTT Platine tourne-disque PS 17 A. SCOTT Ampl. 410 A - 2 x 30 Watts. SCOTT Platine K7 610 D avec DOLBY. SCOTT Tuner 510 TL, PO-GO-MF. SCOTT Encastres S 176 B 2 voies - 40 Watts. SCOTT Meuble Omega.	<b>5120 F</b> AKAI Platine tourne-disque AP 206. TECHNICS Ampl. SU 8044 2 x 38 Watts. TECHNICS Platine K7 RSM 17 avec DOLBY. 3A Encastres Apogée 2 voies - 50 Watts.
<b>5550 F</b> HITACHI Platine tourne-disque HT 324. HITACHI Ampl. HA M2 de puissance 2 x 20 Watts. HITACHI Pré-ampl. tuner FT M6 PO-GO-MF. HITACHI Platine K7 DM 2 avec DOLBY. TECHNICS Encastres SBX 1 2 voies 30 Watts.	<b>5660 F</b> KENWOOD Platine tourne-disque KD 1500. KENWOOD Ampl. KA 305 - 2 x 40 Watts. KENWOOD Tuner KT 313, GO-MF. KENWOOD Platine K7 KX 550 avec DOLBY. KENWOOD Encastres LSK 400 B 60 Watts.	<b>5890 F</b> SONY Platine tourne-disque PST 15. SONY Ampl. TAF 5 A 2 x 70 Watts. TECHNICS Platine K7 ISM 7 avec DOLBY. CELESTION Encastres CS 5 3 voies 80 Watts.	<b>6120 F</b> HITACHI Platine tourne-disque HT 356 Q. HITACHI Ampl. AU 317 MK II 2 x 60 Watts. SANSUI Tuner TU 317 PO-MF. 3A Encastres Auditorat 3 voies 60 Watts.
<b>7550 F</b> TECHNICS Platine tourne-disque SL D2. SCOTT Ampl. 460 A 2 x 70 Watts cassable en 2 x 50 Watts. SCOTT Tuner 530 TL, PO-GO-MF. SCOTT Platine K7 670 D avec DOLBY. SIARE Encastres Sigma 200 3 voies 70 Watts.	<b>8295 F</b> AKAI Platine tourne-disque AP 307. A.D.C. Cellule QLM 30. TECHNICS Ampl. tuner SU/ST 8080. WHARFEDALE Encastres E 70 3 voies 100 Watts.	<b>8430 F</b> MARANTZ Platine tourne-disque 6170. MARANTZ Ampl. 1090 - 2 x 45 Watts. MARANTZ Platine K7 5010 B avec DOLBY. MARANTZ Tuner 2100 L, PO-GO-MF. MARANTZ Meuble de rangement DC 10 L. MARTIN Encastres Gamma 312 X 3 voies - 65 Watts.	<b>9520 F</b> TECHNICS Platine tourne-disque SL Q 3. PICKERING Cellule SE 1. KENWOOD Ampl. KA 501 2 x 45 Watts. AKAI Platine K7 auto-reverse avec DOLBY CS 732 D. CABASSE Encastres Sampson Léger M 16 3 voies - 70 Watts.

Offrez-vous votre chaîne des aujourd'hui avec 20%  
du prix Darty. Le solde payable sans frais le 5 janvier 1980.

PARIS - 8<sup>e</sup> : Darty-sous-la-Madeleine, Parking place de la Madeleine.  
Tél. 285.84.71.  
11<sup>e</sup> : 25 à 35, boulevard de Belleville. Tél. 357.72.10.  
13<sup>e</sup> : 168, avenue de Choisy. Tél. 585.80.31.  
14<sup>e</sup> : Centre Commercial Galva-Montparnasse, 80, avenue du Maine.  
Tél. 540.53.31.  
15<sup>e</sup> : Front de Seine, Centre Commercial Beaugrenelle, 71, quai de Grenelle.  
Tél. 575.62.85.  
18<sup>e</sup> : 128, avenue de Saint-Ouen, Tél. 229.02.41.  
RÉGION PARISIENNE - 78-Orgeval : Centre Commercial "Art de Vivre".  
Sortie Poissy - Autoroute de l'Ouest. Tél. 975.79.00.  
78-Parly 2 : Centre Commercial parly 2 (Le Chesnay). Tél. 955.25.26.

91-Les Ulis 2 : Centre Régional "Les Ulis 2". Tél. 907.54.78.  
91-Morsang-sur-Orge : Autoroute du Sud, Sortie Savigny.  
Direction Sainte-Geneviève-des-Bois, Route de Corbeil. Tél. 015.93.29.  
92-Asnières : Carrefour des 4-Routes, 384 avenue d'Argenteuil. RN 309.  
Tél. 790.45.46.  
92-Châtillon : 151, avenue Marcel-Cachin. RN 306. Tél. 658.87.00.  
92-Cuteaux : Parvis de La Défense, A côté du C.N.I.T. Tél. 773.82.10.  
93-Bagnolet : Porte de Bagnolet, Au pied du Novotel. Tél. 858.91.16.  
93-Bondy : 123-155, avenue Gallieni, RN 3. Tél. 847.20.00.  
93-Aubervilliers : Centre Pariféric, Porte de la Villette.  
6 bis, rue Emile-Reynaud. Tél. 834.07.29.  
93-Noisy-le-Grand : Centre Commercial "Les Arcades". Tél. 304.98.10.

93-Pierrefitte : 102-114, avenue Lénine. RN 1. Tél. 826.21.28.  
94-Champigny : 10-12, avenue Roger-Salengro, La Fourchette. RN 4.  
Tél. 283.62.53.  
94-Créteil : Centre Régional "Créteil Soleil". Tél. 898.14.12.  
94-Thiais-Frugis : Centre Régional "Belle Épine". RN 7. Tél. 687.24.84.  
95-Cergy-Pontoise : Centre Régional "3-Fontaines". Tél. 030.44.63.  
OISE - 60-Beauvais : Centre Commercial "Le Franc Marché".  
2 à 4, place du Franc Marché. Tél. 16-4-448.48.33.  
60-Creil : Centre Commercial de Creil-Nogent, 10, avenue de l'Europe.  
Tél. 16-4-455.41.88.  
MARNE - 51-Reims : Reims-Tinqueux : Zone artisanale du Moulin de l'Écaille.  
Route de Dormans. Tél. 16-26-08.09.83.

\*Les prix des chaînes mentionnées sont des prix garantis jusqu'au 29 novembre 1979 ; offres valables dans les magasins Darty de Paris, région parisienne, Oise et Marne.

محذون الأصل



## JUSTICE

## Dans la Haute-Saône

## Une nouvelle condamnation pour la pharmacienne qui refuse de vendre des produits contraceptifs

Le marathon judiciaire de la pharmacienne de Marnay (Haute-Saône) qui refuse, en raison de ses convictions, de vendre des produits contraceptifs, n'est pas près de s'achever. Jeudi 22 novembre, elle a été condamnée, nous indique notre correspondant André Moissé, à une amende de 600 F par le tribunal correctionnel de Vesoul, mais a décidé de faire appel de ce jugement. Le même jour la Cour de cassation a cassé un arrêt de la cour d'appel de Dijon, la condamnant pour un refus de vente antérieur. Elle devra être rejuguée, pour cette affaire, par la cour d'appel de Lyon.

Le tribunal correctionnel de Vesoul, présidé par M. Daniel Clerget, a condamné jeudi 22 novembre à 600 francs d'amende la pharmacienne de Marnay (Haute-Saône), Mme Germaine Demolombe-Klotz, qui refuse, en raison de ses convictions, de vendre des produits contraceptifs. Mme Demolombe-Klotz devra en outre verser le franc symbolique de dommages et intérêts aux deux parties civiles qui, pour la première fois dans un procès de ce genre, réclamaient réparation : Mme Jacqueline Pouquet, institutrice à Aulieu (Haute-Saône), la plaignante, et le Mouvement français pour le planning familial, dont le tribunal a souligné « l'utilité publique » et reconnu qu'il avait subi un « préjudice direct » (1).

Les juges s'appuient sur l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix et au ravitaillement pour retenir le délit de refus de vente, d'autant plus applicable aux pharmaciens que ceux-ci tiennent un « commerce très particulier, organisé, réglementé », et qu'ils ont le monopole légal de la vente « sans véritable clause de conscience ».

Le tribunal reconnaît enfin « de très larges circonstances atténuantes » à Mme Demolombe, « en égard à la motivation de son geste, qui s'inscrit dans une lutte qu'elle croit juste ».

La pharmacienne a pourtant annoncé son intention de faire appel de cette décision.

## L'arrêt de la Cour suprême

Déjà condamnée, le 12 janvier, par la cour d'appel de Dijon, à 500 F d'amende — toujours pour refus de vente de contraceptifs — Mme Demolombe-Klotz devra être rejuguée par la cour de Lyon. La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Pierre Mougin, a, en effet, cassé l'arrêt de la cour de Dijon (2), sans toutefois statuer sur le point de savoir si la cour d'appel avait eu raison de reprocher à la prévenue de ne pas s'être mise « à la disposition de sa cliente » pour commander des

produits qu'elle n'avait pas en stock.

Sur rapport de M. Paul Monzein, conseiller, la Cour suprême a fait droit à l'argumentation de Mme Hennuyer, qui soutenait le pourvoi, et de M. Dollin, avocat général en déclarant : « L'insuffisance de la prescription d'une spécialité contenant une substance inscrite au tableau A est tenue de la signer, de mentionner libellément son nom et son adresse, ainsi que le mode d'emploi du médicament et le nombre d'unités thérapeutiques (...), bien que l'ordonnance ne précise pas le nombre de boîtes du médicament à délivrer et n'indique pas en toutes lettres la quantité de médicament qui doit être administrée à chaque prise, les juges du second degré n'en ont pas moins déduit que le nombre des unités thérapeutiques apparaît bien défini et conduit à la régularité de la prescription qui avait été faite sous la forme coutumière. Mais par ces énonciations, qui ne relèvent pas le nombre des unités thérapeutiques prescrites pour un traitement d'une durée de six mois, la cour d'appel a méconnu le sens et la portée de l'article R 5185 du Code de la santé et n'a pas donné une base légale à sa décision (...) ».

(1) Le Monde du 6 octobre.  
(2) Le Monde daté 14-15 janvier.

## APRÈS UNE SÉQUESTRATION À NANTES

Deux délégués d'entreprise et deux délégués syndicaux C.G.T. et C.F.D.T. des établissements Guillaudard (1500 salariés) de Nantes (Loire-Atlantique) ont été inculpés, mercredi 21 novembre, de séquestration de personnes. Au mois de mai dernier, lors d'une grève déclenchée après un accident du travail au cours duquel une femme avait eu une main broyée par une presse, les ouvriers avaient retenu pendant plusieurs jours deux administrateurs de la société.

## Condamnation d'un ouvrier obstiné

Le tribunal correctionnel de Dole (Jura) a condamné, mercredi 21 novembre, à trois mois d'emprisonnement avec sursis et cinq mille francs de dommages et intérêts, un ouvrier d'une entreprise de la ville, la « Société nouvelle Idéal standard » (S.N.I.S.), qui, bien que licencié, continue à se rendre à son travail. Ouvrier modèle sur place, M. Pierre Souiller, délégué syndical C.G.T. et conseiller municipal communiste de Dole, a été reconnu coupable de « violation de domicile ». Depuis le 6 avril, il reprenait chaque matin son poste de travail, bien que l'accès de l'entreprise lui ait été interdit (Le Monde du 24 avril).

M. Souiller avait été licencié en février 1977 pour avoir fait disparaître un chronomètre destiné à mesurer le temps de travail des ouvriers. D'abord refusé par l'inspection du travail, son licenciement avait été accepté, le 4 avril, par le ministère du travail. Le tribunal correctionnel de Dole avait également astreint M. Souiller, par une ordonnance prise le 10 avril, à verser une amende de 100 francs par jour de « travail illégal ». Devant l'obstination de l'ouvrier, le tribunal avait porté cette amende à 500 francs.

## FAITS ET JUGEMENTS

## Le licenciement abusif de l'organiste de la Madeleine

Le tribunal d'instance du huitième arrondissement de Paris a condamné, mardi 20 novembre, le chanoine Marcel Thorel, curé de l'église de la Madeleine, à verser 10 240 francs d'amende, et 30 000 francs de dommages-intérêts pour le licenciement, jugé abusif, de Mme Odile Pierre, son ancienne organiste (Le Monde du 28 juin).

M. Marie Cottinet, conseil de l'artiste, avait fait valoir que sa cliente avait été congédiée lorsqu'elle avait demandé à son employeur la déclaration intégrale de ses salaires à l'Union de recouvrement de la Sécurité sociale, et avait émis des réserves au sujet des travaux de restauration effectués il y a quelques années sur les orgues.

Au nom du chanoine Thorel, M. Roger Cédé avait essayé de convaincre le président que Mme Pierre s'était absentée à diverses reprises sans motif légitime et que son jeu, pendant les offices, manquait parfois de coordination avec la liturgie.

## Le grand blond et les préposés(e)s

« Un grand blond » : c'est la sorte que les préposés — et surtout les préposées — des P.T.T. victimes, durant ces dernières semaines, d'un agresseur aussi rapide qu'efface, en brossaient le signalement. Dans l'après-midi du 21 novembre, un homme jeune et très blond mesurant 1 m 92 achetait des fleurs dans une boutique de la rue Lamblardie, dans le douzième arrondissement. Mais il n'avait pas pris la précaution de se débarrasser, avant de sortir de sa poche une liasse de billets, de la bague de papier à la marque des P.T.T. qui l'entourait. Des policiers de la quatrième brigade territoriale avaient observé la scène, et M. Marcel Fabre, vingt et un ans, originaire de Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), allié, être apprenant le soir même à son domicile de la rue Etienne-Marcel, à Pantin.

Il se trouvait avec l'un de ses amis qui l'accompagnait, lui servant de chauffeur. La technique était simple : lorsqu'ils avisaient un préposé, M. Fabre bondissait, braquait sur lui un pistolet d'alarme, s'emparait de sa sacoche et la voiture démarrait. On estime à quelque 200 000 francs le montant total de la quarantaine de vols ainsi commis.

## Les interruptions de grossesse à la clinique La Pergola

M. Guy Joly, juge d'instruction à Paris, chargé du dossier des interruptions de grossesse pratiquées dans des conditions irrégulières à la clinique La Pergola à Paris, rue d'Oran, a fait écrouer, jeudi 22 novembre, pour interruptions illégales (loi du 11 janvier 1975 et art. 317 du code pénal), le P.-D.G. de la société exploitant l'établissement, le docteur Aimé Marchand, cinquante-quatre ans. Celui-ci conteste formellement les faits qui lui sont imputés.

● *Concours truqués.* — M. Jean-François Roudé, juge d'instruction au tribunal de Marseille, a inculpé, le 11 novembre, d'infraction à la législation sur les courses M. Georges Feuch, cinquante-quatre ans, entraîneur, et M. Edmond Corbat, vingt-quatre ans, jockey. Tous deux ont été laissés en liberté. M. Georges Feuch est le troisième entraîneur — après MM. Lucien Poirard et Adolphe Rosso — inculpé dans l'enquête sur le déroulement des courses de galop dans la région du Sud-Est (Le Monde daté 11-9 novembre).

## CORRESPONDANCE

## Une lettre de M. Robert Aries

Usant du droit de réponse, M. Robert Aries nous écrit :

L'article publié dans le Monde du 29 septembre et relatant l'audience de la 13<sup>e</sup> chambre du tribunal de Paris du 23 septembre me met en cause sous le titre : « Un ingénieur chimiste poursuivi pour chantage envers un laboratoire pharmaceutique ».

Votre collaborateur a indiqué que le débat de fond sur les prix de composants pharmaceutiques sur le marché français n'a pas eu lieu, comme cela était prévu, depuis le début de l'audience.

En réalité, votre collaborateur n'a rendu compte que de la première audience du procès qui m'oppose à la firme Boehringer, et entendus les avocats de cette société et le ministère public, mais n'a pas rendu compte de l'audience du 3 octobre, au cours de laquelle mon avocat a présenté ma défense. J'avais fait citer à la première audience un certain nombre de témoins et, en particulier, le responsable qui intervenait dans le

circuit de fabrication et commercialisation du dipyrindol, principe actif de la Persantine, permettant à la firme Boehringer de vendre ce produit sur le marché français à des prix inférieurs trop élevés. Les témoins ne sont pas venus. Si le débat a été ainsi réduit dans la première phase du procès, ce n'est pas mon fait, mais celui de mes adversaires.

Les conclusions de procédure qu'a déposées mon avocat, M. Leclerc, n'ont pas été rejetées, mais seront jugées avec le fond du procès.

Une autre audience a eu lieu le 3 octobre au cours de laquelle mon avocat a, d'autre part, refusé la thèse selon laquelle mon offre du dipyrindol pouvait être liée à la société Dynachim. Il a démontré que non seulement je ne m'étais livré à aucun chantage, mais que la société Boehringer, tout en feignant d'engager des pourparlers mais inquiète de voir mis en cause un système qui lui assurait de profits considérables, avait tenté par une plainte en chantage, sans fondement, de m'éliminer du marché.

## FAITS DIVERS

## DANS LA MEUSE

## Dix chasseurs sont poursuivis pour infraction au code rural

Les esthètes et les « viandards »

De notre envoyé spécial

Bar-le-Duc. — Quand la saison venait, c'était un rite. Les actionnaires de la société de chasse du lieudit Sablaumont décrochaient leur fusil de râteau, prenaient le volant et partaient « faire un carton » dans la forêt domaniale d'Evaux, au sud de la Meuse. Le « carton » de ces messieurs, c'était du chevreuil, brocard (mâle) ou chevrette (femelle), au mépris du règlement, qu'importe... Des détails ? Quatre bêtes tombèrent durant la campagne 1978-1979, huit en 1977-1978, quatre (encore) à la dernière ouverture. L'abattage terminé, on laissait les bêtes sur leur lit de feuilles mortes et la nuit tombée, l'on revenait.

Le 13 novembre, sans crier gare, un groupe spécialisé de la gendarmerie et des gardes fédéraux de l'Office national de la chasse (ONC) ont arrêté les dix chasseurs-bracconniers, qui ont reconnu les faits. Les gendarmes ont découvert des réfrigérateurs pleins de cuissots de chevreuil. Dans la foule, ils ont saisi huit voitures et dix armes (carabines et fusils) et verbalisé cent trois infractions. Révélé huit jours plus tard par le quotidien régional l'Est républicain, ce fait divers est devenu une affaire, car ces chasseurs braconniers, c'est entendu, mais surtout, ces « viandards » condamneraient la « viandagerie » au nom de la fameuse dégradation des populations de gibier.

Parmi eux, M. Daniel Lescroart, vingt-sept ans, employé à Bar-le-Duc, est, en effet, garde particulier — assermenté devant le tribunal — de la Société barleienne de chasse ; M. Claude Renaud, quarante-deux ans, chef d'équipe à Bar-le-Duc, idem ; M. Josy Rizzotto, trente-cinq ans, contremaitre, est pour sa part, le président « zélé » de l'un des trois groupements d'intérêt cynégétique de la Meuse, celui de Revigny-sur-Ormain.

Si l'on se réfère aux codes, textes et règlements en vigueur, on constate que, dès le 30 juillet 1963, pour remédier au flou existant, la loi n° 83-753 a prévu « (...) chaque année, dans les départements intéressés, un plan de chasse du grand gibier (...) » (article 373 du code rural). En clair, depuis 1963, la Meuse est dotée chaque année, par arrêté préfectoral, d'une véritable charte en matière cynégétique. Tant de carib, tant de biches, tant de chevreuils peuvent être « tirés » dans tel ou tel massif forestier, dit le plan ; tant de « fusils » ont le droit de chasser sur telle ou telle adjudication. Le décret du 12 juin 1972 — dans l'appendice chassé du code rural — prévoit des amendes de 1 000 à 2 000 francs et des peines d'emprisonnement de six jours à deux mois pour les événements contravenants.

Par chance, la Meuse ne fait pas tout à fait le malheur des chasseurs de gibier. Département rural, on y compte environ 10 000 chevreuils. Le fameux plan accordé depuis plusieurs années le « tir » de quelque 2 300 têtes par saison. Cette relative richesse n'est pas suffisante

au regard des 8 500 fusils départementaux, sans compter la trasson des fusils extérieurs. On comprend, dans ces conditions (2 300 chevreuils pour 8 500 chasseurs licenciés), que la fédération et les groupements d'intérêt cynégétique, comme partout en France, plaident la mesure et l'autodiscipline auprès des chasseurs. Les quatorze gardes fédéraux de l'Office national de la chasse et les six gardes des brigades départementales ne peuvent, en effet, veiller sur 200 000 hectares de bois et forêts.

Outre la rareté du gibier « libre » d'être chassé, se pose aussi un délicat problème financier. Le prix de la location d'un terrain de chasse dans la Meuse est en effet tel qu'il porte le coût du chevreuil à 5 000 francs. Relativité des choses : le même chevreuil vaut 500 francs à Rungis, note M. Jean Jekens, président de la fédération départementale des chasseurs de la Meuse, et vice-président de la région cynégétique de l'Est.

Pour les sept actionnaires de la société de chasse du lieudit Sablaumont, le coût des choses était tout de même plus doux. Leur location s'élevait à 3 700 francs et le plan de chasse leur autorisant un seul chevreuil, le calcul est simple. Mais sans doute celui-ci les rendait-ils encore moroses. Ils en voulaient plus, toujours plus. C'est ainsi que l'unique bracelet de marquage muni d'un scellé que leur remettait la direction départementale de l'agriculture, à chaque ouverture de la chasse, servait et sert encore, glissé entre le tendon et l'os de la patte des chevreuils, jamais fermé.

Peut-on comprendre ? On peut, en tout cas, essayer d'expliquer. M. André Lejaille, président de la société barleienne de chasse, qui chassait pour marcher et respirer, et qui se chassait plus, raconte : « A la chasse, qu'on vous dise, il y en a qui sont fanatiques. Ils ne peuvent pas voir passer du gibier sans appuyer sur la détente. C'est plus fort qu'eux ! On a beau le leur dire ! » M. Jacquelin, maire de Saint-Joire, commune où les délits ont été commis, ne chasse pas non plus, mais il connaît la musique. L'association communale de chasse agréée du village est forte de 21 fusils. Ainsi dit-il, primo, que c'est « tenter le diable de laisser les gens se promener avec un fusil », deuxio que les chasseurs coupables sont « en condition modeste et qu'ils entendent rentrer sans leurs fusils », et tertio, que l'opinion des gens de la campagne est que l'on fait beaucoup de bruit pour pas grand-chose.

Pour M. Jekens, il y a chasseur et chasseur. Les bons et les mauvais. Les esthètes, dont le plaisir est de marcher, de voir le gibier, et les « viandards » pour qui le plaisir consiste à tuer, et à contempler le sang. Les fédérations gèreraient, semble-t-il, mettre les seconds hors d'état de nuire. Voulez-vous ?

Procès le 19 décembre.

LAURENT GRELSAMER.

**Essayez. Adoptez. Et partez sans payer Citroën Visa.**

Voulez-vous découvrir une fantastique petite voiture? Alors venez essayer la Visa chez votre Concessionnaire Citroën du 12 au 30 novembre.

Vous la trouverez étonnante, surprenante, époustouflante. Vous goûterez le plaisir de conduire une voiture qui est faite pour séduire.

Quand elle vous aura subjugué et convaincu, installez-vous au volant de votre Visa et partez, sans payer, mais oui, sans payer! Jusqu'au 30 novembre avec Ecoplan location longue durée, sous réserve d'acceptation du dossier, il n'y a pas de dépôt de garantie, et la 1<sup>re</sup> des 47 mensualités n'intervient qu'au bout d'un mois. Vous ne versez le 1<sup>er</sup> loyer de 695 F qu'un mois après.

N'hésitez plus. Si vous voulez changer de voiture, retrouver le plaisir de conduire, allez chez Citroën et demandez un essai, vous aurez tout à gagner.

**ECOPLAN**  
LOCATION LONGUE DURÉE

Actes mensuels 1980	Prix clés en main Tant n° 137 du 1/7/79	Loyer à la livraison	Loyer forfaitaire sur 47 mois	Valeur de l'achat en fin de contrat
Visa Spécial	24 800 F	NUL	695 F	4 900 F

Coût total option d'achat comprise au bout de 4 ans : 37 596,80 F  
Location avec promesse de vente sous réserve d'acceptation du dossier + carte grise.  
Conditions offertes notamment par C.I.S.C.I.C.



CITROËN et TOTAL

هكذا من الأصل



## RELIGION

### Jean-Paul II place son voyage en Turquie sous le signe de l'unité des Églises d'Orient et d'Occident

Les détails concernant la visite surprise que Jean-Paul II doit faire au patriarche Dimitrios I<sup>er</sup> de Constantinople, du 28 au 30 novembre, se précisent peu à peu. L'escalade à Ankara, où le pape arrivera dans l'après-midi du mercredi 28 novembre, sera plus importante que prévu initialement puisque, au lieu de s'y arrêter seulement pour saluer les représentants du gouvernement turc, Jean-Paul II passera la nuit dans la capitale, dans une résidence du domaine présidentiel. Il sera accueilli par le président Fahri Korutürk, « selon les hon-

neurs rendus aux chefs d'État », a précisé le ministre turc des affaires étrangères.

Le 29 novembre, le pape se rendra à Istanbul, où il rencontrera le patriarche œcuménique, puis le lendemain il visitera Ephèse, près d'Izmir, pour y célébrer une messe dans le sanctuaire de la Vierge, invoquée sous le titre de « Theotokos » (mère de Dieu), définition promulguée en 431, au concile œcuménique d'Ephèse. Le pape regagnera Rome dans la soirée.

En rendant publique sa décision de rencontrer le chef spirituel de quelque deux cents millions de chrétiens orthodoxes — puisque le patriarche de Constantinople jouit d'un primat d'honneur — Jean-Paul II a déclaré : « Je souhaite que mon voyage en Turquie rappelle à tous les catholiques le devoir sacré d'œuvrer pour l'unité des Églises d'Orient et d'Occident, séparées depuis le grand schisme du onzième siècle. »

Jean-Paul II se place ainsi dans le sillage de Paul VI, qui avait rendu visite au patriarche Athénagoras à Istanbul en juillet 1967, avant de recevoir celui-ci à Rome en octobre de la même année. Trois ans auparavant, en janvier 1964, le pape et le patriarche s'étaient rencontrés une première fois à Jérusalem, avant de lever simultanément l'anathème sur les anathèmes que leurs lointains prédécesseurs, le pape et le patriarche Michel Cérulaire, avaient lancés en 1054, et qui furent à l'origine du schisme entre Orient et Occident.

Depuis cette date, les relations entre les Églises catholique et orthodoxe ont été le plus souvent tendues. Sur le plan doctrinal, les principales différences qui séparent le catholicisme de l'orthodoxie sont le dogme de l'infailibilité pontificale, promulgué en 1870 par le concile Vatican I, et celui de l'Immaculée Conception de la Vierge en 1854. En outre, d'autres controverses théologiques, telles que la « procession » du Saint-Esprit (1) et le mode de consécration de l'eucharistie, semblent ne plus tellement faire problème.

L'obstacle dogmatique le plus sérieux demeure l'infailibilité pontificale. Comme l'écrivait le même Mgr Méliès, exarque du patriarcat de Jérusalem : « Le dogme de 1870 donne à l'Église infailibilité aux promulgations pontificales faites ex cathedra : il établit la juridiction immédiate et universelle du pape sur tous les fidèles. Dans l'orthodoxie, non seulement l'infail-

libilité est vigoureusement affirmée, mais elle est rendue comme diffuse dans toutes les interventions du souverain pontife, même celles qui ne sont pas faites ex cathedra. Cette ambiguïté des décisions conciliaires a permis, on le sait, dans la mise en œuvre par Paul VI de l'institution synodale (1963). Pour les orthodoxes, le pape, un tant qu'évêque de Rome, est appelé à « présider la charité », selon l'expression de saint Ignace d'Antioche.

Mais, depuis le dernier concile, qui voit en l'Église orthodoxe — et par la suite l'Église anglicane — des « Églises-sœurs », le climat a changé. Notamment grâce aux rencontres entre Paul VI et Athénagoras. Le successeur de celui-ci, Dimitrios I<sup>er</sup>, obtient l'accord de toutes les Églises orthodoxes pour qu'une commission théologique mixte, mise en place par les deux Églises, engage un dialogue sur le fond. Les membres de cette commission se sont déjà réunis séparément pour préparer le travail commun qui portera d'abord sur les sacrements. C'est à cela que Jean-Paul II faisait allusion lorsqu'il a dit : « L'Église catholique est à la veille d'engager un dialogue théologique avec les nombreuses Églises orthodoxes afin de surmonter les divergences qui existent entre elles. »

Reste le problème le plus épineux, puisqu'il touche à la politique et à la juridiction, celui des Églises « uniates » : c'est-à-dire, des Églises de rite orthodoxe rattachées à Rome. La récente lettre de Jean-Paul II au cardinal Joseph Slipyj (le Monde du 11 août) a ravivé le sujet. Là où Paul VI s'acheminait vers une politique de « la page tournée », en acceptant l'état actuel des alliances religieuses et en continuant le dialogue avec l'orthodoxie sur un pied d'égalité, Jean-Paul II semble vouloir rouvrir la polémique et soulever le retour des orthodoxes uniates (ex-« uniates ») au sein de l'Église catholique.

C'est, en tout cas, l'interpréta-

tion qu'en a donnée le patriarche de Moscou. Dans une lettre envoyée le 4 septembre dernier, par le métropolite Juvenaly, président du département des affaires extérieures du patriarcat de Moscou, au cardinal Willebrands, président du secrétariat romain pour l'unité des chrétiens, le prélat russe écrit : « On est frappé par le fait que cette lettre (de Jean-Paul II au cardinal Slipyj) semble en contradiction avec l'esprit des décisions du II<sup>e</sup> Concile du Vatican, lorsqu'il traite des relations avec les Églises orientales. »

Dans sa réponse, le cardinal Willebrands écrit : « Le Saint-Père n'avait pas l'intention d'exprimer (dans cette lettre) sa pensée sur les relations entre l'Église de Rome et les Églises orthodoxes. Sur ce sujet, dès son élection au siège de Rome, le pape Jean-Paul II s'est exprimé clairement en affirmant sa volonté de continuer les efforts en vue d'approfondir les relations de prière, d'études, de respect mutuel et d'amour fraternel entre nos Églises afin d'arriver à cette pleine communion ecclésiale qui est la volonté du Seigneur de l'Église. »

ALAIN WOODROW.

(1) L'Église latine a introduit dans le Credo de Nicée-Constantinople l'affirmation selon laquelle le Saint-Esprit procède du Père « et du Fils (Filioque) », alors que l'Église orthodoxe préfère la formule plus ancienne : le Saint-Esprit procède du Père « par le Fils ».

## ÉDUCATION

### M. BEULLAC VISITE UNE ÉCOLE PRIVÉE A MARSEILLE

### « Il y en a assez des guerres de religion »

Marseille. — M. Christian Beullac, ministre de l'Éducation, a fait le point jeudi 22 novembre lors d'une visite — faite en compagnie de Mgr Roger Etchegaray, archevêque de Marseille — dans un collège catholique de jeunes filles de Marseille (l'Institution de la Sainte-Trinité, dirigée par la congrégation des religieuses trinitaires), sur les mesures prises par

le gouvernement pour l'application de la loi Guernier sur l'enseignement privé.

Votée le 25 novembre 1977, cette loi, qui tend à l'égalisation des situations entre les enseignants des établissements publics et ceux des établissements privés sous contrat, a déjà été suivie de onze décrets d'application.

#### De notre correspondant régional

La part incombant à l'employeur, (...) ce qui devrait sensiblement améliorer la situation financière des établissements.

Le ministre a enfin souligné le « climat de loyauté » dans lequel s'applique la loi Guernier en rappelant que l'enseignement privé sous contrat — qui compte cent mille enseignants et deux millions d'élèves — était « complémentaire et non plus concurrentiel » de l'enseignement public. « En venant ici, a-t-il déclaré, j'ai voulu prouver qu'il y en avait assez des guerres de religion. Je me suis personnellement une vocation de rassembleur. »

Les déclarations de M. Beullac ont trouvé un écho favorable auprès de Mgr Etchegaray, présent à la manifestation aux côtés des deux députés de la ma-

rité des Bouches-du-Rhône, MM. Jean-Claude Gaudin (P.R.), vice-président de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, et Joseph Comiti (R.P.R.). « Nous n'avons jamais demandé de faveurs ni de privilèges, a notamment affirmé Mgr Etchegaray, et nous n'avons donc jamais eu de complètes de solliciteurs ou de mendicants. Nous espérons seulement un peu de justice et nous constatons avec satisfaction qu'un long chemin a déjà été parcouru dans cette voie. »

La venue de M. Beullac à Marseille, où il a aussi visité une école publique accueillant en majorité des immigrés, avait suscité de nombreuses réactions défavorables, notamment celles du Syndicat national des enseignants de second degré (SNES), de l'U.D.-C.G.T. et du Syndicat de l'enseignement technique (SNEPT-C.G.T.).

GUY PORTE.

### Gouters interdits dans les écoles maternelles

### Ventres affamés...

Les enfants des écoles maternelles d'un secteur proche de Toulouse ne peuvent plus prendre leur goûter pendant les heures de classe. L'inspection départementale de l'éducation nationale de Rieux (Haute-Garonne) estime que cela occupe trop de temps, au détriment des autres activités pédagogiques. L'inspection d'académie a confirmé cette décision, qui s'applique aux enfants de deux à six ans d'une trentaine d'écoles, en ajoutant que ces goûters sont trop souvent prétexte à des excès de tristesse et à un étalage qui révèle trop d'inégalités sociales. Elle engage les institutions à chercher le moyen de faire du goûter une activité véritablement éducative : « se déclarer favorable à la distribution de lait aux enfants comme cela est organisé à Paris.

(Le Monde du 22 novembre) et dans plusieurs villes de France. [Celle mesure et l'émotion qu'elle a soulevée dans la région suscitent quelques remarques. Il paraît inacceptable, parce que contraire au bon sens, renforcé par l'avis de tous les spécialistes, de laisser des enfants de moins de six ans sans alimentation de 12 h. 15 (sortie de la cantine) à 17 h. 15 (entrée au gymnase à 17 heures). Pourquoi ne pas profiter de la récréation au milieu de l'après-midi pour le goûter ? Et si l'on ne veut pas mélanger le lait à l'exercice et à la collation, c'est reconnaître à celle-ci une certaine importance en elle-même : dès lors, n'a-t-elle pas sa place à l'école, et, à plus forte raison, à l'ère où le baccalauréat ne montre pas encore sa silhouette au bout de l'année ? Quant à l'argument des inégalités, et si les institutions en profitent pour inviter les enfants à partager, cela ne serait-il pas aussi, une activité éducative ? — C. V.]

La classe « sauvage » continuera à fonctionner. Les parents d'élèves du cours élémentaire première année de l'école Gabriel-Péri à Domont qui continuent à faire classe, ce vendredi 23 novembre, pour protester contre la décision de l'administration de supprimer une classe (le Monde du 23 novembre), organisent un assemblée générale le lundi 26 au matin. Ils se déclarent « mécontents et indignés » par les mesures d'intimidation de l'inspecteur d'académie.

### Une délégation russe orthodoxe à Paris

Mgr Philaret, métropolite de Minsk et de Biélorussie, en visite en France avec une délégation du patriarcat orthodoxe de Moscou, était prévu à déjeuner, le 22 novembre, de l'Association professionnelle des informateurs religieux.

Il a notamment donné des chiffres sur le nombre des étudiants en théologie en Union soviétique. L'Église orthodoxe russe compte deux académies de théologie et trois séminaires, avec un effectif de mille treize élèves et une centaine d'enseignants. En outre, neuf cents élèves suivent des cours par correspondance. « Une large place est faite aux laïcs, chargés d'assurer le service paroissial », a dit le métropolite. Et si les femmes ont un rôle énorme, pour ce qui est de la prière et

des chants, elles ne veulent à aucun prix accéder au sacerdoce. »

Interrogé sur l'arrestation récente de jeunes gens d'un séminaire « sauvage » à Moscou, Mgr Philaret a déclaré que certains jeunes avaient une attitude critique envers la hiérarchie. « C'est leur droit, a-t-il ajouté, mais nous n'avons pas de contacts avec eux et ne savons pas comment les aider. »

A propos du prochain voyage de Jean-Paul II en Turquie, le métropolite a dit que d'éventuels commentaires viendraient après la visite, mais que, « de toute manière, ce pape n'est pas le premier à se rendre à Istanbul ». Au sujet de la lettre du pape au cardinal Slipyj, en fin, le prélat a exprimé son espoir que « ce malentendu, cette maladresse, seront dissipés ».

#### La souffrance des frères

D'autre part, M. Krasnov-Lévitine, ancien diacre, et fondateur, avec le Père Gleb Yakounine (arrêté le 1<sup>er</sup> novembre par le K.G.B.) du seminaire religieux en U.R.S.S., qui vit actuellement en Bulgarie, a envoyé une lettre au cardinal François Marty, archevêque de Paris, et au métropolite Philaret de Minsk, qui ont célébré ensemble, à Paris, le 22 novembre, un office œcuménique. Dans cette lettre, il écrivait notamment : « Cela remplit de joie beaucoup de cours. (...) Cependant, une question se pose : qui va s'unir dans la prière avec qui ? Deux pontifes chrétiens. Mais, alors, ils ne peuvent rester indifférents aux souffrances de leurs frères. Votre Eminence métropolite Philaret : oublierez-vous pendant l'office divin l'ami de votre jeunesse, le prêtre Gleb Yakounine, qui languit en ce moment entre les murs de l'atroce

prison de Lefortovo ? Ou les jeunes croyants Alexandre Ogrodnikov, Vladimir Porache, Sergueï Ermolaïev, qui attendent actuellement des répressions sévères exclusivement en raison de leur dévouement pour la foi, pour leur élan vers le Christ ? Ou cette femme croyante, Tatiana Tchitchikova, qui appartenait aussi bien au peuple russe que français, ayant consacré sa vie à l'étude de l'ancienne littérature française ? Elle aussi a présent se trouve dans la cellule glissante d'une prison pour son attachement aux idées religieuses. Les oublierez-vous ? Et vous, Monseigneur archevêque de Paris, vous le représentez d'un peuple qui a toujours plaidé la cause des souffrants et des opprimés, est-il possible que vous oubliiez ces noms, que vous ne preniez pas leur défense ? »

A. W.

● RECTIFICATION. — Dans le billet « Au jour le jour » (le Monde du 23 novembre) sous le titre « Moyen Âge », il fallait lire « Phégre » (et non hégre), première date de la chronologie musulmane à partir de la fuite (hégre en arabe) de Mahomet à

Médine, en l'an 622 de l'ère chrétienne. D'autre part, le schisme de l'Église chrétienne n'était pas celui qui survint entre l'Occident et l'Orient, au XI<sup>e</sup> siècle, mais le grand schisme d'Occident (1378-1417).

## MAITRISE GESTION

- Cadres et Techniciens supérieurs de niveau Bac + 2 (toutes disciplines).
- 4 jours ouvrables/mois pendant 2 ans.
- Organisée en commun par 6 universités (centres à AMIENS, CLERMONT-FERRAND, LYON, MONTPELLIER, NICE ET PARIS).

Université PARIS - VAL-DE-MARNE  
58, avenue Didier - 94 SAINT-MAUR  
Téléphone : (1) 586-11-79 (Mme BOUCHER)

### Jusqu'au 29 décembre

Pendant toute la durée des travaux d'embellissement, La Place Clichy vous fait un cadeau exceptionnel :

20% sur toute sa collection 79 de tapis d'Orient.

Profitez dès maintenant - et en toute sécurité - de cette offre faite par un véritable spécialiste expert, portant sur une collection complète de pièces originales puisées aux meilleures sources de l'artisanat d'Orient.

Quelques exemples :

Anatolie	n° 11827	271 x 85	1.990 F	1.592 F	Ghoom	n° 11871	176 x 107	1.500 F	6.000 F
Beloutch	n° 11892	152 x 83	2.400 F	1.680 F	(Fleurs soie)	n° 11868	263 x 166	2.000 F	7.200 F
Pakistan	n° 11873	170 x 106	2.200 F	1.760 F	Andebil	n° 11833	314 x 204	12.500 F	14.800 F
Yalameh	n° 11866	146 x 109	2.900 F	2.320 F	Chinois-Pékin	n° 2878	300 x 202	10.600 F	8.480 F
Chiraz	n° 11306	160 x 127	2.700 F	2.160 F	Bidjar	n° 3087	170 x 110	13.200 F	10.560 F
Chahsovan	n° 11836	210 x 133	3.700 F	2.960 F	Bakthiar	n° 11833	314 x 204	12.500 F	14.800 F
Chirvan	n° 2782	158 x 102	3.900 F	3.120 F	Ghoom	n° 1632	252 x 156	19.000 F	15.200 F
Kachgari	n° 11904	181 x 115	4.200 F	3.360 F	(Fleurs soie)	n° 2127	326 x 194	25.000 F	28.000 F
Chinois	n° 2956	218 x 122	4.400 F	3.520 F	Kostroabad				
Tien Tsin									

## A LA PLACE CLICHY

93, rue d'Amsterdam, Paris 8<sup>e</sup> - Tél. : 387.54.20

SPECIALISTE AGRÉÉ PAR LE CLUB DÉCOUVERTE DU TAPIS D'ORIENT.

مركز الفن الإسلامي



## ÉDUCATION

### Le Syndicat des instituteurs dénonce la « politique de boutique » du patronat et de l'État

« Il n'y a plus, semble-t-il, de dialogue possible, chers nous comme ailleurs, entre le pouvoir et la rue. » A lire l'éditorial du prochain numéro de l'École libératrice, organe hebdomadaire du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collèges (SNT-P.E.G.C.), les relations se tendent entre le syndicat et le gouvernement.

Le mercredi 28 novembre, six rassemblements régionaux sont prévus à Beauvais, Besançon, Dijon, Perpignan, Rouen et Toulon, « sur les lieux mêmes où s'exerce un arbitraire d'un autre âge ». Dans les six départements dont les villes sont le chef-lieu, des instituteurs sont ou ont été privés d'une partie de leur salaire pour avoir, conformément aux consignes syndicales, limité à trente enfants l'effectif des classes de maternelle (le Monde du 16 novembre). Les dirigeants du SNI veulent que « l'organisation tout entière » dise, ce jour-là,

« son indignation, son refus et sa détermination, dans la rue... » Le syndicat dénonce l'attitude du patronat et de l'État qui conduisent « une politique de boutique en faveur des boutiquiers, une politique de nanas en faveur des nanas ». Cela explique, selon l'éditorial de l'École libératrice, que « ni les ouvriers d'Alsace, ni les enseignants du ciel, ni bien d'autres encore ne peuvent valablement discuter avec leurs employeurs, autrement qu'en termes d'exercice du rapport de force, radicalisé dès le départ ».

Cela explique que les instituteurs soient eux aussi « réduits au farouche combat ». Le SNI annonce son intention « d'accroître l'intensité de ses actions » dans les toutes prochaines semaines à propos des conditions de travail, des collèges et de « l'augmentation et l'évaluation modifiée envisagée des rythmes scolaires et de l'équilibre des vacances ».

## Chaud et froid

Les jours de la dérogation entre le Syndicat national des instituteurs (SNI) et le ministre de l'Éducation sont-ils comptés ? Le temps serait-il enfilé, où, sur le paron du ministère, les visages des dirigeants du Syndicat s'illuminaient, autant il est vrai, pour célébrer le départ de M. Haby que pour noter « l'esprit d'ouverture » de M. Bouillat ? Ou celui-ci paraît-il « de ces hommes excellents » que sont les responsables du SNI ?

Pendant dix-huit mois, les contacts ont été constants. Et féconds. Quel qu'il advienne, il restera à l'actif de M. Bouillat d'avoir allongé à trois ans une formation des instituteurs sanctionnés désormais par un diplôme universitaire. Il restera à l'actif du SNI d'avoir obtenu cette rénovation.

Pour le Syndicat, cependant, le gué n'est qu'à moitié franchi. Il faut maintenant que cette formation améliorée entraîne pour tous les instituteurs, anciens et futurs, une revalorisation des traitements. Les négociations à ce sujet s'effritent. Le gouvernement n'est pas pressé de consentir à des largesses. Même parmi les autres syndicats de la fonction publique, le SNI ne compte pas de des alliés, car plusieurs d'entre eux supportent mal l'idée que tous les fonctionnaires d'une catégorie ne profitent pas d'avantages identiques.

La direction du SNI ne veut pas s'empêtrer dans cette négociation. Son opposition interne, la tendance « Unité et Action » où militent les commu-

nistes, ne cesse d'ailleurs de le harceler.

Contre les fermetures de classes, contre les sanctions à propos des réductions d'effectifs dans les maternelles, pour le réemploi des maîtres auxiliaires, nombre de voix ont poussé la direction du Syndicat à démontrer plus d'intransigeance. Seize sections départementales dirigées par Unité et Action ont décidé d'organiser une « marche sur Paris » le mercredi 12 décembre. Elles concluent leur appel à cette manifestation en affirmant la nécessité d'une action nationale.

Cette action nationale, la direction du SNI la refuse pour l'instant, tout au moins sous la forme d'une grève. Le SNES (Syndicat national des enseignants de second degré), deuxième syndicat de la FEN par le nombre d'adhérents, mais où Unité et Action est majoritaire, — vient de lancer une consigne d'arrêt de travail national le 11 décembre dans l'enseignement secondaire, en accord avec les syndicats d'enseignants ou de personnels de la C.F.D.T., de la C.G.T., ainsi qu'avec le Syndicat national des collèges (indépendant). Le SNI-P.E.G.C., implanté, lui aussi, dans les collèges, ne s'y associera pas. Mais il aura, quinze jours plus tôt, déclenché six rassemblements régionaux qui seront, peut-on prévoir, démonstratifs. Le chaud, le froid... le dosage subtil n'en a pas fini. La proximité du congrès de la FEN, qui aura lieu à Toulouse en janvier, ne pourrait bien que la faire croître et embêter.

CHARLES VIAL.

## SCIENCES DÉFENSE

### IMPORTANTE MANIFESTATION DE CHERCHEURS A PARIS

Plusieurs milliers de personnes — deux mille cinq cents selon les organisateurs — ont manifesté dans le calme jeudi 22 novembre à Paris à l'appel de douze syndicats des personnels de l'université, de l'enseignement supérieur et de la recherche, rattachés à la FEN, la C.F.D.T., la C.G.T. et la C.G.C. Aux cris de : « la recherche sacrifiée, université étouffée », et « Giscard, Algrain, notre plan, n'en veut pas », le cortège, parti de la place de la Sorbonne, s'est dirigé vers l'Élysée.

Les manifestants entendaient ainsi faire « monter d'un ton » leurs revendications et protester contre les mesures gouvernementales en matière d'emploi qui continuent de provoquer de sérieuses oppositions au sein des différents organismes de recherche. Le récent texte adopté le 17 novembre à l'unanimité moins deux voix par les présidents des sections du comité national du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) témoigne de cet état de fait (le Monde du 20 novembre).

Comme lors de la manifestation du 18 octobre (le Monde du 20 octobre), le Syndicat national indépendant de la recherche scientifique (S.N.I.R.S.) de la C.G.C. était présent.

### Ouverture des négociations

De nombreux chercheurs de province avaient aussi répondu à l'appel des organisations syndicales pour cette « marche nationale sur Paris » : on pouvait voir dans le cortège des délégations de Toulouse, Lille, Marseille, Grenoble, Orléans, etc.

Déjà, dans la matinée, quelque quatre cents chercheurs avaient, en prélude à la manifestation, occupé à Paris le hall d'entrée du C.N.R.S. et obtenu que quelques-uns de leurs collègues soient reçus par la direction de cet organisme. Au cours de cette entrevue, MM. Charles Thibault, président du C.N.R.S., Jacques Duchémin, directeur général, et Georges Roux, secrétaire général, ont déclaré que la direction était d'accord sur l'ouverture de négociations sur le statut des ingénieurs, techniciens et titulaires de la recherche, quelle que soit la date du 23 novembre, à 11 heures, les organisations syndicales pour discuter du statut des personnels et qu'elle était enfin prête à examiner les problèmes de représentation du personnel au sein des instances de décision du C.N.R.S.

Plusieurs personnalités politiques, Mme Hélène Luc, sénateur (P.C.), M. Jean-Marie Le Pen, sénateur (P.C.), M. Pierre Noël, sénateur (P.S.), et M. Guy Herminier, député (P.C.), ont participé au grand mouvement de l'après-midi auquel le parti communiste apportait son « total soutien » pour que « les personnels de recherche défendent un riche potentiel national dont l'essor détermine pour une part importante le développement futur de notre pays et sa capacité à résoudre à terme les grands problèmes de société auxquels il est confronté ».

Place de la Concorde le cortège était arrêté par les forces de police. Une délégation d'une douzaine de personnes a été admise à se rendre à l'Élysée où elle n'a pas été reçue, en dépit d'une demande d'audience. Elle a cependant pu remettre une motion sur les revendications des personnels.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

### LES SOVIÉTIQUES VONT ENVOYER DES SINGES RHÉSUS DANS L'ESPACE

Les Soviétiques vont installer un groupe de singes rhésus à bord d'un satellite. En annonçant ce projet, mercredi 21 novembre, l'Agence Tass a souligné qu'il s'agit d'une première pour l'U.R.S.S.

Des expériences seront faites en collaboration avec les États-Unis. La France et les pays de l'Est, sur le mécanisme des réactions physiologiques en apesantement. En particulier, des chercheurs américains fabriqueront des appareils pour étudier le système cardiovasculaire des singes.

Les États-Unis avaient mis en orbite, en juin-juillet 1968, le premier et encore unique singe de l'espace : il devait mourir au lendemain de son retour sur Terre, mais l'expérience avait cependant fourni des informations sur le comportement mental et physiologique de l'animal.

● RECTIFICATIF. — Le montant de chacun des prix Balzan (le Monde du 23 novembre) est de 250 000 francs suisses (250 000 francs français) et non 250 000 francs, comme nous l'avions écrit par erreur.

### Six légionnaires sur dix sont francophones constate M. Paecht (U.D.F.) dans son rapport sur la légion étrangère

Six légionnaires sur dix sont francophones. Sur quatre candidats à la légion étrangère, un seul a la possibilité de souscrire un engagement. C'est ce qui ressort du projet de rapport que le secrétaire de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, M. Arthur Paecht, député U.D.F. du Var, a soumis, jeudi 22 novembre, à l'approbation de ses collègues de la commission, en commentaire à une proposition de loi du groupe communiste tendant à dissoudre la légion étrangère.

Ce projet de rapport, approuvé par les membres de la majorité à la commission de la défense, sera imprimé à la fin de la semaine prochaine pour être distribué.

La proposition de loi présentée par le P.C.F., et donc, refusée par la commission, condamne la légion étrangère, « instrument des conquêtes coloniales et de répression des peuples et territoires conquis », « instrument privilégié de répression dans les départements et territoires d'outre-mer », et « corps à part dans l'armée française ». Les députés communistes proposent d'affecter les ressources financières ainsi dégagées « à l'amélioration de la capacité opérationnelle de l'armée de conscription ».

Après avoir noté que « les auteurs de la proposition de loi visent un autre objectif, qui est tout simplement l'élimination des unités de professionnels au sein de l'armée », le rapporteur, M. Paecht, donne une série de précisions sur l'état actuel de la légion étrangère, qui modifient sensiblement l'image de marque extérieure de ce corps, créé en mars 1831.

« La légion étrangère pour recruter des étrangers, écrit le député du Var, s'occupe à l'heure actuelle de recruter des nationaux y sont en permanence représentés. Les pourcentages s'établissent en 1978 de la manière suivante : 59 % de francophones ; 11 % de germanophones ; 10 % de latins ; 5 % de slaves ; 3 % d'Anglo-Saxons ; 2 % d'Afro-Asiatiques ; 1 % de Nordiques et 8 % de divers ».

« Précisons, ajoute le rapporteur, que l'élément francophone comprend les engagés de nationalité française. Ils représentaient en 1978 49 % des effectifs, ce qui constituait pratiquement un maximum. En effet, la légion tient à ce qu'aucune nationalité ne dépasse la proportion de 50 % pour que l'amalgame des différentes origines soit possible. Pour 1979, le pourcentage de Français tendrait à diminuer et devrait se situer vers 40 % ».

On observe, en effet, selon M. Paecht, depuis plusieurs mois une recrudescence du recrutement d'origine asiatique et africaine.

### Une légende

Dans cette légion forte actuellement de sept mille neuf cents hommes (auxquels il faut ajouter sept sous-officiers féminins), 20 % seulement des jeunes recrutés souscrivent un contrat par idéal et les 80 % restants fondent leur décision sur un problème social ou familial. Autrement dit, écrit le député U.D.F., les engagés sont en règle générale des hommes mal dans leur peau pour une raison ou pour une autre et plus ou moins instables.

Pour autant, estime M. Paecht, « la légion étrangère n'est pas un ramassis de criminels ou de délinquants, comme la légende tendrait à le faire croire ».

Calculé sur quatre ans, entre 1974 et 1978, le taux moyen de délinquance — nombre d'actes délictueux de toutes sortes, depuis la falsification de chèques jusqu'à l'homicide volontaire, en passant par les différents vols, rapportés aux effectifs en uniforme — est de 0,8 % dans la légion étrangère, au lieu de 0,51 % dans l'armée de terre française. Soit, donc, sept fois moins de délits chez les légionnaires. On a dénombré en 1978 cent quatre-vingt-dix-neuf actes délictueux dans la légion parmi lesquels vingt cas de récidive.

« Les véritables criminels ne sont jamais admis à la légion grâce à une enquête de sécurité rigoureuse, car, selon les responsables de la légion, ils ne pour-

raient faire de bons combattants (...). Ce corps militaire n'a d'ailleurs aucun intérêt à recruter dans les milieux interlopes, car ils peuvent pourrir les autres éléments », remarque M. Paecht.

« De plus, ajoute le rapporteur, on doit mettre à l'actif de la légion le fait que les petits délinquants qu'elle recrute récidivent dans des proportions bien moindres que dans le civil. La raison est simple : la légion étrangère les protège contre eux-mêmes. C'est ce qu'ils recherchaient en s'engageant ».

Si la légion obtient de tels résultats, croit pouvoir affirmer le député de la majorité, c'est parce que « la sélection des candidats est considérée comme une opération importante ».

« La légion effectue un filtrage des candidats à l'engagement. Celui-ci est sévère puisque sur quatre postulants un seul obtient un contrat. Ainsi, en 1978, 5 432 candidatures ont été retenues par les postes de recrutement de la légion. 4 810 jeunes ont été envoyés à Aubagne (Bouches-du-Rhône), où ils ont subi d'abord un examen de santé approfondi, ensuite un examen psychologique comportant notamment un entretien de deux heures avec un sous-officier parlant leur langue. Sur les 4 810 jeunes examinés, la légion d'Aubagne en a sélectionné 1 754 ».

Parmi les trois jeunes refusés, qui cherchaient l'aventure, mais, sans doute, « l'aventure organisée et disciplinée », note M. Paecht, deux le sont pour des raisons médicales et le troisième est éliminé pour des motifs psychologiques.



## SPORTS

### VOILE

### La préfecture maritime de Cherbourg justifie l'interdiction de la course de l'EDNEC

De notre correspondant

Cherbourg. — Tout en estimant que le refus d'autoriser la course croisière des élèves de l'École des hautes études commerciales de Lille (EDHEC) est mal compris (le Monde du 22 novembre), on se félicite, à la préfecture maritime de Cherbourg, qu'un débat public s'instaure entre les licenciés de la Fédération française de voile et les responsables de la sécurité de la navigation, car dans la Manche celle-ci est devenue une préoccupation permanente (le Monde du 7 novembre).

La décision de l'amiral Emile Chalme n'a pas été prise au vu des risques encourus par les participants, qui étaient plus de mille cette année. Elle prouve son fondement dans un rapport établi en mai par le CROSS-Manche (1) sur les conditions dans lesquelles s'était déroulée la onzième course croisière de l'EDHEC du 14 au 19 avril.

« Lors de la première traversée Cherbourg-Coues, des groupes de concurrents ont calaminé sur le rail commercial, ils ont constitué un danger pour la navigation et contraindre de nombreux navires à manœuvrer », dit ce rapport, qui précise que les organisateurs n'avaient prévu pour la première qu'une golette âgée peu apte à jouer efficacement ce rôle.

Le préfet maritime, dont les responsabilités ont été accrues depuis le 1<sup>er</sup> janvier, estime qu'en attendant des mesures encore plus strictes sur l'utilisation de l'espace maritime, là où les dangers de collision sont fréquents entre les navires qui assurent l'approvisionnement de l'Europe du Nord, il faut éviter ce genre de situation.

Organisée par le Royal Ocean Racing Club, l'épreuve Cowesbate

RENÉ MOIRAND.  
(1) Centre régional d'organisation des secours et du sauvetage en Manche.

BASKET-BALL. — En Coupe d'Europe des clubs champions, Le Mans a battu, à domicile, jeudi 22 novembre, en match retour, Vienne (Autriche), 99-88, tandis que chez les femmes, le Clermont U.C. s'inclinait face à Vigo (Espagne) 68-54.



20 CIGARETTES BRUNES FILTRE.  
NICOTINE 0,45 MG. Goudrons 8,0 MG.

مكتبة من الأصل



















OFFRES D'EMPLOI	La 1ère	La 2ème
DEMANDES D'EMPLOI	5100	5988
IMMOBILIER	1200	1451
AUTOMOBILES	3500	4116
AGENDA	3500	4116
PROF. COMM. CAPITAUX	5500	11172

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES CLASSEES	La 1ère	La 2ème
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

## offres d'emploi

**URGENT**  
SOCIÉTÉ D'AFFICHAGE  
en cours de restructuration  
technique

**CADRE TECHNIQUE**  
pour créer et animer une cellule technique  
sur PARIS et la banlieue.  
EXPERIENCE INDISPENSABLE.

Adresser curriculum vitae (discretions assurées),  
MARIGNAN - 72, BOULEVARD, 4, rue Nepequin,  
75017 PARIS.

**THOMSON-CSF**

recherche  
pour sa Direction Technique  
des projets

**INGÉNIEURS  
INFORMATIQUES**  
(E.S.E. - I.M.A.G. - E.C.P. ...)

ayant quelques années d'expérience comme  
INGÉNIEURS SYSTÈME  
(sur matériel IBM 370/303X souhaité)

pour :

- MÉTHODOLOGIE ;
- MODÉLISATION.

Adresser curriculum vitae sous la réf. 894 à :  
CRÉATIONS D'IMPRESION, 41, avenue de Friedland,  
75008 PARIS, qui transmettra.

**GROUPE IMMOBILIER IMPORTANT**  
recherche pour développer  
sa structure commerciale

**vendeurs  
expérimentés**

- COMPÉTENTS ET DÉCIS
- Forte rémunération
- Statut social assuré
- Grandes possibilités d'avenir

Envoyer CV et photo sous réf. 9029 à  
VALENS CONSEIL  
59, rue de Richelieu  
75002 PARIS

Recherche pour constructeur  
**ANALYSES-PROGRAMMEURS**  
très confirmés - FORTRAN  
(surtout 5 ans), disponibles  
cours de la nuit - Envoyer C.V.  
précisant sous réf. 920 à  
COFAP, 40, rue de Chabrol,  
75010 PARIS qui transmettra.

**TRADUCTEURS TECHNIQUES**  
de l'anglais et de l'allemand  
Ecr. à T. 15.911 M. RAGUE-PRASSE,  
85 bis, rue de Valenciennes, Paris (75).

Assoc. Nale Tourisme Social  
recherche  
RESPONSABLE  
de son service développement  
du réseau adhésif de jeunesse,  
âge de 20 ans environ.  
Formation sup. impér. souhaitée.  
Poste basé à Paris, mais dépla-  
cements à prévoir dans toute  
la France. Ecrire avec C.V.  
et prétentions à P.A.J.,  
6, rue de Valenciennes, Paris (75).

**AT-2 - AT-3 ELECTRONIC**  
BTS ou DUT exigés. Postes  
stables, avant. sc. SERECO,  
79, rue Vaugirard, 64. 54-27-27.

**URGENT, cherche dame clib.**  
30 a. min., courtoise, logée, sal.  
déb. pour s'occuper femme  
handicapée tétraplégique (40 a.),  
domiciliée à ASNIÈRES (92).  
Tél. 79-31-84 de jour, pr. R.V.  
SOCIÉTÉ INTERNATIONALE  
DE DISTRIBUTION DE FILMS  
recherche pour la France  
un technicien expérimenté  
à ASNIÈRES (92).  
Envoyer C.V., photo et prétent.  
sous réf. 920 à  
HOCHÉ PUBLICITE,  
25, rue Vernet, 75008 Paris

**CADRE SUPERIEUR  
ET FINANCIER**  
de formation ESC, ESSEC, HEC  
Expérience dans les sociétés  
Anglais écrit et parlé indifférent.  
Envoyer C.V., photo et prétent.  
sous réf. 920 à  
HOCHÉ PUBLICITE,  
25, rue Vernet, 75008 Paris

**RESPONSABLE ACHATS  
PRÉPARATION COMMANDES**  
Dynamique, sens des responsa-  
bilités et de l'organisation, capa-  
ble d'animer petite équipe  
pour des achats, ayant tra-  
vaillé dans commerce d'hy-  
giène alimentaire spécialisée.  
Salaire en conséquence.  
Ecr. avec C.V. M. Paul MARIE,  
114, boul. Haussmann, Paris-8.

**emplois régionaux**

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ AÉRONAUTIQUE  
D'ÉQUIPEMENTS DE NAVIGATION**

recherche  
pour son établissement de  
CHATILLONNAIS (Vienne)

**1 INGÉNIEUR MÉCANICIEN (Rég. 1/IM)**  
environ 30 ans

pour étude et développement petits systèmes  
électroniques complexes.

Envoyer C.V. et photo à :  
**S.F.E.N.A.**  
B.P. 81 - 86101 CHATELLAULT CEDEX  
Tél. : (40) 21-22-21.

**SOCIÉTÉ de CHARLEVILLE**  
recherche  
**CHEF COMPTABLE**  
Expérience indispensable.  
Position cadre.  
Avantages sociaux.  
Env. C.V. + prétentions à  
M. J. P. 3043 REIMS.

**Laborat. C.M.R.S. Strasbourg**  
dispose  
**BOURSE INDUSTRIELLE**  
durée 3 ans pour préparation  
thèse ingénieur-docteur en phy-  
sicochimie des polymères.  
Ecr. M. Strassburg, C.M.R.S.,  
rue Strassburg, 67000 STRASBOURG  
ou tél. au (88) 61-19-19, poste 250.

## L'immobilier

### appartements vente

**3<sup>e</sup> arrdt.**  
**MARAI** - 10<sup>e</sup> FILLES  
2 P. grande entrée, cuisine,  
PRIX INTERESSANT. Calme  
42, rue de SAINTONGE  
Samedi, dim., lundi, 14 à 17 h.

**5<sup>e</sup> arrdt.**  
**PRÉS LUXEMBOURG**  
P.T.A.I.R.E. vend de l'imm. refait  
STUDIO, tout confort, 180 m<sup>2</sup>,  
pour, rendez-vous : 722-08-42.  
V. R. DES PATRIARCHES,  
petite immeuble refait, beau  
2 P. pièces, tout confort, 43 m<sup>2</sup>, BON  
PLACEMENT, samedi, 14 h-15 h 30.

**6<sup>e</sup> arrdt.**  
**M<sup>e</sup> LUXEMBOURG** Bon  
imm. SEJOUR + 2 CHAMBRES, entrée,  
petite cuisine, salle de bains,  
W.C., 10<sup>e</sup> étage, calme.  
A rénover. M. L. PRINCE,  
Samedi, dim., lundi, 14 à 17 h.

**7<sup>e</sup> arrdt.**  
Sac. bd Raspail, 6 P., 205 m<sup>2</sup>  
+ 2 services, PROF. LIBER. ou  
CALE, 1.500.000 F. 577-94-83.

**12<sup>e</sup> arrdt.**  
**DAUMESNIL**  
bel imm. P. de T., gd 4 Pces,  
bains, chauff. central, 500.000 F.  
M. MICOT : 244-42-27.

**14<sup>e</sup> arrdt.**  
Porte d'Orléans, sur Montrouge,  
Propriété, 10 Hectares, 1000 m<sup>2</sup>,  
3 P. pièces, 50 m<sup>2</sup>, 3 P., 200.000 F.  
M. MICOT : 244-42-27.

**15<sup>e</sup> arrdt.**  
Bel imm. ravale, 3 pièces,  
tout confort, 350.000 F. - 327-07-40.

**16<sup>e</sup> arrdt.**  
**M<sup>e</sup> LOURMEL** Immeuble neuf  
tout confort, 100 m<sup>2</sup>, 3 P.,  
SEJOUR + 1 CHBRE, entrée,  
cuisine, bain, salle de bains,  
W.C., 10<sup>e</sup> étage, calme.  
PRIX INTERESSANT. Tél.  
313, rue LECOURBE  
Samedi, dim., lundi, 14 à 17 h.

**17<sup>e</sup> arrdt.**  
**GUY-MOQUET**  
1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> étages, Appartements  
3 P. pièces, cuisine, WC, bain, ch.  
électrique, tout à l'égout. PRIX :  
215.000 F. Téléphone : 225-44-61.

**18<sup>e</sup> arrdt.**  
**MAISON PARTICULIÈRE**  
Sur voie privée, 11 ct. 3 Pces  
100 m<sup>2</sup> Terrasse - 400.000 F.  
Samedi de 11 à 13 h.  
M. MARCOT, spécialiste placement,  
2 P. pièces, cuisine, S. de B., WC,  
rénové + cave, 1<sup>er</sup> étage, calme,  
bel immeuble pierre de taille,  
170.000 F. Téléphone : 544-25-24.

**20<sup>e</sup> arrdt.**  
**GAMBETTA** (proximité)  
2 P. pièces, cuisine, 2 cham-  
bres, S. de B., 10<sup>e</sup> étage, calme.  
A rénover. M. L. PRINCE,  
Samedi, dim., lundi, 14 à 17 h.

**78<sup>e</sup> Yvelines**  
VERSAILLES - RESIDENTIEL  
stand, calme, verdure, LIVO  
DOLÉ, CHBR., 11 ct. 130 m<sup>2</sup>,  
salle, 2 P. pièces, 75.000 F. - 551-42-36.

**VIROFLAY R.G.**  
dans petit immeuble 3 P. pièces,  
séjour double, cuisine, 2 cham-  
bres, S. de B., chauffage gaz,  
entrée individuelle, sans chbrs.  
PRIX 250.000 F. I.N. 045-25-29.

**79<sup>e</sup> LOUVECIENNES**  
centre, gare Vigne Saint-Lazare,  
cuisine, 2 P. pièces, 100 m<sup>2</sup>,  
verger, 1<sup>er</sup> étage, 2 P. pièces,  
grande classe, 275 m<sup>2</sup>, rez-de-  
chaussée surélevée avec terrasse,  
jardin 1.800 m<sup>2</sup>, belle réception  
30 m<sup>2</sup>, 2 P. pièces, 100 m<sup>2</sup>,  
cabinet toilette, chauffage indi-  
viduel au gaz, 7 P. pièces,  
S. de B., 10<sup>e</sup> étage, calme.  
NICOLAS et VACHER :  
550-44-39 - 551-76-20.

**91<sup>e</sup> Essonne**  
**PALAISEAU - LOZÈRE**  
P. 30 m<sup>2</sup> + 10 m<sup>2</sup>, 10<sup>e</sup> étage,  
salle, 2 P. pièces, 75.000 F.  
dont C.F. - 729-48-00.

**92<sup>e</sup> Hauts-de-Seine**  
**NEUILLY**, grand studio, stand-  
ing. Tous les jours, de 14 à  
18 heures, 47, boulevard Bineau,  
salle, 2 P. pièces, 75.000 F.  
PRIX 250.000 F. I.N. 045-25-29.

**VILLE-D'AVRAY**, centre, pro-  
fessionnel, grand standing, 182 m<sup>2</sup>,  
séjour, 4 chbrs, 2 bns, service,  
garage, 1.000 F. - 708-30-20.

**NEUILLY** Immeuble 1979  
Dernier étage, 2 P. pièces,  
Appartement 210 m<sup>2</sup>  
Terrasse 190 m<sup>2</sup>  
Tous les jours, de 14 à 18 heures,  
J. AZOLAY - 534-25-18

**ASNIÈRES** 1<sup>er</sup>  
Séjour, 2 chbrs, cuis. équipée,  
225.000 F. - 529-57-22.

**93<sup>e</sup> Seine-St-Denis**  
**PAVILLONS-3/BOIS**, pet. imm.  
récent, P. de T., beau studio,  
cuis., S. de B., WC, chbr., 30 m<sup>2</sup>,  
33 m<sup>2</sup> + balcon : 145.000 F.  
AVEC 20 m<sup>2</sup> COMPT. 770-22-56.

**94<sup>e</sup> Val-de-Marne**  
**CACHAN**  
24-26, rue Gallieni  
**LE FLORE**  
résidentiel, vue sur parc, plein  
centre, ligne de Scaev, 100 m<sup>2</sup>,  
Mètre 300 m, immeuble 5 étages,  
de grand luxe.  
Chambres au 5<sup>e</sup> étage, 1<sup>er</sup> app.  
Léon, samedi, dimanche,  
lundi, 11 h. à 13 h 30.

**C.I.B.S.**, 157, av. Général-Leclerc  
Boulevard-Réine - 350-16-40  
App. 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

**appartem. achat**  
**SERGE KAYSER**  
**RECHERCHE**  
App. rive gauche - 220-40-40  
L'AGENCE DU XVII<sup>e</sup> cherche  
BEAUX APPARTEMENTS, prêts  
à vendre, dans le XVII<sup>e</sup>. Tél. : 704-40-27.  
RECH. app. 2 à 4 Pces, PARIS,  
avec de bons travaux, prêt,  
Laplace, 16, av. Dame-Blanche,  
9120 FONTENAY-SOUS-BOIS.  
LES BELLES DEMEURES  
DE FRANCE - Tél. 367-92-74  
48 bd Malesherbes, Paris 8  
RECH. TRES BEAUX STUDIOS  
ET APP. 200 M<sup>2</sup>  
TRES HAUT STANDING

**locations non meublées**  
**Paris**  
ALÉSIA, 4 Pces, 105 m<sup>2</sup> stan-  
ding, 2 bns, cave, bns, balcon,  
4.400 F net. - Tél. : 327-09-19.  
204, RUE DE BELLEVILLE  
app. de 3 Pces, neuve, 700 m<sup>2</sup>,  
sur place ce jour, 15 à 19 h.

**locations non meublées**  
**Demande**  
**Paris**  
Professeur cherche grand studio  
confort, Paris, téléphone à :  
PAUL GIGINS : 724-44-07.

**Région parisienne**  
**Chantilly-Gouvieux**  
Le parc des aigles  
**LANCMENT**  
3<sup>e</sup> TRANCHE  
■ 28 mn Paris-Nord  
■ 3 bns, 100 m<sup>2</sup> en Chantilly  
■ 3 bns, 100 m<sup>2</sup> en Gouvieux  
■ piscine (en cours)  
■ proche golf et chevaux  
■ APPARTEMENTS  
■ et MAISONS  
sur place (4) 457-22-82  
au siège 457-22-11.

**Province**  
SKI EN HAUTE-SAVOIE  
Chapelle-d'Ardenne, 2 étages,  
4 personnes, à partir 130.000 F.  
avec 13.000 constant, 24 P.  
ces. Gestion assurée. G.  
Rue du Lac, Corzent, 74200 THE-  
NON. Téléphone : (30) 71-74-79.

**locaux commerciaux**  
VENDONS droit au bail  
beau local angle boulevard  
principal Artibus de  
convivialité, bureau, magasin  
luxe agence, etc. PRIX 500.000 F.  
loyer 4.000 F. mensuel. Ecrire  
HAYAS 97, Avenue de la  
Liberté, 92000 NANTERRE  
6 KM CANNES, 320 m<sup>2</sup> bureau,  
500 m<sup>2</sup> entresol fermes, 100 m<sup>2</sup>  
logement de fonction, 6 signes  
phonétiques, dépendances, ter-  
rain 1 ha viticulture, site boisé,  
vente ou location.  
Ecrire HAYAS CANNES  
192000  
5, rue du Maréchal-Foch.

**bureaux**  
Domich, Art et Comm.  
Siège S.A.R.L. Rédaction  
factes signés Informations  
Juridiques, Secrét.  
Tél. : 704-40-27.  
Sur. A partir de 100 F/mois.  
Tél. : 704-40-27.  
17, rue de la République,  
75001 PARIS.

**CONSTITUTIONS SOCIÉTÉS**  
Rédaction d'actes. Financement.  
ESRA - 704-40-27.  
60 St-Lazare, 4 bns meub.  
4.400 F net. - Tél. : 327-09-19.  
204, RUE DE BELLEVILLE  
app. de 3 Pces, neuve, 700 m<sup>2</sup>,  
sur place ce jour, 15 à 19 h.

**PARIS 12<sup>e</sup>**  
**FACE GARE**  
**DE LYON (R.E.R.)**  
4.800 M<sup>2</sup> BUREAUX  
divisibles  
du 1<sup>er</sup> au 10<sup>e</sup> étage  
Restaurant d'entreprise  
Parking  
Tél. 704-40-27 (Ligne 35-43)

**DOMICILIATIONS**  
**CONSTITUTION DE STES**  
ASPAC 12-15-18

**maisons de campagne**  
P. à P. A. vers belle propriété  
normande avec terrain, 20 km  
Rouen rive gauche. Pour rent.  
tél. M. M. 12-15-18 (35) 77-72-23.  
Agence de l'Est.

**chalets**  
CHALET à vendre  
plein centre station de ski  
LA PLAGNE (Savoie)  
Tél. 704-40-27 en Belgique  
de 9 h à 11 h 30  
(jours ouvrables)

**manoirs**  
COEUR DE PERIGORD NOIR  
Part. à part.  
URGENT vend petit MANOIR  
à restaurer, 100 m<sup>2</sup> v. v.  
Tél. 345-35-48

**châteaux**  
EXCEPTIONNEL  
CHATEAU EN NORMANDIE  
Château de l'abbaye de Jumièges  
S.P. 315 - 14015 CAEN CEDEX  
LE VESINET - 704-40-27

**pavillons**  
NEAUMPHLE-LE-CHATEAU  
(près), sur 500 m<sup>2</sup>, construction  
récente comprenant : entrée,  
sal. double, cuisine, 3 chbrs,  
cuisine, tout confort, sous-sol,  
Elat impeccable. PRIX JUSTIFIÉ  
I.N. 045-25-29.

**PALEISEAU/LOZÈRE**  
700 m<sup>2</sup> terrain, pavillon me-  
ublé 4 P. 4 chbrs, proximité  
sous-sol, garage, 700.000 F.  
Tél. : 704-40-27.

**BOIS-D'ARCY**  
Une merveille. Sur 500 m<sup>2</sup>,  
solide construction comprenant :  
entrée, 1 chbr, chauff. central,  
baignoire au gaz, cuisine, salle,  
séjour, cheminée, 1 chambre,  
S. de B., WC, griller aménagée  
en living lambrisée, bar, salle  
de cinéma. Situation exception-  
nelle. Rien à faire. PRIX  
demandé : 550.000 F.  
I.N. 045-25-29.

**Région FONTAINEBLEAU**  
Particulier vend pavillon 4 P. +  
combes aménagées, sur 750 m<sup>2</sup>  
de résidence avec terrain, 250.000 F. + 135.000 F. crédit fonc.  
Tél. : 458-25-80 sur 15 heures.  
I.N. 045-25-29.

**HAY-LES-ROSES**, pres Roselle,  
pavillon rec.











## A PROPOS DE...

Le nouveau centre d'affaires de Bâle

### Le commerce dans ses palais

A quelques mois d'intervalle, deux des principales villes helvétiques, Genève et Bâle, auront inauguré solennellement leur « World Trade Center ». Pour la première, c'est chose faite depuis le 30 octobre. Pour la seconde, l'ouverture officielle du centre commercial mondial est prévue pour le 1<sup>er</sup> février 1980, et l'état actuel des travaux laisse penser que ce délai sera tenu.

Quelle que soit la vocation commerciale internationale de la Suisse, certains se sont inquiétés, dans la Confédération, du gaspillage de moyens provoqué par cette concurrence manifeste entre l'une des capitales de la Suisse germanophone et celle de la Suisse francophone. D'autant plus que Zurich, après tout, en tant que place financière de première grandeur, plaque tournante du trafic aérien et ferroviaire, et centre industriel important, pourrait être tentée de compléter à son tour l'équipement non négligeable dont elle dispose déjà dans le domaine des échanges commerciaux et des foires-expositions.

Toujours est-il que Bâle propose l'an prochain un ensemble de dix-sept hectares de salles d'exposition, cinq salles de congrès climatisées pouvant accueillir plus de deux mille cinq cents personnes et quelque quarante-cinq locaux commerciaux divers. D'une manière générale, les Bâlois n'ont pas lésiné sur les moyens. Dès l'ouverture du « W.T.C. », comme on dit maintenant dans le jargon administratif local, les entreprises affiliées pourront disposer de bureaux, de salles de réunion, d'un restaurant de qualité, et même d'une bibliothèque, ainsi que d'équipements audio-visuels ultra-modernes permettant notamment l'organisation de conférences en multiplex, de terminaux d'ordinateurs et, bien

entendu, d'un grand nombre de télex, téléphones et télécopieurs. Réputation d'efficacité et de prospérité oblige.

En tout cas, en quelques mois, l'organisation mondiale des W.T.C. se sera élargie à deux nouveaux membres de poids. Cette organisation, fondée voici une dizaine d'années à La Nouvelle-Orléans, se propose d'unir en une même fédération d'importants pôles d'échanges commerciaux en vue de développer la coopération économique à l'intérieur du monde occidental, mais aussi, depuis quelques années, en direction du tiers-monde et des pays de l'Est. Le prochain centre pourrait bien être celui de Varsovie, et il en existe déjà un à Moscou.

Quant au siège de l'organisation, il est, bien entendu, installé dans le double bâtiment qui porte son nom à New-York, et dont les deux tours jumelles, qui culminent à 450 mètres, valent l'Empire State Building au rang de « has been » des records architecturaux. L'organisation mondiale, qui se veut un peu l'ONU du commerce, a pourtant besoin de quelques années encore pour montrer si ses réalisations concrètes sont, ou non, à la hauteur, sinon de ses bureaux, du moins de ses ambitions.

BERNARD BRIGOLEUX.

## ENVIRONNEMENT

VINGT MOIS APRÈS LA MARÉE NOIRE  
DE L'« AMOCO-CADIZ »

### Les abers du littoral finistérien sont encore gorgés de pétrole

De notre correspondant

Brest. — Vingt mois après la marée noire provoquée par le naufrage de l'Amoco-Cadiz, les pêcheurs du littoral finistérien continuent toujours les experts scientifiques. Les conséquences de la pollution sur le littoral et la faune marine ont été systématiquement étudiées depuis l'échouage catastrophique du pétrolier libérien le 16 mars 1978 à Fort-Sall (Finistère-Nord). Toutes les observations

## CIRCULATION

### LES ÉCOLES DE CONDUITE VEULENT CLARIFIER LEURS RAPPORTS AVEC LES ÉLÈVES

Le congrès national de l'Association de défense de l'enseignement de la conduite automobile se réunit à Paris les 24 et 25 novembre afin de faire le point sur les difficultés que rencontre la profession et proposer une véritable charte de la conduite automobile.

Dix mille écoles de conduite existent actuellement en France, 70 % d'entre elles étant des centres privés individuels. L'Association dénonce les « contraintes administratives de plus en plus pesantes » dont souffrent, selon elle, la profession, le blocage des tarifs (augmentation annuelle de 7 % « seulement »), l'extension aux écoles de conduite de la taxe professionnelle « qui se traduit par une charge beaucoup plus lourde que l'ancienne patente », l'assujettissement de l'enseignement de la conduite automobile au taux de 17,50 % de T.V.A. Les enseignants de la conduite automobile s'opposent d'autre part à la fermeture « de centaines de centres secondaires d'examen du permis de conduire » en 1980 et proposent, pour clarifier les rapports avec les usagers, que soit établi un véritable contrat entre l'élève et le moniteur pour les cours et les examens.

JEAN DE ROSIERE.

## URBANISME

### Permis contesté Villa des Ternes à Paris

Une lettre des commissaires-syndics

Les trois commissaires-syndics qui représentent l'association de la villa des Ternes, cette voie privée des dix-septième arrondissement dans les habitations se sont élevés contre un projet de construction (Le Monde du 31 juillet), nous ont adressé la lettre suivante :

Un promoteur ne respecte pas les clauses du permis de construire. Que se passe-t-il ? Le code de l'urbanisme prescrit que le maître et, à défaut, le préfet, constate l'infraction et transmet le procès-verbal au procureur de la République, qui diligente les poursuites pénales qui s'imposent. Mais que se passe-t-il si le promoteur est la Ville de Paris (par l'intermédiaire de la R.I.V.P. - Régie immobilière de la Ville de Paris) ? Rien...

Le préfet de l'Île-de-France, M. Lanier, avait accordé un permis de construire pour vingt-deux logements dans un espace vert privé du dix-septième arrondissement, la villa des Ternes. Ce permis autorisait l'abattage de dix arbres de taille forestière, du mûrier à l'érable. En réalité, ce promoteur a abattu, le 8 août, trente-quatre arbres de cette dimension, comme cela fut constaté par un expert forestier désigné par le tribunal de grande instance. L'association des propriétaires de la villa alerta immédiatement le préfet. Il l'avait d'ailleurs déjà été, et abondamment, par les nombreux articles de la presse parisienne consacrés au « massacre d'un espace vert ».

M. Lanier n'ayant pris aucune décision, l'association lui adressa, le 2 octobre, une lettre recommandée avec accusé de réception. Elle lui demandait de sanctionner cette infraction au code de l'urbanisme par le retrait du permis de construire et le prêt de mettre en œuvre la procédure pénale prévue par la loi. Le ministre de l'environnement, M. d'Ornano, protecteur attitré des arbres, fut également saisi de cette affaire. Second silence.

Avant cette mise à mort massive d'arbres — dont quelques centenaires — tous les conseillers du dix-septième arrondissement avaient pris position contre ce projet de construction, au nom

de la défense d'un espace vert. Ils avaient écrit, le 18 juin, au maire, M. Chirac, en lui demandant de « prescrire une nouvelle étude ». Le maire décida de maintenir le projet tel quel et de le présenter au Conseil de Paris.

Aucun conseiller du dix-septième (ils sont tous R.P.R.) n'osa voter contre le maire. Ne répondirent que les conseillers de l'opposition, ainsi que ceux de l'U.D.F., dont le porte-parole, M. G. Meunier, est un défenseur actif des espaces verts.

La construction vient de démarrer, mais l'infraction pénale au permis de construire demeure.

Nous ne pouvons croire que M. Lanier et d'Ornano ne sanctionnent pas cette infraction, sous prétexte qu'il s'agit de la Ville de Paris et de son maire.

● **Voie contestée aux Halles.** — La voie souterraine, Coquillière, aux Halles de Paris, dont les travaux continuent pour s'achever au mois de juin 1980, inquiète les associations de défense parisiennes et notamment des Halles. Cette voie qui, selon les associations, doit passer à la pointe Saint-Eustache en s'élevant en son point culminant à 6 mètres au-dessus du sol, « ne formera un mur de béton qui interdira toute liaison entre la rue de la rue et le futur forum des Halles ».

● **La Maison de l'Europe à Paris.** — M. Michel Junot, adjoint au maire de Paris et président de la Maison de l'Europe, a présenté les nouvelles installations de la Maison de l'Europe et du foyer de rencontres internationales mises en service dans l'hôtel historique de Conflans, 35-37, rue des Francs-Bourgeois à Paris (3<sup>e</sup>). De nombreuses structures sont prévues : salles de travail, salles de projections et de traductions simultanées ; un centre de documentation européenne.

**TÉLEX PARTAGÉ**  
ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62



## REVERSO

la montre la plus snob de l'année

## JAEGER-LECOULTRE

Genève



## faits et chiffres

est sorti

EN VENTE PARTOUT  
192 PAGES - 24F

TOUTE LA RÉCOLTE EST MISE EN BOUTEILLES AU CHATEAU

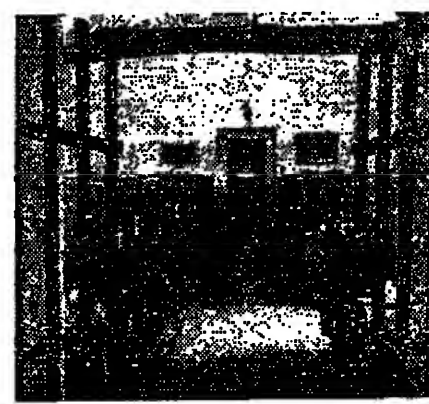
En provenance directe du Château, André BOUVIER vous propose

Pour vos dîners Pour un cadeau

Pour cadeaux d'entreprise personnalisés

## CHATEAU de BARBE-BLANCHE

Appellation LUSSAC-SAINT-ÉMILION CONTRÔLÉE  
(Hors commerce)



	6 bott.	12 bott.	25 bott.
1977.	140	225	440
1976.	148	240	470
1974.	155	260	510
1973.	160	275	540
1972.	165	290	560

(Franco domicile, sous droits et taxes compris.)

Ecrivez à  
**A. BOUVIER**  
Barbe-Blanche  
33570 LUSSAC  
Tél. (56) 84-00-54

## VENEZIA ROMA FIRENZE

WEEK-ENDS

Venise.....	1015	Frs
Rome.....	1090	Frs
Florence.....	985	Frs

SÉJOURS

Venise.....	1275	Frs
Rome.....	1290	Frs
Florence.....	1260	Frs

Prix de base par personne - Transport par avion sur lignes régulières.  
Hôtel touristique - Petits déjeuners. Sous réserve de toute augmentation, notamment des tarifs aériens, qui interviendrait après le 1/9/79. Prix valables jusqu'au 15/3/80.

**CEASION**  
5, Boulevard des Capucines 75002 Paris.  
Tél. : 266.46.50

En collaboration avec **Alitalia**

## ENEZ DÉCOUVRIR A 15 KM DE COMPIÈGNE

dans le parc  
du château  
de Bellinglise

des propriétés  
de caractère  
de 4, 5 et 6 pièces,

- Espace
- Parc boisé
- Grandes parcelles
- Pièces d'eau
- Calme

de quoi satisfaire  
les plus exigeants

Pour mettre  
ces maisons  
à votre portée,  
3 formules de vente:

- gros œuvre
- promotionnel
- standard

visite sur place :

Les Marguerites  
de Bellinglise  
Château de Bellinglise  
Autoroute A1 (sortie Ressons)  
60157 Elincourt St-Marguerite  
samedi et dimanche  
de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h  
en semaine : de 13 h à 18 h 30  
samedi et mercredi  
Tél. : (4) 476.10.73

## sondage

### ont les salariés les plus

Le sondage a été réalisé par l'Institut de sondage de l'Université de Paris. Les résultats sont les suivants :

Catégorie	Proportion
Salariés du secteur privé	45%
Salariés du secteur public	35%
Salariés du secteur tertiaire	20%
Salariés du secteur secondaire	15%

Le sondage a été réalisé par l'Institut de sondage de l'Université de Paris. Les résultats sont les suivants :

Catégorie	Proportion
Salariés du secteur privé	45%
Salariés du secteur public	35%
Salariés du secteur tertiaire	20%
Salariés du secteur secondaire	15%



CONJONCTURE

UNE ENQUÊTE DU CENTRE D'ÉTUDE DES REVENUS ET DES COUTS

Qui sont les salariés les plus mal payés ?

Qui sont les salariés déclarant de très basses rémunérations ? Cette question avait été posée au Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) lorsque celui-ci a été créé, il y a deux ans, le premier rapport sur les revenus des Français, qui montrait qu'un nombre important d'entre eux touchaient encore des rémunérations extrêmement basses, voisines ou même inférieures au SMIC. Le problème posé était de savoir si, parmi les plus démunis des Français, ne se dissimulaient pas — au niveau des statistiques — des personnes normalement payées, mais disposant de revenus échappant aux statistiques (pourboires, avantages en nature, sous-déclaration volontaire concertée avec l'employeur...) ou travaillant dans des

conditions très particulières (temps partiel ou travail saisonnier). Le CERC, qui avait émis des réserves sur l'importance de cette population très mal rémunérée, a entrepris une enquête. Il en livre les premiers résultats. On s'aperçoit que la partie « pauvre » de la population est constituée aux deux tiers par des ouvriers peu qualifiés (essentiellement des O.S. et des manœuvres), qu'elle se localise beaucoup dans l'ouest et le sud-ouest de la France, et surtout dans des professions telles que le commerce, le bâtiment, les branches industrielles à dominante féminine (habillement, cuir, peaux, industries agricoles et alimentaires), mais aussi dans le bois et l'ameublement.

L'enquête menée par le CERC avec l'aide de l'INSEE a eu comme base un échantillon de trois mille cent quatre-vingt-dix bulletins de salariés à temps complet ayant touché en 1977 (d'après les déclarations des employeurs), un salaire mensuel de 2 000 francs ou moins ; deux mille trois cent vingt-cinq salariés ont effectivement été interrogés. Ils appartenaient tous au secteur privé et semi-privé de l'industrie et du commerce.

La population étudiée par le CERC et l'INSEE comprenait pour un peu plus de la moitié des femmes, pour près de 80 % des jeunes de moins de vingt-cinq ans, et pour environ 9 % des travailleurs étrangers. La forte proportion de femmes parmi les salariés peu payés correspond bien à ce que l'on avait déjà : les OAS (déclarations annuelles des employeurs) montrent que 44 % des femmes salariées ont perçu en 1977 (1), un salaire inférieur ou égal à 2 000 francs par mois, la proportion étant de 21 % pour les hommes. De même, les salariés peu payés sont en majorité des jeunes : 75 % ont moins de vingt ans, un tiers seulement a plus de trente ans. Enfin, les salariés très mal payés ne comprennent que 9 % d'étrangers, ce qui est un peu inférieur à leur importance dans l'ensemble de la population salariée (10,5 %).

Les ouvriers et les femmes employées

Voici quelques-uns des autres caractéristiques des salariés les plus mal payés du pays : Ce sont surtout des ouvriers (83,5 % selon les réponses faites à l'INSEE lors de son enquête, 66 % selon les déclarations des employeurs) parmi lesquels une proportion non négligeable d'ouvriers qualifiés (24 % et 21 % selon l'origine des déclarations). Les employés (25 %) et les personnels de services (8,5 %) sont également nombreux. Notons que d'après les

(1) Estimation 1977 à partir de l'exploitation des OAS de 1978, en prenant pour hypothèse qu'un salaire mensuel inférieur ou égal à 1 900 F en 1978 correspondait en 1977 à un salaire mensuel inférieur ou égal à 2 000 F.

MONNAIES

RAFFERMISSEMENT DU DOLLAR BAISSSE DE L'OR

Le dollar s'est raffermi à la veille du week-end, passant de 1,758 DM à 1,764 DM à Francfort et de 4,280 F à 4,290 F à Paris dans un marché assez calme. Parallèlement, le cours de l'once d'or (21,6 g) a fléchi, revenant de 394,85 dollars à 394,15 dollars à Londres. Les marchés internationaux tablent à tort ou à raison, sur un règlement pacifique du conflit trans-américain.

● L'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques) pourrait accorder à la Chine le statut de pays en voie de développement lors de la prochaine réunion de sa Commission à l'aide au développement (C.A.D.) le 28 novembre à Paris. La décision pourrait être prise sur une recommandation du Japon, soutenue par l'Allemagne fédérale. Entre classés pays en voie de développement permettrait à la Chine de recevoir de l'O.C.D.E. des prêts à faible taux d'intérêt. — (Reuters.)

● Le rapport annuel de la Banque centrale de l'Inde pour 1978-1979, publié le lundi 19 novembre, dépeint la situation économique du pays en termes pessimistes et recommande de prendre des mesures à court et à long terme pour remédier à l'inflation et à la stagnation industrielle. Selon ce rapport, le taux de croissance du produit national brut en termes réels a été de 4 % à 4,5 % pour l'année budgétaire 1978-1979 contre 7,2 % l'année précédente et contre une moyenne de 5,9 % au cours des trois dernières années. — (A.F.P.)



Seul OLYMPUS pouvait réaliser un tel micro-enregistreur, outil de travail devenu nécessaire à tous les professionnels, scientifiques, reporters, hommes d'affaires. Résultats : Deux heures d'enregistrement "haute fidélité" sur une même cassette. Musique ou voix humaine sont ainsi parfaitement reproduites par un appareil de 260 ou 340 g. à peine plus grand qu'un paquet de cigarettes. Signalons que le micro-enregistreur peut être utilisé avec des modules tuners AM ou FM, une commande à distance et une commande automatique au son. Pearlcordeur ne se trouve que chez les grands spécialistes. Appelez-nous pour en connaître la liste. Prix public conseillé du micro-enregistreur SD2 : 1950 F.

**Pearlcordeur SD2**  
OLYMPUS OPTICAL CO., LTD

FRANCE IMPORT - 78 - 258 70 00  
21, rue de Valenciennes - 75005 PARIS  
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE - 75002 PARIS  
TEL. 42 49 84  
SUISE : ZÜRICH  
WESTMANN & SÖHN - TEL. : 69 50 00

La crise en Europe

BELGIQUE : le chômage s'aggrave à nouveau

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — La Belgique enregistre une nouvelle aggravation du chômage qui touchait 307 932 personnes au 15 novembre, ce qui constitue un « record » absolu. Il s'agit de chômeurs complets indemnisés par les caisses de l'Etat (111 478 hommes et 196 454 femmes), en augmentation de 4 % par rapport à octobre.

Cette aggravation est due à l'admission au bénéfice des allocations de chômage de jeunes gens qui ont terminé leurs études en juillet, inscrite comme demande d'emploi à la fin des vacances, ils ont droit aux allocations après soixante-quinze jours d'inscription sur les listes de l'Office national de l'emploi.

Par rapport à la population active, le taux de chômage se situe à 7,5 %, dont un pourcentage trois fois plus élevé de femmes que d'hommes. Cependant, par rapport aux assurés sociaux, le taux atteint 11,3 %.

Pour le ministre du travail, M. de Wulf, ce nouveau « record » sera battu et le chômage touchera 315 000 ou 320 000 personnes au début de 1980. Il est inquiet du chômage des jeunes : les moins de vingt-cinq ans constituent pratiquement un tiers du total des chômeurs (94 782 fin octobre dont 31 533 hommes et 63 249 femmes). Selon M. de Wulf, « le chômage atteint un niveau insupportable ».

● Le taux d'escompte de la Suède a été relevé d'un point pour se situer à 9 %. Ce nouveau taux entrera en vigueur le 22 novembre. Le dernier relèvement avait été effectué le 27 septembre, le taux étant passé de 7 % à 8 %.

● Prêt européen aux P.M.E. — La Commission européenne versera à la Banque populaire du Nord un prêt de 50 millions de francs destinés aux petites et moyennes entreprises et à l'artisanat du Nord-Pas-de-Calais.

ALLEMAGNE FÉDÉRALE : les « sages » optimistes pour 1980

De notre correspondant

Bonn. — Attitude surprenante : le conseil des « cinq sages », qui a pour tâche de soumettre chaque année au gouvernement un rapport sur la conjoncture, envisage l'année 1980 de façon relativement optimiste. Du haut de son « olympus », le conseil présidé par le professeur Otfried Siebert, reconnaît certes que la situation dans le monde peut donner lieu à des incertitudes et que les échanges internationaux pourraient donc enregistrer un recul ; mais il estime qu'il n'y aurait pas lieu de craindre une stagnation mondiale et encore moins une récession.

Le gouvernement ne peut être que satisfait du certificat de bonne conduite décerné dans le rapport que les « sages » ont publié, jeudi 22 novembre. Leur verdict est qu'il n'y aurait pas lieu d'envisager des initiatives officielles dans le domaine de la politique économique et financière.

De façon plus précise, le rapport estime qu'il ne convient pas comme le souhaite l'opposition chrétienne démocrate, de réduire les impôts l'an prochain. La Bundesbank, elle aussi, pour avoir défendu la stabilité monétaire, alors que, en fait, l'attitude restrictive de l'Institut d'émission, dans ce domaine, est allée plutôt à l'encontre de ce qu'auraient souhaité les dirigeants.

Même les syndicats ouvriers échappent à des critiques qui étaient devenues traditionnelles. Les « sages » estiment, certes, que les nouveaux accords salariaux ne devraient pas dépasser ceux de l'an dernier, qui accordaient une augmentation moyenne de 5 %. Mais le rapport ne voit aucune menace particulière sur le front des salaires. Si ce jugement d'ensemble n'est guère compatible avec l'appréciation nettement plus pessimiste formulée, il y a quelques semaines, par les principaux instituts économiques de la République fédérale, les « sages » reconnaissent tout au moins que l'an prochain la croissance économique réelle,

qui avoisine 4 % en 1979, descendra à 3,5 ou 3 % (1). Ils prévoient que la hausse des prix, qui, par moment, a dépassé les 6 %, n'ira plus au-delà de 4,5 % en 1980. Le nombre des chômeurs devrait diminuer de quelque cinquante mille pour se stabiliser aux alentours de huit cent vingt mille personnes sans travail. A moyen terme, il serait même permis de compter sur un retour au plein emploi.

Cependant, l'attitude des experts à l'égard du Système monétaire européen reste extrêmement critique. Les différences notables entre les taux d'inflation dans les divers pays de la Communauté compliqueraient la tâche de la Bundesbank, dont le premier devoir est de garantir la stabilité monétaire. Cela d'autant plus que le S.M.E. ne permettrait pas un ajustement assez rapide des taux de change.

Le rapport aboutit à des conclusions plus originales lorsqu'il s'agit de l'énergie. D'un côté, on peut lire que la hausse des prix du pétrole aurait aussi des effets bénéfiques dans la mesure où elle stimule les investissements dans de nouvelles installations industrielles utilisant moins de carburant. De l'autre, les auteurs du rapport suggèrent qu'il conviendrait d'accroître le fardeau fiscal sur les produits pétroliers afin de décourager les utilisateurs. Cette recommandation a peu de chances d'être acceptée par le gouvernement dans le cours d'une année électorale. Enfin, il conviendrait, selon les « sages », de libéraliser les importations de charbon, tout en développant les sources d'énergie nouvelles.

L'aspect le plus inattendu de ce rapport concerne l'aide au développement. Les « sages » plaident en faveur d'une ouverture plus large pour les produits du tiers-monde, afin d'éviter les conséquences de la hausse du prix du pétrole. En même temps, il importerait d'après eux, de prévenir une dislocation des marchés acceptables de compromettre l'économie du monde occidental.

JEAN WETZ.

(1) L'O.C.D.E. a pronostiqué la semaine dernière 4,3 %.

GRANDE-BRETAGNE : récession plus forte que prévu

Londres (A.F.P.). — Selon les dernières prévisions gouvernementales, la Grande-Bretagne devrait connaître en 1980 une récession comparable à celle de 1974, assortie d'une balance des paiements courants fortement déficitaire, d'une inflation à deux chiffres et d'un chômage en aggravation.

Ces prévisions semestrielles, annoncées le 22 novembre au Parlement par le Trésorier, sont les plus pessimistes qu'un gouvernement britannique ait jamais publiées. En outre elles sont fondées sur l'hypothèse d'une désescalade progressive des salaires au cours des prochains mois. Or la tendance reste actuellement à la hausse, le syndicat des mineurs ayant notamment rejeté le 21 novembre une offre d'augmentation annuelle de 20 %. La Trésorerie annonce ainsi pour 1980 une diminution de 2 % du produit intérieur brut (contre une augmentation de 1 % en 1979) ; un déficit de la balance des paiements courants de deux milliards de livres malgré le pétrole de la mer du Nord (contre un déficit de 2,5 milliards en 1979) ; une hausse des prix annuelle de 14 % au dernier trimestre de 1980, malgré la priorité à la lutte contre l'inflation (contre 17 % actuellement).

Les exportations stagneraient, après un très modeste progrès de 1,5 % en 1979, et les importations, qui auront augmenté de 11,5 % en 1979, fléchiraient de 2,5 %. Enfin la Trésorerie prévoit une

diminution de 7 % des investissements, demeurés stationnaires en 1978, et une augmentation de 0,5 % seulement de la consommation privée contre 4 % pendant l'année qui s'achève ; le taux de chaque secteur stable dans l'ensemble à son niveau actuel.

Il n'est pas indiqué d'estimation du chômage ; mais à l'occasion du Livre blanc sur les dépenses publiques, début novembre, il avait été prévu pour l'an prochain une augmentation de trois cent mille du nombre des adultes sans emploi à augmenté pour le cinquième mois consécutif. Depuis juin, il s'est accru d'environ 100 000. Le nombre des vacances d'emploi a, par contre, diminué, également pour le cinquième mois de suite. En outre, 388 000 emplois artificiels existent actuellement grâce au programme antichômage, institué par le précédent gouvernement, dont les effets s'atténueront au cours des prochains mois.

● Nouvelle diminution du chômage en Grande-Bretagne. — Le nombre des chômeurs a baissé de près de 12 500 entre la mi-octobre et la mi-novembre. Il est revenu à 1 355 203 (5,6 % de la main-d'œuvre effective), soit le plus faible total enregistré en novembre depuis quinze ans. Cependant, le nombre des adultes sans emploi a augmenté pour le cinquième mois consécutif. Depuis juin, il s'est accru d'environ 100 000. Le nombre des vacances d'emploi a, par contre, diminué, également pour le cinquième mois de suite. En outre, 388 000 emplois artificiels existent actuellement grâce au programme antichômage, institué par le précédent gouvernement, dont les effets s'atténueront au cours des prochains mois.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-U.	4.1310 - 4.1385	- 60 - 20	- 185 - 125	- 330 - 265
£ can.	3.5143 - 3.5182	- 30 - 2	- 85 - 45	- 115 - 50
£ (196)	3.5228 - 3.5242	+ 25 + 94	+ 125 + 405	+ 415 + 468
DM	2.3430 - 2.3475	+ 62 + 98	+ 120 + 135	+ 480 + 525
Florin	2.4991 - 2.5009	+ 120 + 135	+ 480 + 525	+ 1 750 + 1 800
F.S. (196)	14.4500 - 14.4729	- 230 - 58	- 445 - 240	- 650 - 270
F.S.	2.4373 - 2.5013	+ 198 + 228	+ 357 + 342	+ 1 015 + 1 080
£ (196)	3.5218 - 3.5275	- 80 - 20	- 305 - 228	- 1 120 - 538
£	3.5455 - 3.5575	- 270 - 278	- 780 - 640	- 1 680 - 1 388

TAUX DES EURO-MONNAIES

	7/78	8/1/4	8/1/4	8/5/8	8/15/16	9/15/16	8/11/16	8/1/16
DM	7/78	8/1/4	8/1/4	8/5/8	8/15/16	9/15/16	8/11/16	8/1/16
£	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4
Florin	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4
F.S. (196)	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4
F.S.	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4
£ (196)	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4
£	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4
Fr. franc	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4	12/1/4

Les devises les plus pratiquées sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

مكتبة الأمل



## ÉNERGIE

Protection de l'environnement et économies d'énergie

### Les huiles usagées seront recyclées

Le « Journal officiel » du 23 novembre 1979 publie un décret portant réglementation de la récupération des huiles usagées, ainsi que deux arrêtés concernant l'un le ramassage, l'autre l'élimination de ces déchets particulièrement polluants.

Il y a six ans déjà que ce dossier a été ouvert et trois ans que ce texte est attendu. Sur les 900 000 tonnes de lubrifiants consommés chaque année en France, de 200 000 à 350 000 tonnes sont récupérables selon les estimations. Or seules 130 000 tonnes sont actuellement régénérées et remises en concurrence avec les huiles neuves. Le reste est incinéré, utilisé illégalement comme combustible (phénomène accru par le contingentement du fuel domestique), voire dispersé dans la nature.

La nouvelle réglementation va donc avoir un double effet : elle assurera un ramassage exhaustif des huiles usagées, donc éliminera en grande partie la pollution (notamment du plomb), et accroîtra la régénération des huiles usagées, donc favorisera les économies d'énergie, puisque 1 tonne d'huile régénérée économise 1 tonne d'huile neuve.

Désormais, les détenteurs d'huiles usagées (garagistes,

industriels) devront stocker celles-ci dans des installations étanches. Ils seront tenus de les livrer à des ramasseurs agréés à des prix fixés par les pouvoirs publics (de 0 à 5 centimes par kilo, selon l'importance unitaire de l'enlèvement).

Pour le ramassage, la France sera divisée en une cinquantaine de zones dans chacune desquelles sera attribué un véritable monopole temporaire (pour trois ans) de collecte. En échange de cet agrément, le ramasseur aura — en vertu d'un cahier des charges — la responsabilité de l'exhaustivité de la collecte. Pour l'aider, il bénéficiera d'une allocation grâce à la création, le 30 juin 1979, d'une taxe parafiscale de 40 francs par tonne, supportée par les acheteurs d'huile neuve, et qui permettra de financer la collecte des lots de faible importance ou situés dans des lieux reculés. Le ramasseur sera tenu de livrer les huiles usagées aux seuls éliminateurs bénéficiant d'un agrément.

Si l'agrément d'un collecteur est soumis à un appel d'offres, celui des éliminateurs est dispensé en fonction de critères techniques (capacité de traitement, procédés utilisés, etc.).

Les seuls modes d'élimination autorisés sont, selon l'article 7 du décret, « le recyclage ou la régénération dans des conditions économiques acceptables ou, à défaut, l'utilisation industrielle comme combustible ». Si la combustion « sauvage » est désormais formellement pénalisée, l'utilisation comme combustible n'est pas totalement écartée, notamment par la Corse où les départements d'outre-mer qui ne disposent pas d'installations d'élimination. Plus de 50 000 à 70 000 tonnes d'huiles usagées supplémentaires devraient grâce à ce texte être recyclées ou régénérées. Une économie d'énergie et de devises — non négligeable qui s'ajoutera à une meilleure protection de l'environnement. Les Allemands disposent d'un texte assez proche depuis 1968. Mieux vaut tard que jamais.

BRUNO DETHOMAS.

### DES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES FRANÇAISES FONT UNE NOUVELLE DÉCOUVERTE EN MER DU NORD

Total a annoncé le 22 novembre une découverte de pétrole dans le secteur britannique de la mer du Nord. Les deux puits effectués ont permis d'obtenir des débits supérieurs à six mille barils par jour (300 000 tonnes par an) d'un pétrole léger (38° API). « Il sera nécessaire d'effectuer un méso ou autre forage — en 1980 — sur le bloc 3/8 pour évaluer le potentiel commercial de cette structure », affirme la C.F.P.

Total Oil Marine, filiale à 100 % de la Compagnie française des pétroles, est opératrice sur ce bloc, dont elle détient le tiers des intérêts.

La Compagnie française des pétroles va engager 13 millions de francs en quatre années pour la recherche d'hydrocarbures dans le Nord-Pas-de-Calais, a annoncé à Douai, le 22 novembre, M. Pierre Vilaut, P.-D.G. de Total-Exploitation, qui assumera la responsabilité de cette recherche. Le permis, accordé en septembre sous l'intitulé « Bolognole-Manbeuge », couvre une superficie de 8 220 kilomètres carrés, soit toute la région centrale et du sud-est des départements du Nord et du Pas-de-Calais, et aussi une partie de l'Aisne et de la Somme. On pense découvrir des nappes importantes de gaz comparable à celui des Pays-Bas.

La commission économique de l'OPEP recommanderait de nouvelles hausses en 1980. — Après neuf jours de travaux, la commission économique de l'OPEP, réunie à Vienne, recommanderait de nouvelles hausses des prix pétroliers pour 1980. La commission économique prépare le dossier qui doit permettre à la conférence ministérielle — qui se tient le 17 décembre à Caracas — de prendre ses décisions.

## CORRESPONDANCE

### L'Académie des sciences et Three-Mile Island

A la suite de la publication dans nos colonnes d'extraits du rapport remis par l'Académie des sciences au ministre de l'Industrie sur l'accident de la centrale nucléaire de Three-Mile Island (le Monde du 9 novembre), un lecteur parisien, M. Jacques Dighera, nous a fait parvenir les réflexions suivantes :

Il y a de quoi frémir à la pensée du type de société que ces scientifiques (ceux de l'Académie) appellent de leurs vœux. Écrire sans sourcilier qu'il faut remettre notre avenir entre les mains de quelques hommes sélectionnés sur des critères objectifs, à l'exclusion de toute autre considération, et qu'ils devraient disposer d'un pouvoir de décision complet, c'est être naïf ou irresponsable. Naïf, parce que l'histoire prouve que les prétendus critères objectifs... ne sont que des critères pseudo-scientifiques utilisés par des régimes politiques à vocation totalitaire. (...)

Irresponsable, parce que je veux bien croire que ces scientifiques ne renonceraient pas pour eux-mêmes ce pouvoir de décision. Mais, ils font ainsi le lit de tous ceux qui se sentent l'âme de dirigeants (ou de dictateurs) en donnant une caution scientifique à l'idée de l'élite. La nouvelle droite se porte bien !

Voilà donc les masses (certains irresponsables pour ces scientifiques dans leur combat contre le nucléaire) guidées par des surhommes vers la société nucléaire. Je suppose qu'il faudra quelques forces de répression au cas où les esclaves des temps modernes se rebelleraient contre leurs élites. (...)

## AGRICULTURE

### Le deuxième tour de la conférence annuelle

M. Barre donnerait partiellement satisfaction aux revendications syndicales

Il n'y aura pas de rupture. Vingt-quatre heures avant la seconde phase de la conférence annuelle ouverte, ce vendredi matin à l'hôtel Malignon, M. François Guillaume, président de la Fédération des exploitants agricoles, d'interrogeait encore, devant le refus exprimé par Malignon de prendre en compte les revendications paysannes. M. Guillaume jugeait « envisageable » de quitter la séance et de rompre brutalement avec la politique de concertation avec les pouvoirs publics, qui prévaut depuis bien des années dans les organisations agricoles.

Les assurances obtenues ont modifié la situation. Le premier ministre « lâchera » quelque chose. De l'argent ? Une promesse ? La Fédération des exploitants et le Centre des jeunes, dont le président, M. Michel Fau, fait preuve de la même détermination, nous ont tant habitués au discours « retenez-moi ou je fais un malheur » que la prudence s'impose. Mais cette monnaie des enchères, l'annonce desquelles la presse était invitée par le C.N.J.A. comme par la F.N.S.E.A., traduit un durcissement des relations entre les pouvoirs publics et le syndicalisme agricole. M. Guillaume mesure en l'enjeu d'une telle attitude : elle renforce le poids de la F.N.S.E.A. auprès des agriculteurs, mais les conséquences politiques qui en résultent sont trop incertaines.

De cette conférence, les syndicalistes jeunes et âgés, entraînant derrière eux les chambres d'agriculture et la confédération des organisations à vocation économique, attendent trois engagements et deux promesses. Prendre les premiers (augmentation de l'indemnité spéciale de montagne de 200 à 300 francs, primes au troupeau alliant et lutte efficace contre la brucellose) serait le signe d'une réelle volonté de développer l'élevage.

### Des promesses importantes

Les promesses ne sont pas moins importantes : le gouvernement se battra-t-il pour activer le débat sur le projet de loi d'orientation agricole qui risque de s'enliser dès le 10 décembre ? La commission tripartite gouvernement - profession - commission spéciale de l'Assemblée n'a pas, dit-on du côté des agriculteurs, levé les dernières divergences, et déjà quatre cent cinquante amendements seraient déposés, concernant surtout le volet foncier de la loi. De même, M. Guillaume demande à M. Barre de donner un coup d'arrêt, par le veto s'il le faut, à l'effiloche-ment de la politique agricole commune. « On lâche morceau par morceau », dit-il, citant l'exemple des dérogations à l'importation de viande, dont celle pour le ravinement des Hillons. Au total, la C.E.E. importe sans préavis 450 000 tonnes de viande et est contrainte d'en vendre avec restitution 300 000 tonnes, « ce qui ressemble plus à un bradage qu'à des exportations », dit encore M. Guillaume.

Pour les dirigeants paysans, l'horizon 2000 est, certes passionnant, mais les thèmes de l'agriculture source d'énergie et de biomasse, qui seront probablement mis en avant par le gouvernement lors de cette conférence annuelle, ne peuvent faire oublier la conjoncture. Le mécontentement des agriculteurs tient avant tout à celle-ci qu'à l'impression d'être

ballotés, entre plusieurs discours : celui visionnaire du chef de l'État, qui les rassure et les invite à développer « toutes les productions », comme le rapportait récemment M. Fau ; et les discours, qui se veulent réalistes, du chef du gouvernement et de l'administration de la rue de Varenne visant à conforter les points forts (céréaliers), en laissant dans l'ombre les points faibles (élevage). Ce mécontentement, illustré par de récentes manifestations, dont celle de Laon, qui a réuni le mardi 20 novembre, entre 15 000 et 20 000 paysans, provient aussi de ce que M. Guillaume appelle la dégradation de la concertation. Pour les négociations européennes, dit encore le président de la F.N.S.E.A., « l'action entre le gouvernement et la profession est parallèle, mais les attitudes ne sont pas convergentes ».

Le climat peut aussi servir la stratégie électorale du chef de l'État. Devant la montée en tension le « fusible » Malsinerie pourrait sauter et serait alors remplacé par M. Debatise, chargé de ramener à M. Giscard d'Estaing les voix des brebis égarées. Ce scénario est présent dans bien des esprits. Il ne faciliterait pas la tâche syndicale, dit-on à la F.N.S.E.A., car il faudrait alors faire admettre au monde paysan la part des réalités dans l'ensemble des illusions qu'une telle nomination ferait naître. — J. G.

**l'Astrolabe**  
restaurant  
"Grande Carte"  
41, rue de la Pêcherie - 75116 Paris  
Tél. 366.82.17  
Forme à découper  
• Intéressé par ce programme •

## Deux semaines à titre gracieux...

...et vous parlerez le langage européen des affaires.

Le langage du Financial Times a toujours été celui des affaires - il est devenu celui des affaires européennes depuis que ce journal est publié simultanément à Londres et à Francfort. Pourquoi ?

Le nombre de ses correspondants ainsi que l'étendue de son réseau d'informations dans le monde entier sont plus importants que ceux de n'importe quel autre journal économique.

Ses correspondants spécialisés dans des domaines tels que l'économie, la finance, le marketing, analysent avec compétence l'incidence des événements politiques sur les affaires... et traitent également de sujets culturels.

Leurs articles sont rédigés en toute impartialité - une lecture même rapide d'un numéro du Financial Times vous en convaincra.

Pourquoi ne pas faire un essai de deux semaines - sans frais pour vous ? Complétez et renvoyez-nous la carte-reponse ci-dessous et bientôt vous disposerez de la source la plus complète d'informations d'affaires à un niveau international, et la mieux documentée.

Cette information vous procurera des avantages certains par rapport à une concurrence moins bien informée que vous.

Nous sommes convaincus

qu'après deux semaines vous ne pourrez plus vous en passer.

**FINANCIAL TIMES**  
PUBLISHED IN LONDON AND LUXEMBOURG

**Europe's Business Newspaper**

Veuillez m'envoyer le Financial Times pendant 2 semaines gratuitement à l'adresse suivante :

Nom \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_ Télex \_\_\_\_\_  
Activité de votre société \_\_\_\_\_

Déterminez et adressez à :  
Anne-Marie Tozzi, Financial Times,  
36 rue du Sentier - 75002 Paris-Tél. 261.47.50/236.86.01 -  
Télex 220044.

## AFFAIRES

### LA C.G.E. ET DE DIETRICH S'ASSOCIENT POUR LA FABRICATION DE CHAUFFE-EAU

La C.E.P.E., filiale de la C.G.E., et la société De Dietrich vont s'associer pour la fabrication de chauffe-eau électriques et de ballons d'eau chaude pour chauffage central, en créant une filiale commune, la Compagnie industrielle des chauffe-eau (C.I.C.-E.), dont elles détiendront respectivement 55 % et 45 %. La C.I.C.-E. exploitera l'usine de Saint-Louis, dans le Haut-Rhin, appartenant à la C.E.P.E., qui assure environ 25 % de la production française de chauffe-eau électriques, avec un chiffre d'affaires de 130 millions de francs environ en 1978, devant les fabricants granobloisés (sous contrôle anglais). L'ensemble, sous contrôle luxembourgeois, et un certain nombre de petits fabricants.

L'association de la C.E.P.E. (55 millions de chiffre d'affaires, dont l'essentiel est réalisé dans les appareils de cuisson ménagers, fabriqués à Orléans), avec De Dietrich, a pour objet de valoriser des investissements industriels déjà existants et d'éviter les duplications : la division « équipements thermiques » de De Dietrich (28 % d'un chiffre d'affaires global de 1,25 milliard de francs) achetait déjà à la C.E.P.E. des chauffe-eau électriques qu'elle vendait sous sa marque.

Le président de Jaz donne sa démission. — M. William Desazars de Montgailhard, P.-D.G. du groupe horloger Jaz, dont M. Jaz avait pris le contrôle en juin (le Monde du 29 juin), vient de démissionner. Il sera remplacé à la direction générale par M. Maurice Olivier, directeur de l'exportation.

## LOGEMENT

### DES TEXTES RÉGLEMENTAIRES RELATIFS AUX SUBVENTIONS EN FAVEUR DE L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT sont publiés au « Journal officiel »

Plusieurs textes réglementaires relatifs à l'amélioration de l'habitat ont été publiés au Journal officiel du 22 novembre. Ils assurent la mise en œuvre des mesures décidées par le gouvernement à la fin de cet été (le Monde du 30 août).

Ces textes recouvrent trois catégories de mesures :

• Une prime unique pour les propriétaires dont le logement est inconfortable.

La prime à l'amélioration de l'habitat et la prime à l'amélioration de l'habitat rural sont fusionnées. Cette prime, qui est étendue à l'ensemble du territoire, peut atteindre 12 000 F par logement, au taux de 20 % (25 % en opération programmée). Elle permet aux propriétaires occupants d'effectuer des travaux d'amélioration visant à la mise aux normes du confort de leur logement (eau, sanitaires, chauffage).

Elle intéresse les ménages dont les ressources sont inférieures à 80 % des plafonds PAP (prêt aidé à l'accession à la propriété) pour les travaux de mise aux normes, soit, en 1979, pour un ménage avec deux enfants (conjoint scindé) 9 459 F dans la région Ile-de-France et 6 688 F dans les autres régions. Les ménages dont les ressources sont inférieures à 60 % de ces plafonds peuvent obtenir une aide pour les travaux d'amélioration de quelques-uns seulement des éléments de confort, sans qu'une mise aux normes totale soit exigée : les revenus correspondants sont, en 1979, pour un ménage avec deux enfants (conjoint scindé) 7 094 F en région Ile-de-France et 6 478 F dans les autres régions.

• L'extension des aides à l'amélioration des logements locaux sociaux.

Le régime des subventions aux organismes gérant des logements sociaux est amélioré : le plafond de dépenses ouvrant droit à subvention est porté de 40 000 F à 60 000 F ; le bénéfice de ces subventions est étendu à de nouveaux organismes.

• Une subvention de 50 % pour la suppression des facteurs d'insalubrité.

Les propriétaires occupants pourront bénéficier d'une subvention au taux de 50 % du coût des travaux d'élimination de l'insalubrité, dans la limite de 1 200 F le mètre carré. De plus, si les ressources du propriétaire sont inférieures à 80 % du plafond ouvrant droit aux prêts à l'accession à la propriété (PAP), une aide complémentaire de 30 % du montant des travaux pourra lui être versée.

Les organismes sociaux procédant à l'acquisition-réhabilitation de logements insalubres bénéficieront de subventions aussi importantes que dans le cas d'opérations de destruction, à un taux pouvant atteindre 80 % du dépassement du prix de référence.

le cha



le cha

le cha

le cha

le cha



## Réformes et bavures

L'un s'inquiétait de l'influence des banques sur les syndicats, le second suggérait de rendre obligatoire la consultation d'un expert ou des organisations professionnelles concernées, un troisième défendait la présence « indispensable » parmi les juges consulaires d'un magistrat de carrière, un autre demandait qu'on envisageât, au niveau des ordonnances du juge-commissaire, une possibilité d'appel et qu'on augmente le nombre des études de syndicats en le modulant selon les besoins des circonscriptions.

Conclusion logique de ce débat, la présentation par M. Daillet d'un projet de création — par voie législative — d'une commission chargée à la fois de l'information des tribunaux, de l'étude des moyens de redressement des entreprises, de l'information des créanciers et du contrôle et de la défense des intérêts des débiteurs de jeux de hasard, rallie la plupart des avis. On ne peut, en somme paritaire pourrait, sans se substituer aux institutions existantes, créer le contrepois — et le garde-fou en cas de bavure — indispensable.

Arrivé à ce point du débat, le représentant de la chancellerie retrouvait sa réserve, hochant la tête et murmurant : « Vous mettez sur pied une technocratie qui risque d'entraîner des déceptions. Il suffit de voir ce qui s'est passé au Japon, au Canada, en France, pour se rappeler à point nommé le réalisme politique » du gouvernement. « Ne rêvons pas », disait-il. « La réforme des tribunaux de commerce, le gouvernement, et parfaitement conscient de leurs limites, a voulu traverser le pont de la réforme. Il a voulu aller plus loin qu'il ne fallait, et cru devoir ériger la justice tout entière devant telle ou telle catégorie de professions ou de parlementaires... »

Il avait raison, mais il avait aussi tort. Il avait tort d'avoir amendé, un défilé de deux ans étant laissé aux tribunaux de commerce pour procéder, par regroupements jugés nécessaires.

(1) Il s'agit de quatre projets de loi adoptés en conseil des ministres au printemps dernier, dont l'examen par l'Assemblée nationale ne devrait pas intervenir avant l'année prochaine (le Monde du 23 mars).

## La fiscalité est très favorable aux investissements étrangers

**"l'Amérique",** confirme le vice-président délégué général de la Chambre de commerce franco-canadienne, M. Vinant. Certes, la France a réagi récemment en installant un conseiller commercial à Calgary (Alberta); mais il paraît souhaitable que les entreprises attirées par l'important marché de l'Amérique du Nord utilisent rapidement les facilités offertes par le Canada.

(1) 9-11, avenue Franklin - D. -  
Roosevelt, 75008 Paris.

### De notre correspondant

atteint donc aujourd'hui 8,32 marks. Huit millions d'exemplaires ayant été frappés, la distribution de la pièce reviendrait à « faire cadeau » au public de près de 10 millions de marks.

La question maintenant est de savoir ce que l'on fera des pièces bloquées dans les centres de distribution. Certains proposent de résoudre le problème en lançant apparemment très simplement les pièces de 5 marks à l'effigie d'Otto Hahn pour le prix de 10 marks. Les amateurs sans doute ne seraient pas déçus. Jusqu'ici toutefois une telle solution paraît un peu trop en contradiction avec les règles traditionnelles de la politique monétaire.

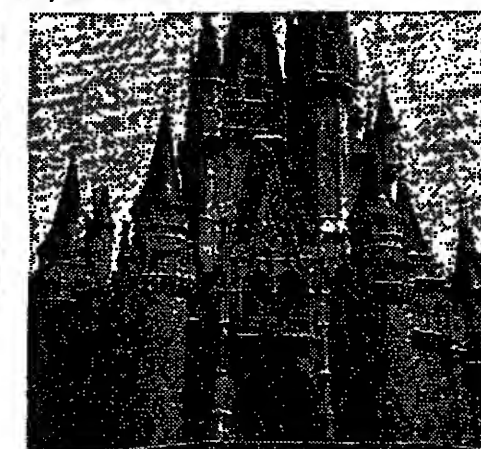
Une autre issue à cette situation embarrassante consisterait naturellement à supprimer la pièce de monnaie commémorative.

Depuis presque trois semaines déjà, il devait être mis en circulation dans la République fédérale d'Allemagne plus de 8 millions de pièces de 5 marks à l'effigie du célèbre chercheur allemand. Au dernier moment, toutefois, le ministre des finances, M. Matthöfer, a suspendu la diffusion de cette pièce de monnaie, dont on ne sait pas aujourd'hui si elle sortira jamais des coffres-forts elle soit distribuée à la clientèle.

argent qu'elle contient. Selon les experts, cependant, une telle opération ne manquerait pas non plus d'être coûteuse. Ne serait-ce que parce qu'il s'agirait à nouveau de séparer l'argent et le cuivre qui ont été utilisés dans la fabrication de cette monnaie en l'honneur d'un des grands hommes de la science allemande.

J. W.

de Disney World à Orlando, pays des merveilles où vous avez rendez-vous avec votre enfance. Faites la pittoresque expédition de la Nouvelle-Orléans, berceau du jazz et de la cuisine créole. Rendez-vous dans les vieilles rues de Jackson Square, faites la fête à Bourbon Street... Gagnez les Caraïbes, délicieuse bordage dans les îles qui fleurissent bon le sucre et la cannelle. Haïti, Porto Rico, les Bahamas...



**Orlando Disney World. Une semaine à partir de 3730 francs\***

Ce prix comprend :

- Le transport aérien aller-retour Paris/Orlando en vol régulier,
- le logement à l'hôtel Holiday Inn South à 10 minutes de Disney World, en chambre de quatre personnes avec bains pendant 7 nuits (4100 francs en chambre à deux),
- les taxes et le service à l'hôtel,
- l'accueil à l'arrivée et le transport de l'aéroport à l'hôtel (non compris : taxe d'aéroport de 15 francs).

Supplément forfaitaire Noël/Nouvel An: 145 francs.

\* ITUNA2COM01. Base groupe 10 personnes s'ajoute par son rôle.

**r National A**  
le sourire de l'Amér

**NATIONAL AIRLINES**  
**L'Amérique la plus chaleureuse**  
 Pour plus de détails sur les vacances National Airlines  
 hiver 79-80, deux brochures en couleur sont à votre  
 disposition: "Soleils d'Amérique" et "Florida Sunshine".  
 Demandez-les à votre agent de voyage ou retournez  
 le coupon ci-contre à National Airlines  
 90 Champs-Élysées, 75008 Paris.

111

**Volez sur National Airlines**  
le sourire de l'Amérique

**Siège de National Airlines Inc: État de Floride, U.S.A.**

مَكْرًا مِنَ اللَّهِ عَمَلٍ



## SOCIAL

ALSTHOM - BELFORT

### La C.G.T. propose de poursuivre la lutte sous d'autres formes

De notre envoyé spécial

Belfort. — Les quelque sept mille trois cents salariés de l'usine Alsthom de Belfort étaient appelés, ce vendredi matin 23 novembre, à se prononcer pour la poursuite de la grève ou pour la reprise du travail. Alors étaient libellés les deux bulletins de vote.

L'intersyndicale C.G.T., C.F.D.T., F.O., G.G.C., qui mène ce conflit depuis cinquante-huit jours, n'a pas donné de consigne de vote, bien que le communiqué commun, lu au début du meeting organisé jeudi, ait pu être interprété comme une incitation à la reprise du travail. Insistant sur « l'unité des salariés de toutes les catégories à travers ce conflit exemplaire » et sur « les reculs sensibles de la direction générale d'Alsthom et de la C.G.E. sur nos revendications », ce texte, s'il juge ces reculs « insuffisants pour régler les contentieux qui nous opposent à la direction », conclut en effet : « Nous souhaitons que la très grande majorité du personnel présente les acquis actuels et que ceux-ci servent de bases pour de nouvelles avancées ».

Chaque organisation syndicale a fait connaître ensuite sa position. La C.G.C. a appelé à « reprendre le travail », estimant qu'il n'y avait « plus le choix » et que les travailleurs n'obtiendraient « rien de plus », après l'intervention du ministre du travail et de la participation. La C.G.T. a proposé de poursuivre la lutte sous d'autres formes à

l'intérieur de l'entreprise. F.O. a simplement assuré qu'elle ne « chercherait pas à influencer la décision des travailleurs ».

Quant à la C.F.D.T., elle a été tentée de dire : « Poursuivons la lutte », mais elle a ensuite émis, comme ses partenaires, les inconvénients d'un prolongement du conflit : risque de voir le soutien de la population s'émousser, lassitude des piquets de grève et perte de combativité des travailleurs, menace d'une intervention policière, désintérêt des pouvoirs publics, etc. Elle s'est contentée de conclure : « La C.F.D.T. continuera le combat avec ceux et celles qui veulent faire respecter leur dignité ».

Des sifflets ont accueilli les syndicalistes qui sous-entendaient de mettre fin au conflit, alors que des applaudissements nourris ont salué la petite phrase de la C.F.D.T. sur la poursuite de la lutte. Mais ces réactions ne pouvaient faire préjuger le résultat du scrutin de vendredi : mille cinq cents personnes, sur les sept mille trois cents travailleurs d'Alsthom, assistaient à ce meeting. Au contraire, les responsables de l'intersyndicale avaient le sentiment, compte tenu des avantages obtenus (programmation du treizième mois d'ici à 1982 et salaire plancher à 2 650 francs mensuels brut) qu'une majorité se dégagerait en faveur de la reprise du travail.

MICHEL CASTAING.

● **F.O. à Matignon.** — Le bureau confédéral de Force ouvrière sera reçu lundi 26 novembre à 10 heures par M. Barre. La délégation, qui sera conduite par M. Bergeron, entend entretenir le premier ministre du devenir de la politique conventionnelle, du relèvement du salaire minimum et de la réduction de la durée maximale du travail. La délégation Force ouvrière posera à nouveau le problème de la cinquième semaine de congés payés.

● **Le conflit de Pilote S.A.** — Les cent dix travailleurs, en majorité handicapés, de Pilote S.A. à Bercy-sur-Mer réclament une aide de l'Etat pour le redémarrage immédiat de leur entreprise. Au cours d'une conférence de presse, organisée le 22 novembre par le P.C.F., les représentants des salariés, licenciés depuis le 2 octobre, qui occupent les locaux, ont rappelé que leur entreprise

### VILLARS Suisse

la station de prestige des Alpes vaudoises, 1.300 m. d'alt., à 20 mn. de Montreux. A VENDRE, dans grand parc arboré privé, avec environnement protégé.

APPARTEMENTS DANS CHALETS TYPIQUES DE 5 A 8 APPARTEMENTS SEULEMENT, avec les prestations les plus raffinées.

Vue panoramique inégalable sur la chaîne des Alpes.

Crédit jusqu'à 70% sur 30 ans. Intérêt 4,44%.

Directement du constructeur.

IMMOBILIERE DE VILLARS S.A.

Casa postale 62 - CH-1884 VILLARS-sur-OLLON

Tél. 25/95 31 41 et 35 22 05

### VOTRE VOYAGEUR DE COMMERCE AU MOYEN-ORIENT

Il consacre son activité en affaires à promouvoir votre commerce d'exportation au Moyen-Orient et s'occupe activement d'écouler vos produits dans cette région.

Les fabricants ou exportateurs qui cela intéresserait d'écouler leurs produits au Moyen-Orient peuvent présenter leur dossier à notre représentant. Votre voyageur de commerce ayant une expérience complète peut vraiment faire profiter pour vous bénéfices au Moyen-Orient.

Il est disponible immédiatement pour des missions à court et à long terme. Les parties intéressées ne devraient lui écrire qu'en anglais.

FIDA RUSSAIN SHAH - P.O. Box 3472 - Dubai (United Arab Emirates) et « LE MONDE » N° 5.970 jusqu'à 5-12.

### L'Union nationale des organismes sociaux dénonce les contraintes qui pèsent sur l'action sanitaire et sociale

La gestion du secteur de l'action sanitaire et sociale doit être rigoureuse, mais les contraintes imposées par l'Etat relèvent d'une « fausse rigueur » car elles aboutissent à remettre en cause les principes essentiels qui sont à la base de notre organisation de la santé et de l'action sociale : tel est le constat que vient de formuler l'Union nationale interdépartementale des œuvres et organismes sanitaires et sociaux (UNIOSS), qui fédère quelque vingt-huit associations qui gèrent et animent une grande partie des activités d'assistance sanitaire et sociale. Ces associations mettent en cause le système de « l'enveloppe globale », déterminée a priori par l'Etat à partir de références souvent abstraites ou dépassées en raison de l'inflation. Ce manque de moyens financiers a aussi été dénoncé, et particulièrement les mises en demeure — adressées par les caisses d'assurance-maladie aux établissements privés de soins de rembourser les avances qui leur sont habituellement consenties. Les conséquences de cette politique sont graves : difficultés de fonctionnement de ces centres, qui ne peuvent plus apporter toute l'aide nécessaire à certaines catégories de personnes (handicapés, inadaptés sociaux, personnes âgées).

Autres exemples : en rognant les crédits destinés à l'aide ménagère à domicile sur personnes âgées (de l'ordre de 15 et 20 novembre) ou ceux de l'assistance à domicile aux handicapés, les pouvoirs publics, estime l'UNIOSS, risquent de provoquer des dépenses encore plus grandes par le transfert de ces personnes dans des établissements hospitaliers ou des hospices dont le coût de fonctionnement est plus élevé. De même, la restriction des aides destinées aux centres

### DE HAUTES AUTORITÉS CATHOLIQUES ET PROTESTANTES ESTIMENT QUE LES PROJETS DE LOI SUR L'IMMIGRATION « REMettent EN CAUSE DES DROITS ACQUIS »

De nombreuses réactions se font jour, à travers la France, contre les projets de loi sur l'immigration. Au centre du groupe parlementaire sur les migrations méditerranéennes, Mgr Sabin Saint-Gaudens, évêque d'Agde, président de la commission épiscopale des migrations, et le pasteur Maury, président de la Fédération protestante de France, ont présenté à Paris une brochure dénonçant ces projets qui vont « déterminer les conditions d'existence de plus de quatre millions d'hommes (...) sans que soient consultés de quelconque manière que ce soit ceux qui sont concernés : dans le « pays de la liberté », ils restent pratiquement des hommes sans voix ».

Mgr Saint-Gaudens a déclaré : « La défense des droits des immigrants, de tous les droits des immigrants, en France, fait partie de l'annonce de l'Evangile. En prenant la parole auprès des membres du groupe parlementaire, je ne parle pas seul. Cette parole est l'écho de l'action considérable de l'Eglise catholique et de ses membres ces derniers mois. Le pasteur Maury avait énoncé, pour sa part, l'action des chrétiens des Eglises de la Réforme. D'autre part, à Nancy, Mgr Delaporte, évêque auxiliaire et membre de la commission épiscopale des migrants, et le pasteur Stewart, ont souligné, mercredi 21 novembre, que les projets de loi Bonnel-Saint-Gaudens « ont pour objet de constituer une machine à fabriquer des expulsables, de réduire l'immigré à sa fonction de main-d'œuvre économique ». Ces projets, ont-ils dit, « remettent en cause des droits acquis par ceux qui ont fortement contribué à la croissance économique de la France ».

### REPRÉSENTATION GÉNÉRALE

pour notre appareil de massage de plus haute qualité. Aussi, pour ceux qui veulent des renseignements d'apprendre. Marge très haute.

BOYAT S.A. CH-2800 RICHTELINGEN (Suisse)

Centre de Formation Continue du **CCF** (H.E.C. - I.S.A. - C.F.C.)

### Séminaire «CONTROLEURS DE GESTION»

3 semaines  
14 au 25 JANVIER 1980  
et une semaine en MARS

**BATIR UN PLAN D'ACTION «CONTROLE DE GESTION» FAIRE EVOLUER LE SYSTEME DE CONTROLE DE VOS ENTREPRISES**

GRACE A L'AIDE DES EXPERTS DU CESA ET DES PRATICIENS D'ENTREPRISE.

Programme :  
• Mise en place de comptabilité analytique, Tableaux de bord, Reporting, Consolidation.  
• Planification opérationnelle, Audit Budgétaire, Contrôle de Gestion, Organisation et Comportement.  
• Informatique et Contrôle de Gestion.  
• Interventions Courantes du Contrôleur de Gestion.

Ce séminaire de réflexion s'adresse aux Contrôleurs et Futurs Contrôleurs de Gestion.

Renseignements et inscription au Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires 1, rue de la Liberté 75001 JOUY-EN-JOSAS Tél. 958.50.33

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### GRUPE REVILLON REVILLON FRERES

Le groupe Revillon a pris, le 21 novembre 1979, une participation de 66 % dans le capital de la société anonyme Mecanorma, dont le siège social est à Paris (8<sup>e</sup>), 5, rue de Grenelle, et le principal établissement au Puy-en-Vieilles. Le groupe Mecanorma emploie trois cent trente personnes environ et est spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de produits divers liés à l'activité des bureaux d'études.

Mecanorma a réalisé en 1978 un chiffre d'affaires hors taxes consolidé de 53 506 000 F et dégagé un bénéfice net consolidé de 5 945 000 F. L'exercice 1979 devrait marquer une sensible progression de ces résultats.

Revillon compte ainsi une politique de diversification dans un secteur bien spécifique où il a une position dominante sur le marché mondial (25 %).

#### SUISSE

Les Paccots, altitude 1 050 m., 1 heure de Genève ski, promenades, piscine, tennis.

#### CHALET

sur 800 m<sup>2</sup>, 3 chambres à coucher, 2 salles d'eau, garage. MARIOTTI S.A. Servette 93, CH-1202 GENEVE. Tél. 19/41/22/33-25-30.

**DIAMANTS** De notre taillerie au prix de gros. Visite de la taillerie - Certificat international de qualité. Documentation et prix sur demande.

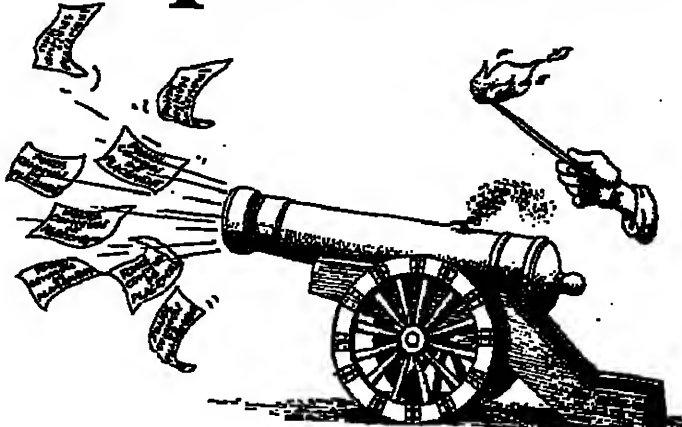
DIAMA sprl - B 7500 JOURNAL, Bd Léopold 35m - Tél. 19-32 89 221581 (ouvert tous les jours de 15 h à 18 h le samedi de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h et sur rendez-vous)

## Révolutionnez vos placements.

Les Fonds Communs de Placement, c'est plus qu'une nouvelle manière d'investir. Avec les Agents de change, c'est une révolution... Venez en parler dès aujourd'hui à un Agent de Change.

Fonds Commun de Placement. Rencontrez un Agent de Change.

4, place de la Bourse, Paris 2<sup>e</sup>. Bureau d'accueil ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 19 h. Vous pouvez aussi écrire, ou téléphoner au 297.55.55.



## LES MARCHÉS

**LONDRES**

23 NOVEMBRE 1979

Le marché des actions a été marqué par une forte hausse, les indices ont gagné plus de 10 points. Les valeurs étrangères ont également progressé, notamment les actions américaines.

**PARIS**

23 NOVEMBRE 1979

Le marché parisien a connu une séance calme, les indices ont légèrement baissé. Les valeurs étrangères ont suivi la tendance internationale.

**NEW YORK**

22 NOVEMBRE 1979

Le marché américain a été très actif, les indices ont atteint de nouveaux sommets. Les valeurs étrangères ont également progressé.

**BOURSE DE PARIS**

23 NOVEMBRE 1979

Le marché des actions a été marqué par une forte hausse, les indices ont gagné plus de 10 points. Les valeurs étrangères ont également progressé, notamment les actions américaines.







هكذا من الأصل